

## La baisse des prix du pétrole accable les producteurs les plus endettés

### Danse sur un volcan

Le pire a été évité, mais nous continuerons encore longtemps à danser sur un volcan, celui de la dette du tiers-monde. Combien de fois cette petite phrase où le frisson de l'inquiétude de mûre à un brin d'espoir a-t-elle été répétée par des banquiers, des hommes politiques, des responsables d'organismes multilatéraux ? De fait, lorsque des pays, vulnérables par définition puisque en voie de développement, voient leur endettement augmenter plus vite que leur croissance, c'est tout leur équilibre économique, social et politique interne qui est en jeu. Ces risques pèsent à leur tour sur la précaire stabilité du système financier international, et tout particulièrement sur les banques américaines, lourdement engagées, en Amérique latine surtout.

Deux pays dont les ressources pétrolières et une dette difficilement supportable constituent les principaux points communs, le Mexique et le Nigeria, viennent illustrer les dangers d'une situation que les premières stratégies de la dette n'ont pas permis d'éviter. Deux pays qui figurent sur les listes du plan Baker, censé voler au secours des débiteurs les plus dangereux pour l'équilibre international en amenant les banques privées à oublier leurs préventions et à reprendre leurs prêts contre l'assurance d'une austerité accrue.

Plus immédiate et menaçante pour les États-Unis, la situation mexicaine méritait bien un effort particulier de la part de Washington. M. Ronald Reagan, qui devait longuement s'entretenir ce vendredi 3 janvier avec le président Miguel de La Madrid à Mexico, en est persuadé. Avant de parler drogue ou terrorisme, il a fait savoir que les États-Unis étaient prêts à aider le Mexique à trouver les 4 milliards de dollars dont il aura besoin cette année pour honorer ses échéances. Quelles en seront les contreparties ? Mexico est en droit de s'interroger. Après avoir été considéré comme le modèle des pays surendettés capables de redresser la barre, le Mexique se sent condamné à une austerité encore plus draconienne.

Pour le Nigeria, la casse-tête est différent. Après avoir désespérément tenté d'éviter les thérapies du Fonds monétaire international et avoir « bricolé la rigueur dans les pires conditions », selon l'expression d'un expert international, les dirigeants de Lagos rentrent en douceur dans le rang.

Reste la question que le jeune président du Pérou, M. Alan García, a été le premier à poser : un pays endetté peut-il unilatéralement décider de limiter ses remboursements à un montant donné de ses recettes à l'exportation - 10 % pour le Pérou, 30 % pour le Nigeria ? Officiellement, les pays créanciers repoussent une telle idée. Plus discrètement, ils l'étudient de près, car il s'agit d'un remboursement - même modeste - des dettes, préférable à la cessation de paiements.

Les pays producteurs de pétrole les plus endettés sont touchés de plein fouet par la chute des cours. Le Mexique a besoin de 9 milliards de dollars pour faire face à ses engagements. Le Nigeria a décidé de ne pas consacrer plus de 30 % de ses recettes d'exportation au service de la dette.

### Une nouvelle donne

par BRUNO DETHOMAS

Le prix du pétrole baisse. Depuis les records de 1981 - le prix moyen du baril importé par les Américains était alors de 37,05 dollars - il n'a cessé de s'effriter pour tomber à 28,9 dollars par baril en 1984 et de l'ordre de 26 dollars par baril en 1985. La décision prise par l'OPEP le 9 décembre dernier de ne plus soutenir les prix pourrait accentuer ce mouvement. Nombre d'études s'attachent donc, depuis quelques semaines, aux conséquences de l'érosion des cours du brut sur l'activité économique des pays consommateurs (le Monde des 18 et 27 décembre) ; mais plus rares sont les analyses des effets politiques de cette évolution. Pourtant, matière première stratégique, inégalement répartie sur la planète, le pétrole est aussi un enjeu politique. Il n'est que de se souvenir des événements des douze dernières années pour s'en convaincre.

Dans un jeu pétrolier à somme nulle - la consommation étant à peu près stable - tout ce que gagnent les uns est perdu par les autres. Principaux importateurs, les Américains ont donc intérêt à une baisse des prix. Les États-Unis ont en effet importé ces dernières années quelque 5 millions de barils par jour de pétrole et de produits pétroliers avec une facture qui, en 1984, a atteint 54 milliards de dollars (soit la moitié du déficit de leurs échanges). Une baisse de 1 dollar par baril réduit ainsi cette ardoise de près de 2 milliards de dollars par an. Voilà qui explique les faveurs manifestées par les responsables de Washington pour une érosion des cours. Une étude du département de l'énergie, publiée dans le courant de 1985, ne démontrait-elle pas qu'un prix de 20 dollars par baril serait favorable à l'économie américaine sans effet négatif majeur sur l'équilibre financier international ?

D'autant qu'à l'inverse l'Union soviétique est devenue ces dernières années l'un des tout premiers exportateurs mondiaux. En 1985, avec un peu plus de 150 millions de tonnes vendues hors de leurs frontières, les Soviétiques ont même disputé certains mois la première place à l'Arabie saoudite. Même si l'on ne prend que les ventes vers l'Ouest - les seules réalisées aux prix du mar-

ché et les seules rapportant des devises fortes, - le pétrole représente en valeur 63,5 % des exportations soviétiques.

Paradoxalement Moscou, qui, dans de telles conditions, devrait soutenir l'OPEP dans sa volonté de défendre les prix, joue clairement les forces du marché. L'URSS a d'ailleurs écopé l'an passé une bonne part de son brut par Rotterdam au cours du marché libre. Mais les Soviétiques, dont les difficultés de production ne sont un secret pour personne (au cours des trois premiers trimestres de 1985, l'extraction a baissé de 4 % par rapport à la même période de 1984), s'inquiètent peut-être d'une époque prochaine où leurs exportations baisseraient (le Monde du 19 novembre).

(Lire la suite page 21.)

## 1986, une année très difficile pour M. Deng Xiaoping

1985 aura été l'année des dérapages économiques en Chine, et 1986 s'annonce très difficile pour M. Deng Xiaoping, nommé, un peu à contretemps, « homme de l'année » par l'hebdomadaire américain « Time ». Ses partisans affirment qu'il ne s'agit que de « bavures passagères ».

### Erreurs, bavures, blocages...

De notre correspondant

Pékin. - M. Deng se bat pour faire admettre que ses réformes ne sont pas un retour au capitalisme mais une adaptation du marxisme au goût du jour et aux couleurs de la Chine. Ses partisans affirment que les bavures qui se sont multipliées au cours de l'année passée, au point d'obscurcir les résultats positifs des réformes, ne sont qu'un phénomène passager, qu'elles disparaîtront d'elles-mêmes et qu'il ne s'agit en aucun cas d'un retour en force des « vieux démons » exorcisés au début du règne du « Grand Timonier ».

Pourtant, devant l'ampleur de ce qu'il faut bien appeler un désastre économique, sinon politique ou psychologique, il a bien fallu s'adapter à la réalité et mettre un frein - que l'on veut tem-

poraire - aux réformes. C'est ce que l'éditorial du Nouvel An du Quotidien du peuple a qualifié pudiquement de « consolidation et réajustement de la réforme en 1986 pour en résoudre les problèmes ». 1987, promet l'organe du PCC, « verra un nouveau pas franchi dans la réforme ».

Il ne faudrait pas minimiser les résultats obtenus par le régime en 1985 : mise en place d'un système fiscal et augmentation des recettes de l'État, poursuite de la réforme agricole et amélioration sensible des conditions de vie des paysans, poursuite de l'industrialisation des campagnes, départage de la réforme urbaine (réforme des prix, des salaires, de la gestion, réduction du rôle des « politiques » au profit des gestionnaires...) et de celle de l'éducation, augmentation de la production industrielle et des investissements, réforme de l'armée et démobilisation de centaines de milliers de soldats et d'officiers, rajeunissement des cadres de l'administration et du parti, prise de conscience de la nécessité de doter le pays d'un système légal, poursuite du rapprochement avec le bloc soviétique, etc.

Mais le péage des « réformes » au premier lieu les réformes du parti, ces réformes qui ne se sont mises en œuvre que du bout des lèvres et à condition qu'elles soient les plus modérées et les plus lentes possibles, soulignent aujourd'hui avant tout ce qui ne marche pas. M. Chen Yun, économiste et membre du Politburo, a bien résumé l'inquiétude des anciens : lors de la conférence nationale du parti de septembre, il a dénoncé ceux qui « ont oublié leur idéal communiste... au profit de leurs intérêts personnels », le culte de l'argent à tout prix, et la « corruption suscitée par l'idéologie et la conduite capitalistes », tant financière que morale. Ces critiques ont été reprises depuis par les étudiants qui sont sortis de leurs campus pour fustiger la corruption et, surtout, la hausse des prix.

Cette dernière a, en effet, pris des proportions considérables : à Pékin, en six mois, les prix des produits alimentaires ont augmenté de 50 % au moins. Les augmentations de salaires n'ont pas suffi à éponger cette hausse dans la capitale.

PATRICE DE BEER.

(Lire la suite page 3.)

### 5 milliards de francs providentiels

Le régime général de la Sécurité sociale accusera, en 1985, un excédent plus fort que prévu.

PAGE 21

### Un bilan des cantonales partielles

Des pertes limitées pour le PC ; une légère amélioration pour le PS.

PAGE 6

### La lutte antiterroriste

M. Reagan n'entend pas répondre à M. Kadhafi.

PAGE 4

### Les « shoshas » contre le déficit extérieur

Les maisons de commerce japonaises font la promotion des exportations françaises.

PAGE 22

### Les hélicoptères britanniques à l'encan

Westland sera-t-il vendu aux Américains ou à un consortium européen ?

PAGE 22

### Le conflit Mali-Burkina

Le capitaine Sankara assure qu'il a retiré ses troupes.

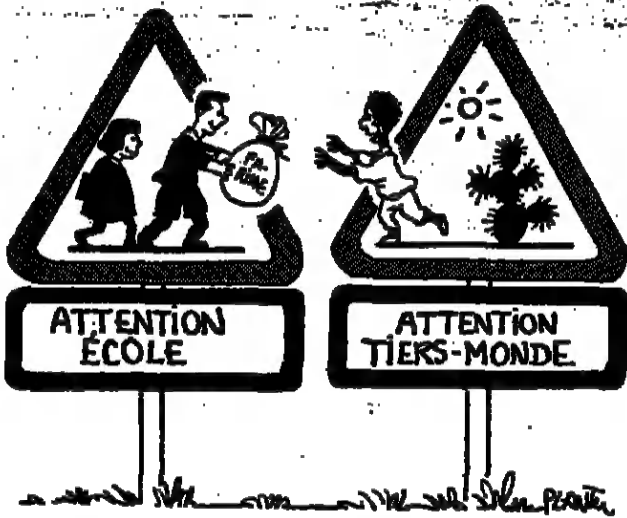
PAGE 5

Débats : les choix économiques (2) • Étranger (3 à 5) • Politique (6 et 7) • Société (8) • Culture (17) • Communication (18) • Économie (21 et 22)

Programmes des spectacles (18) • Radio-télévision (19) • Informations services : Météorologie, Loto, Carnet, Annonces classées (20) • Mots croisés (15)

### UNE CAMPAGNE DE BOB GELDOF DANS LES ÉCOLES

#### Cinq sacs pour l'Afrique



Après les vedettes du rock, les grands couturiers et les athlètes, ce sont les écoliers que Bob Geldof veut mobiliser dans sa campagne contre la faim. Il demande à tous les élèves de France de réunir au moins 50 francs par mois pour remplir cinq sacs de farine, de sucre ou de lentilles. Ceux-ci seront envoyés dans les sept pays choisis pour bénéficier de cette opération : le Mali, le Niger, le Tchad, le Burkina, l'Éthiopie, le Soudan et le Mozambique.

(Lire nos informations page 3.)

## Le Monde

dossiers et documents

### LES MODES DE SCRUTIN EN FRANCE

#### LE RETOUR DU LIBÉRALISME

DOSSIERS ET DOCUMENTS :  
LES ARCHIVES DE L'ACTUALITÉ

JANVIER 1986 - CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 5,80 F

### LA CRISE DE LA COMPAGNIE D'AVIATION JAPONAISE

## Quand la JAL bat de l'aile...

Quatre mois après l'accident d'un Boeing 747 de Japan Airlines, qui s'est écrasé sur une montagne du centre du Japon, la compagnie japonaise traverse une sérieuse crise de confiance.

De notre correspondant

Tokyo. - Au Japon, une faute s'assume plus encore qu'elle ne se répare. Et c'est pourquoi de hauts dirigeants ou de simples employés de Japan Airlines, à commencer par son ex-président M. Takagi, ont continué, pendant des mois, à rendre visite aux familles des victimes de l'accident du 12 août dernier, le plus meurtrier de l'histoire de l'aviation civile, qui causa la mort de cinq cent vingt personnes.

Chargés de menus présents qu'on peut offrir en de telles circonstances (du thé vert, des algues et des champignons

séchés), les membres de la JAL expriment par ces visites leur compassion aux parents des victimes du fatidique vol numéro 123 reliant Tokyo à Osaka. Plus de quatre cents employés de la compagnie sont en contact permanent avec ces familles en deuil, apportant leur concours pour les problèmes les plus divers : retrouver les effets personnels des morts ; aider les veuves à accomplir les procédures de succession et leurs enfants à remplir les formulaires d'inscription à l'école ; conseiller les plus grands dans le choix d'une profession ; préserver la tranquillité des uns et des autres contre l'assaut des journalistes ou celui de personnalités sans scrupules, attirées par les sommes importantes qui seront versées à titre d'indemnités.

Cette sollicitude de la JAL s'inscrit, certes, dans le cadre de

la courtoisie japonaise traditionnelle. Mais elle ne témoigne pas moins aussi d'une disponibilité spontanée des employés. Ainsi, M. Yoshida, jeune membre du département des relations internationales de la compagnie, qui s'occupe de la famille d'un employé d'Osaka mort dans l'accident, déclare-t-il : « Je ne ressens pas ce travail comme une charge supplémentaire. C'est mon devoir : nous sommes responsables de nos passagers, nous devons aider les familles et faire de notre mieux pour leur témoigner notre sincérité. » Une tâche parfois difficile : quelques semaines après l'accident, un employé chargé des relations avec les familles et traumatisé se suicida.

PHILIPPE PONS.

(Lire la suite page 3.)



# débats

## LES CHOIX ÉCONOMIQUES

Même si la campagne électorale tend à grossir les différences, la marge des choix économiques pour 1986 est très étroite. Serge-Christophe Kolm expose les conditions d'une saine expansion, et le Cercle Denis-Diderot demande que soient réhabilités le Plan et la coopération européenne.

## Pour dépasser la crise

Il faut redonner au Commissariat général du Plan un pouvoir de régulation sur l'économie française.

LES programmes actuels de la gauche, et encore moins ceux de la droite, ne peuvent nous sortir de la crise.

Tous les partis, à l'exception du PCF, présentent aux Français, en vue des élections de mars 1986, des programmes économiques fondés sur les mêmes principes. Il s'agit dans tous les cas de renforcer l'entreprise, en élargissant sa liberté d'allure et en réduisant autant que possible les charges qui pèsent sur elle. La raison invoquée est que c'est l'entreprise qui porte la responsabilité principale de la vitalité de la nation.

Incontestable dans l'immédiat, le principe de la liberté d'entreprise salvatrice ne conduit nulle part, de quelque point de vue que nous nous plaçons. D'un point de vue mondialiste, comment imaginer que, généralisé à l'ensemble du monde, un effort d'adaptation à une concurrence internationale violente suffise, après quelques souffrances, à rétablir une répartition acceptable et durable des situations économiques et défectueuses, les activités économiques étant partout compatibles avec un haut niveau d'emploi ?

Du point de vue étroitement nationaliste auquel nous sommes accablés par les difficultés de la construction européenne, conviés à entrer avec courage dans une lutte sans merci, nous devons admettre que, dans une lutte, il y a des vainqueurs et des vaincus entre lesquels l'écart ne pourra que grandir. Avons-nous toutes chances, nous autres Français, de figurer dans le camp des vainqueurs ? Non, certes. Les vainqueurs probables se trouvent parmi les pays dont les capacités de renouvellement technologique et d'organisation sont les plus fortes : les États-Unis, le Japon et ses satellites, l'Allemagne. Dans cette hiérarchie, la France n'est pas complètement déclassée, mais elle est loin d'être comparable aux plus puissants. Parmi ses moyens de défense figure alors nécessairement la réduction progressive des charges de la nation, lesquelles alourdissent sans cesse l'efficacité de l'entreprise : les charges des services publics ; les charges de la solidarité.

par le Cercle DENIS-DIDEROT (\*)

Les programmes de la droite et ceux de la gauche gouvernementale ne conduisent nulle part et ne se distinguent que par l'importance qu'ils accordent à deux risques alternatifs, l'un et l'autre immenses : le risque d'écraser l'efficacité de l'entreprise sous les charges de la solidarité, d'une part ; le risque d'exclure de toute vie sociale acceptable une fraction croissante de la population et de susciter une révolte, d'autre part.

La droite est sensible au premier de ces risques, et sa conception réductrice de la solidarité la conduit à méconnaître complètement les problèmes qui se posent aux populations croissantes du tiers-monde, et ceux qui se posent à terme rapproché, face à elles, aux populations stagnantes des pays développés.

La gauche est sensible au second. Elle croit pouvoir défendre l'efficacité de l'entreprise tout en maintenant son refus de réduire au-delà de ce qui est politiquement tolérable les charges générales de la nation, par l'extension de la démocratie interne et par des interventions économiques judicieusement orientées - politiques évidemment pleines d'atouts.

### Une mutation sans précédent

Les membres du Cercle Denis-Diderot refusent de se laisser enfermer dans l'alternative qui vient d'être définie. Ils pensent en effet que cette formulation méconnaît complètement un fait d'une importance capitale : le fait que la mutation par laquelle le monde passe en ce moment n'a aucun précédent historique, de sorte que notre connaissance de la vie sociale et le dispositif d'information économique actuellement en place, s'ils suffisent peut-être à une explication qualitative du

(\*) Centre de réflexion dont les administrateurs sont d'anciens élèves de l'École polytechnique (le Monde du 2 février 1985), 3, rue Jean-Martin, 75017 Paris.

drame dans lequel nous nous enlisons, sont radicalement incapables d'élaborer des bases prévisionnelles assez solides pour permettre la préparation d'une stratégie ordonnée, orientée vers un projet explicite.

Cette situation démontre que nous n'avons pas le temps de nous enliser dans une impasse. Si le gouvernement socialiste, au moment où il a pris le pouvoir, avait regardé comme l'instrument central de son action le commissariat général du Plan que le pouvoir précédent avait systématiquement amoindri ; s'il lui avait confié la mission de concevoir et de mettre en place le dispositif de régulation de toute l'économie nationale - un système complètement développé d'information rétrospective, l'organisation d'une concertation orientée vers la recherche en commun d'une prévision solide et vers la mise en œuvre d'actions communes, une planification indicative sérieuse, - alors nous aurions été capables d'interpeller nos partenaires du Marché commun et de leur démontrer qu'une coopération européenne ne peut se réduire à quelques projets ponctuels d'association ; qu'elle ne vivra que dans la recherche et la réalisation d'un projet global.

L'Europe ainsi constituée pèserait dans les échanges mondiaux un poids suffisant pour proposer avec quelque chance de succès la substitution à un protectionnisme universel toujours renoué d'un contrôle négocié du commerce mondial. La possibilité de projets ambitieux apparaîtrait. La solidarité des hommes cesserait d'être le poids qui paralyse la liberté d'entreprise pour devenir le ressort d'une grande action collective. Bref, la possibilité de construire un monde fraternel se lèverait à l'horizon.

Faut-il pour cela que la liberté d'entreprise soit abandonnée ? Non : il s'agit de passer de la liberté précaire d'entreprises vivant dans l'obscurité à la liberté constructive d'entreprises éclairées sur le devenir de l'économie de la société dans laquelle elles vivent.

Il n'y a là rien d'impossible. Il est possible que la gauche en particulier se doive de s'engager dans cette voie.

## La nouvelle donne de la croissance

Il convient de réaliser progressivement une baisse du franc par rapport au mark

DANS la France actuelle, étant donné la politique menée, les projets, et qui a des chances de gouverner, le choix qui importe n'est pas entre la gauche et la droite mais entre ceux qui croient nécessaire de prolonger l'austérité et ceux qui pensent qu'une croissance équilibrée dans la poursuite de la déflation et l'équilibre extérieur est possible.

Il y a des « stagnationnistes » et des « développementnistes » dans les deux camps politiques. L'actuelle opposition est en majorité développementniste malgré un solide bastion stagnationniste. Le pouvoir actuel est stagnationniste mais les militants socialistes sont pour la plupart schizophrènes : développementnistes au cœur pour abaisser le chômage, et stagnationnistes d'expression par discipline.

Une première victime de cette situation est la démocratie. Il n'est pas possible d'exprimer un vote développementniste de gauche non communiste. Cette opinion n'est représentée par aucune formation politique actuelle. Or elle ressemble certainement au moins 20 %, 25 % ou 30 % de l'électorat. Le système la spolie de son droit à dire son avis et à influencer la marche du pays. Elle doit donc se répartir en socialistes malgré tout, en chrétiens de gauche (surtout si un sentiment national tisse un second lien) et en un bon nombre d'abstentionnistes forés.

Une seconde victime de cette situation est la stabilité : le pouvoir actuel a, avec l'austérité, un énorme terrain d'entente avec la droite stagnationniste, mais celle-ci est justement celle qui ne « cohabite » pas !

La France est le seul grand pays qui se lance dans la « rigueur » stagnationniste afin de redresser l'équilibre de ses échanges extérieurs (les États-Unis et l'Angleterre règlent cette question par le flottement de leur monnaie, l'Allemagne et le Japon ont un surplus, l'Italie a un taux de change plus flexible, etc.).

Cette façon keynésienne de régler l'équilibre extérieur par le niveau global du revenu et de l'emploi est possible mais extrêmement coûteuse en revenu, emploi et production perdus. C'est la queue qui remue le chien. Et elle risque de nous condamner à la déflation à perpétuité. Une solution « à la soviétique » par entraves aux importations est exclue maintenant. Reste la solution libérale par flexibilité des prix, c'est-à-dire par les différences inter-

par SERGE-CHRISTOPHE KOLM (\*)

nationales d'inflation ou par les variations de taux de change. Or, pour que le chômage diminue sérieusement en France, l'économie française doit croître plus vite que l'Allemagne. Pour compenser par les différences d'inflation la détérioration des échanges extérieurs qui en résulte, les prix français devraient croître moins vite que les allemands, et donc souvent baisser. Réussir cela requiert encore une forte dose de chômage, de stagnation, sinon de décroissance. L'autre solution est que le franc baisse par rapport au mark.

Cette baisse n'entraîne ni inflation, ni spéculation, ni choc sur l'économie si elle est réalisée progressivement, au rythme exigé par les différences de croissance et d'inflation pour maintenir l'équilibre extérieur (les marchés des capitaux différencient alors les taux d'intérêt nationaux pour compenser ces glissements entre monnaies). C'est la reprise sera enclenchée par les substantielles baisses d'impôts prévues.

### Le « franc d'équilibre »

Ce « franc d'équilibre » à évolution lente perd tous les aspects néfastes à la fois des dévaluations brutales, du flottement pur et de la rigidité des parités nominales. Il est aisé à mettre en œuvre et compatible avec le système monétaire européen (en ajustant, quand besoin est, les taux pivots de montants restreints), dont il réalise l'objectif de croissance et de baisse du chômage. Quant aux partisans d'un franc fort (surévalué grâce à la sta-

(\*) Ecole nationale des ponts et chaussées, Ecole des hautes études en sciences sociales.

### Des voisins trop passifs

Il est un peu facile de conclure, dans le cas de l'affaire du Puy, au crime raciste, comme le font la plupart des quotidiens (...).

Mon expérience professionnelle - j'ai été gardien à l'Office HLM de Bobigny avant d'être responsable d'un groupe de gardiens - m'amène à penser que de tels drames n'arriveraient pas si, en l'absence de gardiennage, les voisins se manifestaient davantage (...).

M. Mandon a dû se dépêtrer tout seul de son problème, devenu, très vite, une psychose, pouvant dégénérer en folie furieuse.

Il a donc craché. Si les voisins - plutôt que de se conduire en lâches et en assistés - avaient pris leurs responsabilités en raisonnant M. Mandon et en intervenant, en groupe, auprès de la famille marocaine, il n'est pas dit que cette affaire se serait alors terminée de cette tragique façon.

En tout cas, je puis vous dire ceci : il y a quatre ans, durant les mois d'été, j'ai dû rester dehors jusqu'à minuit tous les soirs parce que les jeunes Maghrébins chantaient, limités par des Africains présents dans le parc.

Ce n'est qu'en restant dehors, près d'eux, et en les raisonnant - en les protégeant presque car je savais que des locataires excédés pointaient les carabines - que je suis parvenu durant juillet-août à éviter un incident grave.

CHRISTIAN GENDRE (Bobigny).

### Encore un effort M. Peyrefitte !

« Il ne faut pas croire que la croissance des prélèvements obligatoires date de 1981... », « les bons résultats enregistrés (en matière économique) sont dus à la mise en œuvre depuis la mi-1983 d'une politique libérale... » (M. Alain Peyrefitte sur France-Inter).

Serait-ce le mot « libéral », inhabituel (du moins avec cette connotation positive) dans le discours des socialistes, rien ne pourrait laisser penser que cette modération, ce satisfecit décerné au gouvernement sont le fait de l'ancien garde des sceaux, plus à l'aise dans le rôle bien rodé de grand pourfendeur de l'idéologie socialo-communiste. (...)

gnation et au chômage, ils doivent toujours expliquer pourquoi il ne doit pas être rendu plus fort encore par réévaluation, ou recommander celle-ci sans limite !

Enfin, c'est le moment de rappeler que la participation chère au général de Gaulle n'a pas qu'un effet social : si elle aboutit à remplacer du salaire par des parts de bénéfice, elle abaisse le coût de l'embauche pour l'entreprise et est un « ennemi naturel robuste du chômage et de l'inflation », comme l'explique son spécialiste Martin Weitzman (2).

Ne soyons pas les derniers à ajuster nos paradigmes à l'évolution du monde et de la connaissance. Grâce au succès du plan de rigueur de gauche dans l'abaissement de l'inflation, les promesses électorales développementnistes de droite sont sans doute tenables. Mais pas n'importe comment. Une baisse des impôts trop timorée qui ne débouche pas assez la production, une libération incontrôlée des prix qui relance plus l'inflation que l'enthousiasme productif (ceux des débuts de 1978 et 1979 ont fait monter les prix de 3 % chaque), une dévaluation trop brutale qui - même si elle mène à la déflation - pousse l'inflation et commence par créer du déficit extérieur, voilà qui risque d'empêcher le décollage ou de forcer à rétablir bientôt en catastrophe dans une nouvelle déflation. La grande majorité des Français croient la croissance possible (83 % selon un sondage). Les investisseurs étrangers la pensent probable et nous apportent en masse leur épargne, qui leur permet. Les responsables de la politique économique à venir n'ont plus droit à l'erreur.

(1) Elle est analysée en détail dans la troisième partie de notre ouvrage *Sortir de la crise* (éd. Hachette, coll. « Pluriel », 1984).

(2) *The Share Economy*, Harvard University Press, 1984, traduction française à venir.

Les discours durcis par tant de compétitions et de campagnes se déclinent sur cette vérité difficile à admettre mais de moins en moins contestable par ceux qui prophétisent la catastrophe et l'attendent encore comme un suprême et peut-être dernier argument : les socialistes peuvent aussi réussir en économie. (...)

PATRICE PEILLON (Boulogne-Billancourt).

### Déjà Henri Estienne...

The Times a fait un reportage le 14 décembre sur les remarques de M. Mitterrand à l'Académie française au sujet de l'assaut, dans le monde des ordinateurs, des termes anglais aux dépens des équivalents d'étymologie française. Je voudrais offrir à M. Mitterrand une analogie.

Au seizième siècle, l'influence de l'italien sur la langue française fut si puissante et si durable que l'invasion des locutions italiennes provoqua le courroux du grammairien Henri Estienne, qui, dans *Deux dialogues du nouveau langage italianisé et autrement desguizé principalement entre les courtisans de ce temps*, a fait une violente attaque sur le geste français de ces « Gallo-italiques ».

L'attaque d'Estienne a raté, et avec raison, car l'invasion qu'il a déplorée n'était pas, comme il le pensait, une simple mode littéraire, un engouement pour la nouveauté d'expression : c'était plutôt le résultat de l'assimilation par la plus arriérée de ces deux nations des conceptions, des idées, des sciences, des arts et de l'habileté de l'autre.

L'influence de la littérature a importé les mots : cadence, sonnet, stance. La réorganisation de l'armée est reflétée dans les mots : caporal, colonel, cavalerie, infanterie, arquer, busse, attaque, alarme, alerte, barricade, bastion, citadelle, esplanade, parapet. Aujourd'hui l'assimilation de ces termes, et dans la langue française et dans la langue anglaise, est totale. (...)

STEVEN CRAVEN (Maldon, Essex, Grande-Bretagne.)

### Un besoin ?

Dans le tohu-bohu qui couvre la future (7) cinquième chaîne, une seule question : en avons-nous vraiment besoin ? En ce temps, que vaut-il mieux développer, la production ou la distraction ?

BERNARD DUPAIGNE (Paris).

## « LE CHÔMAGE GUÉRI... SI NOUS LE VOULONS » d'Octave Géliier

### Le voulons-nous ?

C E livre est une douche froide. Une douche froide, mais salutaire. Car, en face d'un chômage qui est devenu la résultante de tous les dysfonctionnements de notre société et qui s'achemine tranquillement vers le cap des trois millions dans cinq ans, il est impossible de se résigner. Octave Géliier a donc raison de souligner que « le chômage massif permanent que nous connaissons » n'est pas une fatalité, mais une maladie qui résulte très largement de mesures bien intentionnées mais sources d'effets pervers dans l'environnement qui est désormais le nôtre.

« Si nous le voulons », ajoute l'auteur, le chômage peut être guéri (c'est-à-dire ramené à un million de personnes en 1985). A trois conditions, selon lui : abaisser le coût minimal (notamment indirect) du travail pour multiplier les emplois flexibles à valeur ajoutée par salaires relativement modestes ; démanteler le « piège à entrepreneurs » qui freine l'adaptation et bride l'offre créatrice des employeurs par ses contraintes économiques, sociales et patrimoniales ; ouvrir le « ghetto des jeunes » par lequel les moins scolarisables sont exclus des activités productives.

Qu'il s'agisse de directions à explorer, j'en suis pour ma part convaincu. Que nous n'ayons

aucune chance de faire reculer le chômage sans remède de cheval, j'y souscris totalement. Mais, le voulons-nous ? Certes, au cours des dernières années, l'état des esprits a évolué et beaucoup reconnaissent tout bas ce qu'ils n'osent encore proclamer tout haut. Pourtant, rien ne serait plus grave que de se laisser sur la force des résistances.

Le changement progressif de l'essence des charges sociales ? Il se heurte à l'administration des finances et à l'URSSAF. L'accroissement de flexibilité du marché de l'emploi ? Il sera concédé avec répugnance et par quelques syndicats seulement. Et pour une double raison : la première qu'il faut vaincre, et qui est l'attachement aux droits acquis ; la seconde dont il faut tenir compte dans la recherche d'un nouveau compromis social : comment assurer la protection des plus faibles dans une société où l'emploi sera moins garanti, la rémunération plus individuelle, le marché du travail moins rigide ?

Octave Géliier a raison, et son livre vient à son heure. Mais pour que la société française absorbe à doses suffisantes le remède qu'il nous propose, il faut le compléter par une potion qui, en matière d'équité, assure l'indispensable.

JACQUES LESOURNE.

★ Editions Hommes et techniques, 161 p., 128 F.

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 650572 F  
Télécopieur : (1) 42-23-06-81  
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Faure (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 570 000 F

Principaux associés de la société : Société civile, « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur : Bernard Wouts.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Salas.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montecapri, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 206 136 F

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,50 \$ ; Côte d'Ivoire, 215 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; États-Unis, 1,25 \$ ; Grèce, 120 dr. ; Inde, 80 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 0,350 \$ ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2 \$ ; Portugal, 110 esc. ; Roumanie, 336 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,80 L. ; Yougoslavie, 110 nd.

### ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 944 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 357 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par mandats)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (dans les semaines ou plus) : un abonné doit adresser à l'éditeur son adresse nouvelle au moins un mois avant son départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écarter tous les autres journaux et publications d'abonnement.

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037



## ASIE

### Quand la JAL bat de l'aile...

(Suite de la première page.)

Mise à part la question des indemnités, versées conjointement par la JAL et par Boeing (au total plus de 100 millions de dollars), la compagnie nationale japonaise a déjà consacré 17,5 millions de dollars aux dépenses relatives à l'accident : funérailles solennelles à Osaka puis à Tokyo (trois mille personnes y participèrent, dont mille trois cents employés de la JAL), les sommes remises à chaque famille (7.500 dollars), comme expression de compassion (au Japon, on donne traditionnellement une somme d'argent à la famille lors d'un deuil) et aides diverses (par exemple, une allocation mensuelle de 250 dollars pour les enfants terminant leurs études).

Malgré ce déploiement de bonne volonté et le profil bas adopté par la JAL depuis l'accident (toute publicité avait été supprimée jusqu'à la fin décembre), la compagnie nationale traverse la crise la plus grave qu'elle ait connue depuis sa création en 1953. Sa privatisation, un processus qui prendra au moins deux ans, sera la tâche principale de la nouvelle direction désignée en décembre par l'assemblée des actionnaires (l'Etat détient 35 % du capital) : elle devrait contribuer à restaurer l'image de la compagnie dans le public.

#### Des problèmes économiques et politiques

Plusieurs facteurs sont intervenus dans la crise actuelle. D'abord d'ordre économique : la JAL fait figure, dans l'opinion publique de « coupable » (*kagishi*). Depuis trois ans, lorsque le pilote souffrait de dépression nerveuse précipitait inopinément son appareil dans la baie de Tokyo, causant la mort de vingt-quatre passagers, la confiance a considérablement diminué. Des grèves répétées ont, d'autre part, mis en évidence de sérieux problèmes au niveau du personnel et terni l'image de la compagnie : la JAL est apparue comme une entreprise où était loin de régner la fameuse « harmonie » que les dirigeants japonais se plaisent à décrire comme une caractéristique de la gestion à la japonaise.

La JAL n'a pas moins de quatre syndicats : celui du personnel au sol, le plus important (12.000 membres), celui du personnel navigant (2.200), celui des pilotes (1.400) et une organisation mineure (300) procommuniste. Certaines revendications

syndicales ont pu paraître quelques fois futiles : ainsi en 1978, celle du syndicat des navigants demandant la suppression des lits dans les premières classes des Jumbo, car il pouvait en résulter des situations embarrassantes pour les hôtes...

A cela s'est ajouté un épisode fâcheux : Lors du départ de M. Nakasone pour Paris en juillet dernier, le premier ministre dut attendre 82 minutes à l'aéroport

ministère travaillant à All Nippon Airways. Cette compagnie fut au centre de l'affaire Lockheed, ce qui tend à souligner les liens que ses dirigeants entretenaient avec le lobby de l'ancien premier ministre Tanaka, lui-même impliqué dans le scandale.

L'accident du 12 août a rendu la crise que traverse la JAL encore plus aiguë. Non seulement le ministre des transports en personne (il avait voyagé quelques heures avant l'accident sur l'appareil

Depuis l'accident du 12 août dernier qui coûta la vie à 520 personnes la Japan Airlines se débat dans les pires difficultés...

car l'appareil qui devait le transporter avait une avarie. Surtout, depuis plusieurs mois, la JAL doit affronter des problèmes économiques et politiques. La compagnie nationale subit en effet la concurrence de nouvelles compagnies aériennes américaines (comme United Air Lines), qui ont obtenu récemment le droit de desservir le Japon.

La JAL est en outre concurrencée par les deux compagnies japonaises intérieures, All Nippon Airways (ANA) et Toa Domestic Airlines (TDA), qui entendent briser le monopole des vols internationaux dont bénéficie la JAL en vertu de la « constitution aérienne » nipponne de 1970 : outre les vols internationaux, la JAL dessert les principales villes de l'archipel : Fukuoka, Naha (Okinawa), Osaka et Sapporo. Ses concurrents sont d'autant plus intéressés à briser son monopole que le marché aérien japonais est le troisième au monde par l'importance : la ligne la plus fréquentée de la planète est Tokyo-Sapporo (4,5 millions de passagers par an).

Au début de cette année, Nippon Cargo Airlines (dont le capital appartient en grande partie à ANA) a obtenu du gouvernement l'autorisation d'établir un service de fret à destination des Etats-Unis, ce qui représente une perte de 20 millions de dollars pour la JAL. Quant à ANA, elle devrait bénéficier en avril prochain du droit d'assurer des liaisons vers les Etats-Unis.

Les assauts dont la JAL est l'objet ne sont pas exempts d'implications politiques. ANA et TDA bénéficient de solides appuis tant au sein du Parti libéral démocrate que du ministère des transports. Plus de deux cents anciens fonctionnaires de ce

ministère travaillent à All Nippon Airways. Cette compagnie fut au centre de l'affaire Lockheed, ce qui tend à souligner les liens que ses dirigeants entretenaient avec le lobby de l'ancien premier ministre Tanaka, lui-même impliqué dans le scandale.

Lorsque, en novembre dernier, un Boeing-747 de la JAL à destination de Paris s'écarta de sa route au-dessus de Sakhaline — non loin de l'endroit où fut abattu par les Soviétiques le 1<sup>er</sup> décembre 1983 un appareil de Korean Air Lines qui avait lui aussi dévié de sa route — ce fut un tollé. Il s'agissait d'une erreur humaine : le pilote avait oublié de remettre en marche le système de navigation par inertie après l'avoir débranché pour éviter une zone de turbulences. L'appareil, ayant dévié de 65 milles marins, mit en alerte les chasseurs soviétiques.

#### Les accusations du syndicat des pilotes

Résultats de cette succession d'incidents : la JAL a enregistré une chute brutale du nombre de ses passagers sur les lignes intérieures (- 34,5 %), et en particulier sur la liaison Tokyo-Osaka (- 43,2 %). A la fin de l'année fiscale 1985 (qui se termine en mars 1986), ses profits auront diminué de 67,6 % par rapport à l'année précédente.

La guigne n'explique pas tous les problèmes de la JAL. L'un des plus graves qu'elle ait à affronter est celui du moral de ses employés. La confiance entre la direction et le personnel est au

plus bas. En témoignent les déclarations que nous a faites le vice-président des syndicats des pilotes, M. Inaba : « La privatisation de la JAL est une manière de détourner des vrais problèmes, ceux de la sécurité. La JAL est l'une des pires compagnies du monde en ce qui concerne la sécurité ». M. Inaba, lui-même copilote en activité, estime que la compagnie fait passer la rentabilité avant la sécurité : « Pour économiser du temps, être ponctuel, on néglige les règlements du code de l'aviation civile », affirme-t-il. « Plus qu'à des erreurs humaines, les accidents sont dus à des négligences dans l'entretien des appareils », poursuit-il.

A l'appui de ses affirmations, il précise qu'en treize ans (le premier grave accident survenu à un appareil de la JAL remonte à 1972 à New-Delhi), Japan Air Lines a tué sept cent trente-quatre personnes. Ce qui n'est le cas ni de TDA ni d'ANA, dont un des appareils est, en 1971, un accident qui fit grand bruit : il fut apparemment pris pour cible par un chasseur de l'armée japonaise : bilan, près de deux cents morts.

A la direction de la JAL, on s'insurge contre les accusations du syndicat des pilotes. M. Yoshio Matsuo, vice-président et directeur de l'entretien, précise, statistiques à l'appui, que sa compagnie est celle qui a le moins de problèmes mécaniques au monde. Elle a le plus faible nombre de vols retardés de plus de quinze minutes pour des raisons techniques. La JAL a, d'autre part, intensifié son programme de vérification des appareils et vient de proposer à Boeing une série de modifications, déjà réalisées sur ses 747, afin de protéger le système de commandes hydrauliques.

On fait aussi remarquer à la direction que l'on n'évalue pas le degré de sécurité d'une compagnie aérienne en additionnant les victimes, mais en fonction du nombre de décollages, d'atterrissages et du nombre de kilomètres parcourus par passager. Si l'on prend de tels critères, comme l'a fait récemment *Flight International*, revue qui fait autorité en matière aéronautique, la JAL est, en matière d'efficacité, la sixième compagnie mondiale, avec une flotte de 747 qui est la plus importante.

La principale critique adressée par le syndicat des pilotes à sa compagnie est la mauvaise ambiance dans les cockpits. Les commandants de bord, promus en 1970 cadres supérieurs, ne sont pas syndiqués et auraient tendance, disent les pilotes, à se comporter en « patrons ». « La hiérarchie est si forte qu'on ose difficilement contredire le commandant ou même lui signaler une erreur. Ce fut le cas lors de l'accident de Kuala-Lumpur en 1977 », affirme M. Inaba. Selon lui, il régnait une meilleure atmosphère parmi les équipages d'ANA, compagnie qui autorise les commandants à être syndiqués.

M. Sakuraba, directeur responsable des opérations de vol, ancien commandant de bord, estime que ce que l'on appelle le « système du commandant-patron » (*captain manager*) n'est pas en cause : « Le commandant est, par définition, celui qui a le plus d'expérience. Il s'agit d'une barrière psychologique normale. Afin d'améliorer la communication, nous avons institué des petits groupes de vingt personnes, commandants et pilotes, que l'on essaye de faire voler régulièrement ensemble. Le copilote peut toujours avoir recours à un « téléphone rouge » pour se mettre en contact directement avec la direction des opérations et signaler ce qui lui semble anormal », nous dit-il. Les pilotes qui volaient avec le commandant souffrant de dépression nerveuse, et avaient donc un comportement étrange, n'auraient pas recours à cette ligne. Il est vrai que le service médical de la JAL ne l'avait pas jugé inapte au vol bien qu'il consommât des calmants. M. Sakuraba reconnaît qu'il existe un problème de confiance entre la direction et les employés : « Nous devons améliorer cette situation : c'est une question de survie », dit-il.

PATRICE DE BEER.

PHILIPPE PONS.

## Afghanistan

### Le Pakistan affirme tout ignorer d'une proposition de retrait des troupes soviétiques

Le Pakistan a fait savoir, jeudi 2 janvier, qu'il ignorait tout d'un éventuel calendrier du retrait des troupes soviétiques qui aurait été proposé, selon le *New York Times* aux Nations unies (le *Monde* du 3 janvier).

D'autre part, des sources proches de la résistance ont affirmé jeudi que Kandahar, dans le sud-ouest de l'Afghanistan, avait subi plusieurs attaques à la roquette la semaine dernière, tuant cinquante-quatre soldats, miliciens et membres de la police secrète du régime de Kaboul.

### LE TÉMOIGNAGE DE DEUX AUSTRALIENS Sept mois dans les geôles de Kaboul

Deux Australiens, libérés le 27 décembre par le régime de Kaboul (le *Monde* du 29-30 décembre 1985), ont déclaré au cours d'une conférence de presse à New-Delhi dont le *Times* de Londres a donné un compte rendu ce vendredi 3 janvier avoir passé sept mois au secret dans une prison de la capitale afghane.

M. Robert Williamson et son épouse se trouvaient au Balouchistan pakistanais — où le premier travaillait sur un projet forestier financé par l'ONU — quand ils ont été enlevés, le 18 mai 1985, par des Sasouls, une ethnie sur la frontière entre le Pakistan et l'Afghanistan. Après douze jours, « nous avons été pris par des gens en uniforme vert, arrivés à bord d'un hélicoptère marqué de l'étoile rouge à cinq branches, un autre hélicoptère continuant de tourner dans le ciel. Nous avons été transportés à Kandahar où nous avons été gardés trois jours avant d'être amenés à Kaboul », a raconté M. Williamson.

Interrogés dans un « centre d'interrogatoire pour inculpés en attente de jugement », ils n'ont pas été maltraités. Ils ont notamment été accusés d'avoir pénétré illégalement en Afghanistan. « Nous avons répondu que nous bénéficions, pour le moins, de circonstances atténuantes ». Les Williamson avaient été capturés par une tribu qui les avait pris en otage à la suite de la condamnation à une peine de prison, au Pakistan, de son chef reconnu coupable de vol et de tentative de meurtre.

Le gouvernement australien avait dû attendre le 11 novembre — date de la réception, par son ambassade à Islamabad, d'une lettre de M. Williamson — pour apprendre que le couple était détenu à Kaboul. Plusieurs démarches ont alors été entreprises, notamment par l'ONU, pour obtenir leur libération. M. Williamson a passé les derniers cinq mois de sa détention coupé de tout contact extérieur. Son épouse a vécu en la seule compagnie d'une femme afghane et d'un brasseur à bois quand la neige s'est mise à tomber...

## BIBLIOGRAPHIE

- « L'Inde, le pouvoir et la puissance », de Jean-Alphonse Bernard
- « Indira Gandhi, ou la démocratie dynastique », d'Emmanuelle Ortolli

Si vous en avez assez des ouvrages éhémériques sur l'Inde millénaire, l'Inde « enfer des pauvres », l'Inde « misérable et pourtant si belle », si vous voulez découvrir une Inde à la fois moderne et arriérée dans son histoire, puissante et fière de ses choix planétaires, de sa démocratie : bref, si vous voulez connaître l'Inde qui va compter, celle de Rajiv Gandhi, lisez le livre de Jean-Alphonse Bernard. *L'Inde, le pouvoir et la puissance* n'est peut-être pas, comme le prétend la jaquette, « la première synthèse » sur le monde indien, mais c'est certainement l'une des plus complètes, des plus actuelles et des plus pénétrantes (1).

Le non-alignement prôné par Nehru, et qui dissimule mal « un philo-soviétisme affiché », vise surtout à parer à la menace conjuguée de la Chine et du Pakistan, perçues, à tort ou à raison, par New-Delhi. Quant au champ politique hérité d'Indira Gandhi par son fils Rajiv, M. Bernard le décrit en une phrase : « Un désert, ou plutôt un cloaque dans lequel les hommes intelligents refusent d'entrer ». L'administrateur de l'Inde qui perçoit sous l'analyse sera content d'apprendre que l'avènement de Rajiv Gandhi, événement qu'il traite en fin d'ouvrage, a déjà permis l'arrivée d'hommes honnêtes dans les allées du pouvoir.

L'auteur, qui fut longtemps en poste à New-Delhi, et dont l'ouvrage est publié sous l'égide de la Fondation pour les études de défense nationale, a tout dit : le régime et le discours politiques, le système économique, la puissance militaire, les relations avec les « grands », y compris la Chine et les petits voisins.

De cette étude de quatre cents pages, qui fait justice avec brio des fausses apparences et des idées reçues, J.-A. Bernard a tiré un enseignement majeur : l'Inde traditionnelle, « trop souvent jugée hostile au progrès », s'est remarquablement adaptée aux temps modernes, montrant même de grandes capacités d'innovation. L'auteur le dit et le prouve, tout en admettant que le contrôle étatique de l'économie a conduit à une croissance moins forte que celle qu'il était possible d'espérer.

La faute, laisse-t-il entendre, en incombe aux élites politiques qui n'ont jamais appelé les élites économiques à mettre leur talent « au service de l'intérêt général ». Même sur les options majeures de l'économie, le patronat n'était pas consulté par Indira Gandhi, souligne l'auteur, qui dresse, au passage, un portrait sans complaisance de l'ancien premier ministre. Au terme d'une enquête en profondeur qui permet au lecteur de se familiariser avec les principaux domaines où s'exerce le pouvoir indien, et après avoir constaté que la pensée politique indienne « se nourrit bien davantage de la vulgate marxiste-léniniste » que des enseignements du mahatma Gandhi, l'auteur rappelle que les deux impératifs majeurs de l'union sont le développement économique et la sécurité.

Cette fringale de pouvoir, cette « absence de scrupules et d'idéologie » qui caractérisaient l'« impérialisme » assommé, et que dénonce le *Pouvoir et la puissance* n'ont pas totalement échappé à Emmanuelle Ortolli (2). Pourtant, avec *Indira Gandhi, ou la démocratie dynastique*, la jeune journaliste n'a pas voulu faire œuvre critique mais biographique. Visiblement impressionnée par son modèle, Emmanuelle Ortolli raconte, de manière didactique et linéaire, l'extraordinaire itinéraire de celle que les Français, dans un sondage de 1984, avaient placée en tête des stars politiques les plus sympathiques (?) de la planète.

Tendre enfance dans une famille riche et déjà puissante, période qui constitue le meilleur du livre, rencontres avec le mahatma Gandhi, qui la fit sauter sur ses genoux, premières actions politiques, lettres débordantes d'amour, que son illustre père J. Nehru lui envoyait des prisons anglaises : c'est une Indira touchante, aimable, presque irréaliste, que nous décrit l'auteur. Une femme en tout cas sûre de son destin, courageuse dans l'adversité, et qui avait, d'elle-même comme de son grand pays, une très haute idée. Le livre d'Emmanuelle Ortolli manque peut-être un peu de recul, mais il fourmille d'anecdotes. Soixante pages de photos complètent agréablement l'ensemble.

PATRICE CLAUDE.

- (1) *L'Inde, le pouvoir et la puissance*, de Jean-Alphonse Bernard, 384 pages, Fayard, 125 F.
- (2) *Indira Gandhi ou la démocratie dynastique*, d'Emmanuelle Ortolli, Flammarion, 89 F.

## Chine

### Une année très difficile pour M. Deng Xiaoping

(Suite de la première page.)

Et même si, dans d'autres régions, la libération des prix a eu l'effet inverse, la population ne semble guère convaincue par les explications officielles qui se multiplient. Au point que certains regrettent ouvertement les trente années pendant lesquelles les prix n'augmentaient pas et la moralité publique restait, apparemment, dans des normes acceptables.

Le risque, pour 1986, est que de plus en plus de Chinois, du sommet à la base, n'en viennent à confondre les erreurs et les bavures des réformes avec la

réforme elle-même, et rejettent demain ce qu'ils avaient applaudi hier, quand leur niveau de vie augmentait. Déçus par la flambée des prix, mais aussi jaloux de l'enrichissement de ceux qui ont mieux réussi, ils constituent cette cohorte de mécontents massifs de manœuvres idéales pour les opposants à M. Deng et à ses successeurs.

Une course de vitesse est donc engagée. Elle peut se poursuivre tout au long de l'année, et même après, en fonction de la longévité des principaux dirigeants : qui, de M. Deng ou de ses critiques — tous d'un âge très avancé — ira le premier « rejoindre Marx » ? Entre-temps, la réforme est bloquée. D'abord, pour remettre de l'ordre dans une économie bousillée, des investissements démesurés et des importations extravagantes au cours du premier semestre, le coup de frein des six derniers mois a été extrêmement sévère. Ensuite, en raison des oppositions de cadres peu désireux d'abandonner leurs prérogatives et qui, dans cette période d'incertitude, préfèrent se cantonner dans une prudente attente.

Ainsi, le 17 décembre dernier, le *Quotidien des travailleurs* a publié un entretien avec deux directeurs d'usine qui ont déclaré que la politique d'autonomie des entreprises restait lettre morte en

raison du refus des autorités intermédiaires de l'appliquer, des charges illégales qui leur sont imposées et de l'impossibilité de mettre en place la réforme des salaires en fonction du travail fourni. « Le problème posé par ces directeurs est général », concluait le journal. Or cette autonomie est la clé de la réforme industrielle dont M. Deng attend la revitalisation de l'économie et, donc, le succès de sa politique.

Bavures, blocages, retour des « vieux démons » que sont la corruption, le népotisme ou la prostitution, voilà bien des obstacles qui se sont accumulés au cours des derniers mois, et auxquels s'ajoutent les manifestations publiques d'étudiants ou de minorités ethniques, signes de libéralisation, mais également risques potentiels pour le régime.

Ces obstacles sont certes franchissables pour un homme aussi déterminé que M. Deng. Le seraient-ils pour ses successeurs quand il aura disparu ? En attendant, l'équipe au pouvoir s'efforcera cette année de resserrer les boulons dans tous les domaines, de trouver des solutions le plus rapidement possible aux problèmes des réformes ou que celles-ci ont rendus plus aigus. La crédibilité de la politique menée depuis 1978 par M. Deng afin de hisser enfin la Chine au rang des grandes puissances est en jeu.

PATRICE DE BEER.

## Vietnam

● Les départs légaux. — Fris de 25.000 réfugiés vietnamiens ont quitté légalement le pays en 1985, soit 4.000 de moins que l'année précédente, selon les chiffres publiés, jeudi 2 janvier, à Hanoï par le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). En décembre, selon les statistiques mensuelles du HCR, 1.525 réfugiés ont quitté le Vietnam dans le cadre du programme de départs organisés (ODP) élaboré par les autorités vietnamiennes et le Haut commissariat. (AFP.)

[Ce nombre de départs est à peu près identique à celui des réfugiés clandestins. Sans l'immense majorité, des réfugiés de Hanoï — arrivés à bon port en 1985 — en 1984 pour la première fois depuis 1975, le nombre des réfugiés légaux avait été supérieur à celui des réfugiés clandestins arrivés à bon port.]

## naissance

(éprouvé), ils doivent expliquer pourquoi il n'y a pas eu plus fort soutien... ou recommander la suite.

Le moment de rupture est venu. L'indépendance chinoise n'est pas qu'un état d'esprit, elle est un fait. Elle aboutit à remporter le coût de l'indépendance et est un « état de fait » du chantage et de la menace. L'expérience de Martin Weitzman (21), dans les dernières années de la révolution, et de la consécration du plan de rupture dans l'abaissement de la promesse électorale de ministres de droite aux élections. Mais pas d'indépendance. Une baisse de la confiance qui ne dégage pas la production, une baisse des prix qui n'empêche pas l'enthousiasme des départs de 1985, une dévaluation qui n'a même si elle n'est pas le maintien de la confiance, pousse l'inflation à créer le déficit et à risquer d'empêcher la catastrophe dans une déflation. La grande peur française croient la dévaluation (83 % selon un sondage) probable et nous ne pouvons leur épargner, ne sommes-ils pas responsables de la catastrophe à venir n'ont pas peur.

et est analysé en détail la partie de notre ouvrage. (éd. Hachette, coll. 10.)

Share Economy, Inc. Paris, 1984, traductions.

et d'analyse en détail la partie de notre ouvrage.

et d'analyse en détail la partie de notre ouvrage.

PATRICE PEILLON (Bibliographie de l'ouvrage)

Henri Estienne.

et d'analyse en détail la partie de notre ouvrage.

et d'analyse en détail la partie de notre ouvrage.

et d'analyse en détail la partie de notre ouvrage.

et d'analyse en détail la partie de notre ouvrage.

et d'analyse en détail la partie de notre ouvrage.

et d'analyse en détail la partie de notre ouvrage.

et d'analyse en détail la partie de notre ouvrage.

et d'analyse en détail la partie de notre ouvrage.

et d'analyse en détail la partie de notre ouvrage.

et d'analyse en détail la partie de notre ouvrage.

et d'analyse en détail la partie de notre ouvrage.

et d'analyse en détail la partie de notre ouvrage.

et d'analyse en détail la partie de notre ouvrage.

et d'analyse en détail la partie de notre ouvrage.

et d'analyse en détail la partie de notre ouvrage.

et d'analyse en détail la partie de notre ouvrage.

et d'analyse en détail la partie de notre ouvrage.

et d'analyse en détail la partie de notre ouvrage.

et d'analyse en détail la partie de notre ouvrage.



# PROCHE-ORIENT

## La lutte contre le terrorisme

Une semaine après les attentats à l'aéroport de Vienne et de Rome, les enquêtes se poursuivent dans les deux capitales, alors que plusieurs filières terroristes ont été découvertes en Europe.

« A ATHÈNES, trois des huit Palestiniens - deux hommes et une femme, - qui avaient été arrêtés par la police grecque et soupçonnés d'être membres d'un commando terroriste (le Monde du 3 janvier), ont quitté Athènes, jeudi 2 janvier, par des vols à destination de l'Algérie et du Yémen du Sud. Quatre autres Palestiniens devaient quitter la capitale hellénique ce vendredi ou samedi. Un seul des détenus, qui est étudiant en Grèce depuis deux ans, pourra demeurer dans le pays. De très bonne source, on indique que sept des huit Palestiniens ont fait l'objet d'une mesure d'expulsion, mais, officiellement, on se refuse à utiliser ce terme. La police grecque avait indiqué qu'elle détenait huit Palestiniens soupçonnés d'être des terroristes, mais qu'elle ne disposait d'aucune preuve contre eux. Les

Palestiniens, en dehors de l'étudiant, ont affirmé être en Grèce pour faire du tourisme. Un porte-parole officiel a déclaré que les autorités grecques n'ont rien à reprocher aux huit Palestiniens arrêtés dans « le cadre du contrôle habituel des étrangers en Grèce ».

« A HASSELT (Belgique), trois des quatre personnes, dont deux « Arabes », interpellées lundi (le Monde du 3 janvier), ont été inculpées pour « association dans le but d'attenter à des personnes ou à des propriétés », a-t-on appris, jeudi, de source judiciaire belge. Les deux Arabes, dont l'identification est en cours, et le propriétaire de la vidéothèque, dans laquelle avait été trouvée une grande quantité d'armes, ont été placés sous mandat d'arrêt, l'épouse du propriétaire étant, quant à elle, remise en liberté.

« A NEW-YORK, dans une lettre adressée au Conseil de sécurité de l'ONU, Israël a réclamé la condamnation des pays qu'il accuse de soutenir le terrorisme. Israël affirme qu'il

«derient impératif maintenant pour tous les pays opposés au terrorisme international de s'unir et de prendre des mesures résolues pour lutter efficacement contre ce cancer maléfique». Le message israélien souligne que « les pays donnant appui et asile au gang terroriste autour des dernières atrocités criminelles (de Rome et de Vienne) doivent être condamnés, en particulier la Libye, qui est devenue le centre mondial du terrorisme international ». Il affirme également que « ces bandes de criminels trouvent aussi abri et appui en Irak et en Syrie ».

« LA LIBYE, pour sa part, dans une lettre adressée au secrétaire général de l'ONU, réaffirme sa condamnation de « tout acte portant atteinte à des personnes innocentes » et indique que les déclarations officielles « brutales » faites en Israël et aux Etats-Unis ces derniers jours « font apparaître une volonté commune et orchestrée de lancer une agression contre la Jamahiriya ».

## Le président Reagan n'entend pas répondre au colonel Kadhafi

Correspondance

Washington. - A la demande de la Maison-Blanche, le Pentagone a préparé une liste d'opérations militaires de représailles que les Etats-Unis pourraient éventuellement mener contre la Libye.

Le Pentagone envisageait d'utiliser les bombardiers F-15, basés sur le porte-avions *Corat-Scow* encore les B-52 basés aux Etats-Unis, ou même les chasseurs bombardiers F-

## ISRAËL CONDAMNE LE MEURTRE DU DEUXIEME OTAGE JUIF A BEYROUTH

Jérusalem (AFP). - Le ministre israélien des affaires étrangères a violemment condamné le meurtre, mercredi 1<sup>er</sup> janvier, de l'otage juif libanais, M. Isaac Tarrah, à Beyrouth, par une organisation clandestine, les *Opprimés sur terre*. « Nous condamnons violemment la poursuite des actes terroristes perpétrés par des chérites contre des civils innocents. Il n'y a aucune justification pour de tels crimes crapuleux qui ne font qu'accroître la violence dans le Proche-Orient », a déclaré jeudi le porte-parole du ministère.

Isaac Tarrah, soixante-dix ans, est le second otage juif libanais assassiné par cette organisation. La veille de Noël, M. Haim Hallala Cohen, trente-neuf ans, avait été exécuté par le même groupe.

Le conseil supérieur de la communauté juive du Liban affirme que sept juifs ont disparu au Liban depuis mars dernier. L'organisation des *Opprimés sur terre* affirme de son côté avoir pris en otage quatre juifs libanais pour obtenir la libération de trois cents Libanais détenus, selon elle, par les milices de l'Armée du Liban-Sud (ALS, alliée d'Israël) dans le Liban du Sud sous contrôle israélien.

## Vienne s'interroge sur le rôle de l'ambassade de Libye

De notre correspondante

Vienne. - Le commando terroriste qui a commis vendredi dernier un attentat meurtrier à l'aéroport de Vienne comportait quatre hommes et non trois comme la police viennoise l'avait tout d'abord pensé. L'existence de ce quatrième homme est révélée il y a quelques jours à Rome par le seul terroriste survivant de l'attentat a été confirmée jeudi 2 janvier par le ministère de l'Intérieur à Vienne.

La police autrichienne, ce quatrième terroriste était le chef du commando. D'après les témoignages des employés de l'hôtel Hilton à Vienne, les quatre terroristes ont pris leur petit déjeuner ensemble le 27 décembre, jour de l'attentat. Sur la facture récupérée au restaurant de l'hôtel figurent bien quatre petits déjeuners, et les garçons de service ce matin-là ont identifié sans hésitation les trois terroristes dont l'un a été tué dans la fusillade entre la police et le commando. Les deux autres, blessés et hospitalisés à Vienne, seraient avoués l'existence de ce quatrième homme, un Arabe, lequel, affirme le personnel de l'hôtel, est resté au restaurant un certain temps après le départ des trois autres.

A Vienne, on s'interroge de plus en plus sur le rôle de l'ambassade de Libye et de la vingtaine de diplomates accrédités en Autriche. Selon le quotidien à grand tirage *Kurier*, les agents des services de renseignement français qui ont rencontré à deux reprises en 1984 à Vienne des représentants du groupe d'Abou Nidal ont constaté que leurs interlocuteurs étaient « comme chez eux » à l'ambassade de Libye à Vienne.

Cette révélation et les commentaires de l'agence libyenne *Jana* jugeant les attentats de Vienne et de Rome comme des « opérations héroïques » ont provoqué une

grande indignation à Vienne. A cette révélation s'ajoute le fait que la police pense que les terroristes ont pu disposer à Vienne d'une base locale. L'origine des armes utilisées dans l'attentat n'est toujours pas éclaircie.

Certains commentateurs se demandent, d'autre part, pourquoi la Libye a besoin d'une vingtaine de « diplomates » à Vienne, alors que l'Autriche peut se contenter de trois représentants à Tripoli. Les ministères des affaires étrangères et de l'Intérieur ont annoncé une enquête et n'ont pas exclu des conséquences diplomatiques.

L'ambassade de Libye avait déjà été impliquée, en 1984, dans une mystérieuse affaire de trafic d'armes. La police viennoise, qui avait arrêté une voiture transportant un grand nombre d'armes à feu, avait appris, au cours de l'interrogatoire du conducteur, que les armes étaient destinées à l'ambassade de Libye. Cette affirmation a été démentie à l'époque par la mission diplomatique. D'autre part, les circonstances d'un attentat contre l'ancien ambassadeur de Libye à Vienne, en février 1985, n'ont jamais été élucidées. L'ambassadeur, gravement blessé, avait survécu, mais les auteurs de l'attentat n'ont jamais été identifiés. L'ancien ambassadeur continuait à fréquenter l'ambassade et à vivre assez luxueusement à Vienne sans que ses occupations aient été éclaircies.

## Une plaque tournante

Vienne apparaît, depuis des années, comme une plaque tournante du terrorisme international, et le trafic d'armes semble particulièrement florissant : en 1981, l'ancien représentant de l'OLP à Vienne, M. Ghazi Hussein, a été révoqué de son poste à la demande du gouvernement autrichien, après avoir été impliqué dans un mystérieux trafic d'armes découvert à l'aéroport de Schwechat. La police avait arrêté deux Palestiniens qui transportaient dans leurs bagages plusieurs mitraillettes, une grande quantité de munitions et six grenades. M. Ghazi Hussein les avait accueillies à l'aéroport. Cette affaire avait eu lieu quelques mois après l'assassinat du député socialiste Heinz Nittel par des terroristes palestiniens et quatre semaines avant l'attentat sanglant contre une synagogue de Vienne revendiqué par le groupe d'Abou Nidal.

Le quotidien à grand tirage *Kronen Zeitung* demande d'ores et déjà de « commencer la lutte contre le terrorisme arabe par l'expulsion des diplomates ».

WALTRAUD BARYLI.

« Un seizième mort à Rome. - Le bilan de l'attentat perpétré, vendredi 27 décembre, contre les bureaux de la compagnie El Al, à l'aéroport de Rome, s'élève à seize morts, après le décès, jeudi 2 janvier, de Meidani Efrosini, une Grecque âgée de cinquante ans. - (AFP.)

IL NE FICHE RIEN. QUE FAIRE ?  
L'arsenal des remèdes pour affronter le retard scolaire de ses enfants.  
Le Monde  
L'EDUCATION  
NUMERO DE JANVIER EN VENTE PARTOUT.

# A TRAVERS LE MONDE

## BANGLADESH

### La grève s'étend

Dacca. - La police a lancé, dans la nuit du mercredi 1<sup>er</sup> janvier au jeudi 2 janvier, une action contre le mouvement de grève qui paralyse le pays depuis le 22 décembre (le Monde du 27 décembre 1985), arrêtant, de source officielle, une centaine de grévistes, dont sept dirigeants. La grève illimitée a été déclenchée il y a douze jours par près de quarante mille médecins des services publics, ingénieurs et spécialistes de l'agriculture pour réclamer de meilleurs salaires. Quelque deux cent cinquante mille employés du jute, une industrie vitale pour le pays, ont également cessé le travail.

La marge de manœuvre du président Ershad semble à présent étroite. Mercredi, l'annonce d'une levée des limitations de la vie politique imposées depuis dix mois a, certes, été faite dans les rues de Dacca. Cette mesure fait partie d'une initiative du gouvernement visant à aboutir à l'organisation d'élections générales en mars ou avril et à permettre un retour à un gouvernement civil. Mais les deux principes alliés de l'opposition et le parti fondamentaliste de droite Jamiat-e-Islami ont lancé des appels pour une grève générale d'une demi-journée à Dacca dimanche, afin d'obtenir la levée de la loi martiale (appliquée depuis près de quatre ans) et pour exprimer leur solidarité à l'égard des grévistes. D'autre part, une fédération de seize syndicats et groupements d'employés, le *Sramik Karmachari Oikidok Parishad (SKOP)*, projette de fermer toutes les industries privées et firmes commerciales, le 20 janvier, et d'organiser un grand rassemblement à Dacca quatre jours plus tard. - (AFP.)

## PHILIPPINES

### M<sup>me</sup> Aquino : les communistes « bienvenus » si...

Manille. - M<sup>me</sup> Corason Aquino, candidate de l'opposition à l'élection présidentielle de février prochain, a déclaré jeudi 2 janvier que, si elle était élue, les communistes - qui luttent dans la clandestinité - seraient « bienvenus » dans son gouvernement « à condition qu'ils renoncent à la violence et qu'ils participent aux élections ». La présidente Marcos a accusé à plusieurs reprises M<sup>me</sup> Aquino de faire le jeu des communistes, affirmant notamment que ces derniers s'empareraient du pouvoir si la veuve du sénateur assassiné était élue.

Un responsable communiste, l'ex-journaliste Saturnino Ocampo, a qualifié récemment la tenue de l'élection présidentielle anticipée d'« exercice ridicule », évitant toutefois de porter un jugement sur M<sup>me</sup> Aquino (le Monde du 28 décembre 1985). - (AFP.)

## TOGO

### Amnesty International réaffirme que des détenus ont été torturés

L'organisation humanitaire a demandé, jeudi 2 janvier, aux autorités togolaises de rendre publics les résultats d'une enquête gouvernementale sur le respect des droits de l'homme au Togo, que le président Gnassingbé Eyadema s'était engagé à créer en octobre dernier, après qu'Amnesty ait dénoncé plusieurs cas de torture. Des responsables de l'organisation, qui avaient été autorisés à se rendre à Lomé, avaient établi que plusieurs des trente personnes arrêtées un mois plus tôt pour motifs politiques avaient subi des sévices. Une délégation d'Amnesty a été refusée, mercredi, à l'aéroport de Lomé (le Monde du 3 janvier). - (AFP.)

## NICARAGUA

### La Marche pour la paix toujours bloquée

Managua. - Les quelque trois cents membres de la Marche pour la paix en Amérique centrale qui étaient partis le 12 décembre dernier de Panama sont bloqués au Nicaragua depuis le 28 décembre. Le porte-parole des pacifistes, le révérend américain Blaise Bonpane, a indiqué que cette marche ne serait pourtant pas abandonnée, malgré les interdictions de passage décidées par les autorités honduriennes et salvadoriennes. Il a expliqué que si aucun visa d'entrée au Honduras ne pouvait être obtenu les pacifistes auraient recours à d'autres moyens pour se trouver, le 14 janvier prochain, au Guatemala, pour la prise de fonctions du nouveau président guatémaltèque, M. Vinicio Cerezo. Le révérend Bonpane a affirmé que la marche prendrait fin de toute façon le 22 janvier au Mexique et qu'une délégation se rendrait à Washington pour faire connaître les résultats de cette manifestation. - (AFP.)

## ETATS-UNIS

### La CIA finançait un enseignant d'Harvard

Cambridge (AFP). - Le directeur du centre d'études sur le Proche-Orient de l'université Harvard, M. Nadav Safran, va devoir quitter son poste pour avoir accepté des fonds de la CIA, a annoncé, jeudi 2 janvier, le doyen de la faculté des Arts et Sciences de l'université, M. Michael Spence. M. Safran démissionnera de son poste de directeur, mais continuera à enseigner.

Selon un rapport interne, M. Safran avait accepté quelque 100 000 dollars de la CIA pour un livre sur l'Arabie saoudite, publié en 1985, ainsi que 45 000 dollars pour financer une conférence sur le fondamentalisme islamique. Le rapport indique que l'enseignant n'a pas respecté la réglementation de Harvard en omettant de signaler la contribution financière de la CIA à cette conférence. Pour le financement de son livre, le contrat contenait des clauses contraires à la politique de l'université, qui permettaient notamment à la CIA d'examiner l'ouvrage avant publication et stipulaient que la source des fonds ne devait pas être rendue publique.

## RFA

### Arrestation d'écologistes en Bavière

Wackersdorf. - Quatorze militants écologistes ouest-allemands ont été arrêtés, jeudi 2 janvier, sur le site de Wackersdorf, en Bavière. La police était intervenue pour faire évacuer quelque quatre cents militants qui campaient là depuis le 11 décembre dernier, afin d'empêcher le début des travaux de déboisement nécessaires à la construction d'une usine de retraitement de déchets nucléaires. Les écologistes avaient utilisé les premiers arbres abattus pour construire des cabanes, afin de demeurer sur place en permanence malgré le froid très vif dans la région. Le 14 décembre dernier, plusieurs dizaines de milliers de personnes s'étaient rassemblées à Wackersdorf pour protester contre la construction de cette usine. - (AFP.)

# AMÉRIQUES

## Etats-Unis

### Bisons peu futés

Correspondance

Washington. - Cinq coups de feu déchirant l'aube glacée des solitudes du Montana... Sous les balles des chasseurs, trois bisons s'écroulent et, avec eux, une partie pittoresque de la légende de l'Ouest « sauvage ».

Les bisons, en effet, appartiennent au folklore. Pendant des années, ils ont paisiblement brouté dans les prairies de l'Ouest, quittaient, pour se distraire, à fonder sur les trains, comme la famille Fenouillard en route vers l'Ouest en fit la dangereuse expérience au siècle dernier.

Les bisons furent décimés par les chasseurs jusqu'en 1894, date à laquelle une loi fédérale interdit de tuer ces bovidés.

On en compte à peine deux mille aujourd'hui, dans les réserves des parcs nationaux.

Mais, étant donnée leur aptitude à se reproduire, ils ne figurent pas sur la liste des espèces en danger.

Pourquoi les tuer ? Parce que les bisons, pas très futés, sont d'inoffensifs vagabonds qui s'aventurent hors de leurs parcs pour errer dans les ranchs voisins.

Malheureusement, ils transmettent le microbe de la brucellose, provoquant l'avortement des vaches amoureuses.

Faillit-il pour autant légaliser la chasse au bison ? Les amis des animaux sont indignés. On aurait pu, disent-ils, répandre un produit chimique pour les stériliser ou encore tenter, avec l'aide d'hélicoptères, de les ramener dans leurs réserves.

Les chasseurs (cinq cents tirés au sort sur une liste de trois mille), bien que tentés par un animal aussi riche en viande, ont mauvaise conscience.

« Ce n'est pas du sport mais du cirque », a dit l'un d'eux, en déplorant que la chasse soit publique. « Les bisons se défendent moins que les autres gibiers », a déclaré un autre, en ajoutant : « Les tuer, c'est comme aller déposer à la main la balle de golf dans le trou... ».

Finalement, les bisons pourchassés ont trouvé refuge dans une église. Ou plus exactement dans un ranch avoisinant le parc de Yellowstone et appartenant à la Church Universal Triumphant, qui interdit de chasser les bisons, protégés désormais par une palissade de 4 kilomètres érigée aux frais des Amis des animaux. Arrivera-t-on jamais à contrôler l'humeur vagabonde du bison ? A ne pas la confondre avec la buffle célébré dans la vieille balade des cow-boys : « Darnem, moi une maison avec des buffles errant autour... »

HENRI PIERRE.

## FIN DE LA MUTINERIE A LA PRISON DE MOUNDSVILLE

Moundsville (AFP). - L'administration pénitentiaire a annoncé qu'un accord avait été conclu jeudi 2 janvier avec les deux cents prisonniers mutins à Moundsville (Virginie-Occidentale) qui retenaient seize gardiens en otage. Ceux-ci devaient être remis en liberté au deux groupes dans les vingt-quatre heures, les détenus ayant réclamé « du temps pour nettoyer les lieux ».

Aux termes de ce compromis, les mutins pourraient s'adresser aux médias et ne seront pas l'objet de représailles. Ils pourront rencontrer le gouverneur de l'Etat. Les prisonniers affirment être traités comme « des ordures et des animaux » dans la prison surpeuplée, construite en 1866 et où la température est souvent de 0°C. Armés de couteaux de fabrication artisanale, 200 des 688 prisonniers ont pris part à la mutinerie déclenchée mercredi. Une centaine de membres des forces de l'ordre avaient pris position autour de la prison et deux détenus ont été tués au début de la mutinerie par leurs compagnons sans que l'on connaisse les raisons de ces meurtres.

Selon les chiffres du département de la justice, les prisons américaines fonctionnent à 124% de leur capacité et le nombre des détenus s'accroît de plus de 1 000 par semaine. Actuellement, plus de 490 000 personnes sont détenues, et entre 1960 et 1984 la population pénitentiaire s'est accrue de 126%. Les capacités d'accueil n'augmentent dans le même temps que de 74%. 34 des 50 Etats américains se sont vu demander par la justice d'améliorer les conditions de détention dans leurs prisons.

مكتبة الامم المتحدة



# DIPLOMATIE DEMAIN SAMEDI 4 JANVIER

ouverture des portes à 10 h.

## SOLDES FANTASTIQUES DES FOURRURES DU NORD

du SAMEDI 4 JANVIER  
au Samedi 18 janvier  
MANTEAUX

RAGONDIN	7850 <sup>F</sup> 4250 <sup>F</sup>	RAT d'Amérique	7450 <sup>F</sup> 5850 <sup>F</sup>
ASTRAXAN	3680 <sup>F</sup> 2450 <sup>F</sup>	GUANACO pattes	2950 <sup>F</sup> 1850 <sup>F</sup>
pieux peaux		VISON morceaux	8750 <sup>F</sup> 7850 <sup>F</sup>
MOUTON	6450 <sup>F</sup> 4850 <sup>F</sup>	CASTOR	8750 <sup>F</sup> 4850 <sup>F</sup>
gris, beige, marron		VISON Pastel	23750 <sup>F</sup> 18750 <sup>F</sup>
ZORINOS	5750 <sup>F</sup> 3850 <sup>F</sup>	VISON Demi-Bal	21850 <sup>F</sup> 17250 <sup>F</sup>
CHEVRETTE grise	4750 <sup>F</sup> 3250 <sup>F</sup>		
MARMOTTE flancs	3850 <sup>F</sup> 2650 <sup>F</sup>		

### VESTES

MOUTON	4650 <sup>F</sup> 3250 <sup>F</sup>	VISON Pastel petites tailles	9250 <sup>F</sup> 5350 <sup>F</sup>
RENARD bleu galonné	5750 <sup>F</sup> 3850 <sup>F</sup>	AGNEAU Toscane patchwork	2850 <sup>F</sup> 1450 <sup>F</sup>
MURMEL petites tailles	2750 <sup>F</sup> 1850 <sup>F</sup>	RENARD roux milleraies	8750 <sup>F</sup> 5850 <sup>F</sup>
MARMOTTE flancs	1750 <sup>F</sup> 1250 <sup>F</sup>	CHEVRETTE marron, grise	1450 <sup>F</sup> 950 <sup>F</sup>
VISON Dark milleraies petites tailles	9250 <sup>F</sup> 5350 <sup>F</sup>		
BLOUSONS reversibles CHEVRETTE	2250 <sup>F</sup> 1450 <sup>F</sup>	BLOUSONS LAPIN tacheté	1850 <sup>F</sup> 1350 <sup>F</sup>

PARKAS LAPIN coté 2350<sup>F</sup> 1150<sup>F</sup>  
PELISSES intérieur LAPIN, col RAGONDIN 3750<sup>F</sup> 2450<sup>F</sup>  
PELISSES intérieur LAPIN, col MARMOTTE 3850<sup>F</sup> 2550<sup>F</sup>  
PELISSES intérieur matelassé, col OPOSSUM 2750<sup>F</sup> 1850<sup>F</sup>  
**La plus grande surface de vente  
FOURRURE de PARIS 2 ADRESSES**  
**FOURRURES DU NORD**

115, 117, 119, Rue La Fayette.  
Paris 10<sup>e</sup> (Près Gare du Nord)  
100, Avenue Paul Doumer.  
Paris 16<sup>e</sup> (angle rue de la Pompe)

Magasins ouverts tous les jours de 9h. à 19h. sans interruption

## Moscou continuerait d'appliquer son moratoire sur les essais nucléaires

Malgré le refus américain de conclure une entente sur l'arrêt total des essais nucléaires et la récente expérience à laquelle les Etats-Unis ont procédé dans le désert du Nevada, l'URSS semble devoir observer pour quelque temps encore le moratoire unilatéral annoncé par M. Gorbatchev, en août dernier, et qui devait expirer le 31 décembre, estimant certains observateurs à Moscou.

Cette conclusion découle d'un message que le chef du PC soviétique a adressé à M. Kenneth Livingston, président du conseil du Grand-

les représentants des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne des solutions mutuellement acceptables à ce problème.

Par ailleurs, les observateurs à Moscou sont partagés sur l'impact qu'a eu dans la population la diffusion du message de l'Agence An de M. Reagan, premier président américain qui se soit adressé à l'opinion soviétique depuis treize ans. Selon l'AFP, cette allocution a laissé le public « apparemment indifférent », tandis que, selon Reuters, ce dernier a été « plutôt satisfait ». Le message, qui a été diffusé en tête du journal télévisé « Vremia » mercredi soir, et aurait été suivi par plusieurs millions de téléspectateurs, a été reproduit intégralement le lendemain dans les principaux journaux de Moscou, au côté de celui de M. Gorbatchev. Le seul commentaire enregistré a été celui de l'Agence Novosti, qui a jugé le discours de M. Reagan « décevant », dans la mesure où le président américain « a montré clairement qu'il n'était pas prêt à abandonner ses conceptions néfastes sur le besoin de militariser l'espace ». — (AFP, Reuters.)

## Le secrétaire général de l'OTAN en visite à Madrid

Madrid (AFP). — Lord Carrington qui est arrivé jeudi soir 2 janvier à Madrid, est le premier secrétaire général de l'OTAN à se rendre en visite officielle en Espagne. Celle-ci doit durer jusqu'au 11 janvier. Elle doit décider par référendum avant le printemps si elle reste ou non dans l'Alliance atlantique.

Officiellement, lord Carrington vient s'informer auprès du gouvernement espagnol de la position actuelle

de l'Espagne et des conséquences possibles d'un résultat négatif du référendum, de ses espoirs et de ses intentions au sein de l'Alliance dans le cas contraire.

Quelques centaines de personnes ont manifesté jeudi soir sur une place centrale de Madrid pour protester contre l'arrivée du secrétaire général de l'OTAN.

## AFRIQUE

### LE CONFLIT ENTRE BAMAKO ET OUAGADOUGOU

#### Le Burkina a retiré ses troupes affirme le capitaine Sankara

Le cesse-le-feu intervenu après cinq jours d'affrontements armés entre le Mali et le Burkina « est effectivement respecté par les deux parties », selon un communiqué de l'ANAD (Accord de non-agression et d'assistance au maintien de la défense) publié jeudi 2 janvier, à Abidjan. Dans une entrevue accordée, à Ouagadougou, à quelques journalistes, le président du Burkina, le capitaine Thomas Sankara a déclaré notamment : « Le Burkina a retiré ses troupes entrées en territoire malien et retire actuellement ses troupes de la zone contestée ». Il estime que les troupes maliennes, qui se trouvent encore en territoire burkinais, se retireront d'elles-mêmes, sans qu'il soit « obligé de dénoncer cette infraction ou de les en faire évacuer ». Et précise que deux unités blindées maliennes sont stationnées à Diongoua, l'un des villages revendiqués par Bamako, et à Dignou, au nord de la zone contestée.

Le capitaine Sankara indique, d'autre part, que six « observateurs » libyens sont arrivés — sans y être invités — à Ouagadougou. Cette présence a provoqué l'irritation du président ivoirien, M. Houphouët-Boigny, qui a téléphoné mercredi soir au président burkinais, à la fois pour lui faire part de son mécontentement et pour lui proposer une rencontre à trois, avec lui-même et le

### République sud-africaine

#### DIX-NEUF MORTS LORS D'AFFRONTEMENTS TRIBAUX DANS LE TRANSVAAL

Au moins dix-neuf personnes, dont deux policiers, ont été tuées depuis le mercredi 1<sup>er</sup> janvier, au cours des affrontements entre tribus qui se sont produits dans le district de Mouton (nord de la province du Transvaal), où la tension restait vive jeudi. La décision du gouvernement de Pretoria de rattaché ce district, jusqu'alors partie intégrante du baoutouan de Lebowa, au baoutouan voisin de KwaZulu, a suscité une autre émeute, parait-il, la raison des troubles actuels. La police avait fait état de huit morts dans cette région du Transvaal (le Monde du 3 janvier). Le bilan s'est notamment alourdi avec la découverte des corps mutilés de deux policiers noirs.

D'autre part, à Port-Elizabeth, dans l'extrême sud de la province du Cap, des partisans du Congrès national africain (ANC), vêtus des couleurs — noir, vert, or — de ce mouvement, ont défilé jeudi dans le centre de la ville blanche, escortant la dépouille mortelle d'une militante blanche anti-apartheid, Mrs. Molly Blackburn, décédée samedi 28 décembre, dans un accident de la route. Mrs. Blackburn, membre de la direction du Parti fédéral progressiste (PFP, opposition parlementaire blanche), était sans doute la plus populaire de tous les militants anti-apartheid de race blanche. Environ dix mille personnes, en majorité de race noire, ont suivi le cortège, qui a défilé sous la protection de la police municipale et dans un climat, au dire des observateurs, étonnamment dépourvu de toute tension raciale. — (AFP, Reuters.)

### Sénégal

#### REMANIEMENT MINISTÉRIEL

Le président sénégalais, M. Abdou Diouf, a annoncé, jeudi 2 janvier, à Dakar, un remaniement ministériel présenté comme une « rationalisation » de l'action gouvernementale, qui affecte un tiers des ministères. La nouvelle équipe compte vingt-cinq ministres et secrétaires d'Etat, contre vingt-sept précédemment. Ce remaniement est marqué par l'arrivée de cinq personnalités : M. Moustou-laye Guene (développement social), M. Seydou Madani Sy (justice), Fama Ibrahim Sagna (développement rural), Makhlily Gasama (culture) et Mamadou Souleymane Diallo (ressources animales). Six ministères partent : M. Maimouna Kane (développement social), M. Ousmane Ndiaye (justice), Amadou Bator Diop (développement rural), Hamidou Sakho (habitat social), Abdel Kader Fall (culture) et Balla Moussa Daffe (recherche scientifique), ainsi qu'un secrétaire d'Etat, M. Bouar Diallo (pêche). Il s'agit du deuxième remaniement ministériel important depuis l'accession de M. Diouf au pouvoir, il y a cinq ans. — (AFP, Reuters.)

### Tunisie

#### L'UGTT proteste contre l'incarcération de M. Achour

De notre correspondant  
Tunis. — Les avocats de M. Habib Achour ont fait appel, jeudi 2 janvier, du jugement rendu mardi condamnant leur client à un an de prison ferme (le Monde du 2 janvier). Le tribunal de première instance de Sfax ayant ordonné la détention provisoire du jugement — mesure relativement rare. — M. Achour peut demeurer incarcéré pour une durée indéterminée, la cour d'appel n'ayant pas de délai fixé pour se réunir.

Aucune indication n'a pu être obtenue sur le déroulement du procès de l'ancien secrétaire général de la centrale syndicale UGTT, le huis clos ayant été proposé par le procureur de la République et non à la demande de la défense, ainsi que la presse locale l'avait annoncé. On sait seulement que M. Achour a nie

les faits qui lui étaient reprochés, considérant que la coopérative de pêche dont il avait repris le contrôle était propriété de la centrale ouvrière qui s'en était vu « injustement » retirer la direction voici deux ans environ.

Le bureau exécutif de l'UGTT, dont M. Habib Achour demeure membre, a protesté, jeudi, contre ce jugement dans lequel il voit un nouvel épisode de l'action entropique pour « saper les structures légitimes » de la centrale et « vider l'accord du 4 décembre de son contenu réel ». Cet accord (le Monde du 24 décembre), prévoyait notamment la libération des syndicalistes arrêtés et la réintégration des travailleurs licenciés pour leurs activités syndicales, n'a toujours pas été respecté, rappelle le communiqué du bureau exécutif.

M. D.



### PICARD

**LES ASSUREURS ONT TRANCHÉ !**  
3 gammes de serrures PICARD se sont vu décerner la note maximum « 3 Etoiles » par l'Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurances

4, rue Saint-Sauveur, 75002 Paris. Tél. : 42-33-44-65

Le 1<sup>er</sup> janvier, les grévistes de la Poste ont obtenu la victoire. Les services publics ont pu fonctionner de nouveau. Les grévistes de la Poste ont obtenu la victoire. Les services publics ont pu fonctionner de nouveau.

Le 2 janvier, les grévistes de la Poste ont obtenu la victoire. Les services publics ont pu fonctionner de nouveau. Les grévistes de la Poste ont obtenu la victoire. Les services publics ont pu fonctionner de nouveau.

Le 2 janvier, les grévistes de la Poste ont obtenu la victoire. Les services publics ont pu fonctionner de nouveau. Les grévistes de la Poste ont obtenu la victoire. Les services publics ont pu fonctionner de nouveau.

Le 2 janvier, les grévistes de la Poste ont obtenu la victoire. Les services publics ont pu fonctionner de nouveau. Les grévistes de la Poste ont obtenu la victoire. Les services publics ont pu fonctionner de nouveau.

Le 2 janvier, les grévistes de la Poste ont obtenu la victoire. Les services publics ont pu fonctionner de nouveau. Les grévistes de la Poste ont obtenu la victoire. Les services publics ont pu fonctionner de nouveau.

Le 2 janvier, les grévistes de la Poste ont obtenu la victoire. Les services publics ont pu fonctionner de nouveau. Les grévistes de la Poste ont obtenu la victoire. Les services publics ont pu fonctionner de nouveau.



# politique

## Le bilan des cantonales partielles de 1985

- Faible participation des électeurs
- Légère amélioration pour le PS
- Résultats en dents de scie pour le Front national

Depuis le renouvellement des conseils généraux de mars 1985, vingt-quatre élections cantonales partielles ont eu lieu en métropole. Les électeurs de ces cantons soumis à élection ne se sont guère mobilisés puisque dans dix-huit d'entre eux le taux des abstentions a été supérieur à 30 %. Il a dépassé les 50 % dans les cantons d'Als-Ouest (Gard), de Darnétal (Seine-Maritime), de Menton (Alpes-Maritimes) et de Douvaine (Haute-Savoie) et les 60 % dans ceux de Vénissieux-Nord (Rhône), Lille-Est (Nord), Mulhouse-Sud (Haut-Rhin) et Vincennes-Ouest (Val-de-Marne).

Dans deux cantons seulement la participation électorale a été plus forte lors de ces scrutins partiels que lors du renouvellement précédent : 74,15 % le 14 avril 1985, au lieu de 70,22 % en mars 1982 à Sisteron (Alpes-de-Haute-Provence) et de 83,65 % en mars 1985 à Arzacq-Arraziguet (Pyrénées-Atlantiques).

Ces élections partielles ont le plus souvent permis à l'opposition de droite de conforter ses positions. Elle détenait seize des vingt-quatre cantons. Elle les a tous gardés et a ravi au PC celui de Goussainville (Val-d'Oise) et au PS celui d'Atichy (Oise).

Elles ont également permis au Front national d'obtenir quelques bons résultats. Le parti de M. Le Pen a recueilli plus de 10 % des suffrages exprimés dans sept des dix-neuf cantons où il présentait un candidat. Il a obtenu ses plus mauvais résultats, moins de 4 % des suffrages exprimés, à Marvejols (Lozère), à Foix-Ville (Ariège), à Darnétal (Seine-Maritime), à Besse-et-Saint-Anastaise (Puy-de-Dôme), et

ses meilleurs dans le Var (Le Muy : 12,40 %), le Rhône (Vénissieux-Nord : 14,11 %), le Val-de-Marne (Vincennes-Ouest : 14,15 %), le Haut-Rhin (Mulhouse-Sud : 17,81 %), en Haute-Savoie (Scionzier : 22,40 %) et dans les Alpes-Maritimes (Menton : 23,70 %).

Dans ces quatre derniers cantons, les bons scores réalisés par le Front national au premier tour l'ont autorisé à participer au second et à affronter en duel des candidats de droite.

On remarquera, toutefois, que le parti de M. Le Pen a fait moins bien lors de ces scrutins partiels que lors des cantonales de mars 1985. En effet, dans les quatre cantons où la comparaison est possible, il a enregistré au total une perte de 4 points, passant de 12,76 % des suffrages exprimés en mars dernier à 8,77 %.

Il a régressé de près de 2 points dans le canton de Lille-Est (Nord), de plus de 2 points dans celui de Darnétal (Seine-Maritime), de plus de 5 points dans celui d'Als-Ouest (Gard) et de près de 7 points dans celui du Muy (Var).

### Moindres pertes pour le PC

Depuis 1982, les bilans des élections cantonales partielles, qui fournissent des indications précieuses sur l'état du rapport des forces, n'avaient pas été, dans l'ensemble, bons pour la gauche, particulièrement pour le Parti communiste. Il semble que celui de l'année écoulée lui soit un peu moins défavorable.

Le PC, qui détenait trois des vingt-quatre cantons où l'on a revoté, en a gardé deux : Als-Ouest (Gard) et Vénissieux-Nord

(Rhône). Il a cédé celui de Goussainville (Val-d'Oise) à la droite. Dans les quatorze cantons renouvelés en mars 1982 où la comparaison est possible, il a recueilli 13,48 % des suffrages, alors qu'il en avait obtenu 15,63 % il y a trois ans, soit une perte légèrement supérieure à 2 points. Il s'est maintenu à Saint-Maur-de-Touraine (Indre-et-Loire) et a progressé à Atichy (Oise). Il a enregistré ses plus grosses pertes à Goussainville, dans le Val-d'Oise (près de 5 points), à Scionzier, en Haute-Savoie (près de 6 points), à Sisteron, dans les Alpes-de-Haute-Provence et à Marvejols, en Lozère (près de 7 points dans les deux).

Dans les sept cantons de la série 1985 où la comparaison est possible, ses pertes sont nettement moindres : il est passé de 18,96 % des suffrages exprimés en mars dernier à 18,51 %.

Il a subi son plus fort recul (3,14 points) à Darnétal (Seine-Maritime), mais il a progressé de plus de 5 points à Als-Ouest (Gard).

Le PS, pour sa part, détenait cinq des vingt-quatre cantons soumis à réflexion dans les neuf derniers mois de l'année 1985. Il en a gardé quatre : Montauban-II (Tarn-et-Garonne), Lille-Est (Nord), Le Muy (Var) et Foix-Ville (Ariège) et a dû abandonner au RPR celui d'Atichy (Oise).

Dans les treize cantons appartenant à la série 1982 où la comparaison est possible, il a perdu au total près de 8 points : en mars 1982, il avait recueilli dans ces cantons 26,93 % des suffrages exprimés ; lors des scrutins partiels il n'en a obtenu que 19,10 %. Sa perte d'audience a été particulièrement

sensible à Goussainville (Val-d'Oise), -18,3 points ; à Saint-Maur-de-Touraine (Indre-et-Loire), -13,5 points ; à Vénissieux-Nord (Rhône), -12,4 points ; à Saint-Romain-du-Tarn (Aveyron), -10,9 points ; à Besse-et-Saint-Anastaise (Puy-de-Dôme), -10,3 points ; et à Mulhouse-Sud (Haut-Rhin), -10,1 points. Dans ces treize cantons le PS a néanmoins conforté ses positions à deux reprises : à Marvejols, en Lozère, il a gagné près de 1 point et à Montauban-II, dans le Tarn-et-Garonne, plus de 4.

C'est dans les cantons de la série 1985 que le PS a enregistré ses plus fortes hausses. Dans les six cantons appartenant à cette série où la comparaison est possible il a progressé de 3,5 points au total, en passant de 27,88 % des suffrages en mars dernier à 31,38 %. Dans trois cantons, les pertes qu'il a subies sont inférieures à 4,2 points (Annecy dans les Alpes-de-Haute-Provence). Dans les trois autres cantons, en revanche, il a considérablement amélioré ses scores précédents : + 5,2 points à Lille-Est (Nord) ; + 7,4 points au Muy (Var) ; et + 10,4 points à Arzacq-Arraziguet (Pyrénées-Atlantiques).

Ces progrès du PS ne sont pas suffisamment nombreux pour être significatifs. Ils n'autorisent pas à conclure qu'à l'occasion des prochaines législatives le PS pourrait obtenir un score meilleur qu'on ne le prédit généralement. Ils vont en tout cas dans le même sens que les derniers sondages d'intentions de vote qui enregistrent une légère amélioration pour le parti au pouvoir.

NADINE AVELANGE.

## M. Chevènement et le CERES s'en prennent à M. Rocard et au « social-libéralisme »

Dans le *Monde diplomatique* du 3 janvier, M. Jean-François Chevènement, ministre de l'Éducation nationale et dirigeant historique du CERES, rouvre le dossier Rocard.

M. Chevènement rappelle que, d'après ses déclarations controversées à *Newsweek* (le *Monde* des 17, 18 et 19 décembre 1985), M. Rocard « considère que, après la déroute de la gauche en 1986, il sera le mieux placé pour être candidat en 1988 ». Mais, demande M. Chevènement, serait-il le mieux placé pour être élu ? Au-delà des modes et dans l'état actuel des choses, l'en doute. On ne peut en effet endiguer l'offensive du dogmatisme libéral par un vague social-libéralisme (tel que soit d'ailleurs le candidat qui s'en réclamerait).

Ce n'est pas en multipliant les concessions à l'adversaire qu'on peut le vaincre.

### M. Motchane : contorsions médiatiques

Déjà, dans les couloirs de la convention nationale du PS des 9 et 10 novembre, M. Chevènement avait exprimé une certaine circonspection à l'égard des positions défendues par l'ancien ministre de l'Agriculture. Il avait en outre fustigé « le flou de la pensée et le vague des sentiments, les demi-teintes qui conduisent aux demi-mesures, les concessions faites à l'adversaire avant même de l'affronter (...), prêtes à une déroute d'autant plus inéluctable qu'elle aura été consommée dans les esprits avant de l'être dans les faits ». (Le *Monde* du 12 novembre 1985).

Le ministre de l'Éducation juge dans le *Monde diplomatique* que « le vrai choix [pour la France] n'est pas entre le libéralisme et le socialisme, mais entre la régression et la République ». A l'échelon du PS, cela suppose — juge-t-il sans l'écrire encore — un choix entre le « socialisme républicain » et le « social-libéralisme » incarné, d'abord, par M. Rocard.

Dans l'édition du mensuel *En jeu*, de janvier, M. Didier Mot-

chane, l'un des dirigeants du CERES, illustre, en quelques mots, les données du problème en affirmant, à propos du débat sur les nationalisations :

« Ce ne sont pas les nationalisations qui ont rendu les socialistes impopulaires (dans la mesure où ils le servent). Ce sont les socialistes qui ont rendu — pas vraiment d'ailleurs, mais à tout le moins, en ont-ils pris le risque — impopulaires les nationalisations. Chaque fois qu'ils prennent l'air de s'excuser de les avoir faites ou qu'ils oublient de s'en servir pour développer une véritable politique industrielle entre les entreprises, ou une référence des relations industrielles à l'intérieur des entreprises... »

M. Rocard, il est vrai, n'est sans doute pas le seul visé, puisque M. Motchane continue : « Ce n'est pas en multipliant les contorsions médiatiques, protestataires et consternantes, complaisances aux lieux communs de la sottise qui dégradent la politique et le show-business l'un par l'autre que les socialistes remonteront la pente des sondages (leur but étant plutôt d'ailleurs de remonter celle des élections, ce qui n'est pas — l'expérience comme le raisonnement l'indiquent assez — la même chose) ».

Qu'ils assument ce qu'ils ont fait en tant que socialistes, et même, pour faire bonne mesure, ce qu'ils n'ont eu ni le temps ni la force de faire encore, et le choix des élections de 1986 les surprendra autant que celui de 1981.

De toute manière, à droite comme à gauche, c'est au printemps prochain que les difficultés commencent.

Cette paraphrase d'une formule fameuse du Front populaire (reprise notamment par M. Rocard au congrès socialiste de Nantes de 1977), puis, sous une autre forme, par M. Mitterrand après le 10 mai 1981) clôt le dernier éditorial de l'actuelle formule d'*En jeu*. Le mensuel du CERES, faute de moyens financiers suffisants, est à la recherche d'une nouvelle formule moins coûteuse.

## Les résultats du PS et du PC par rapport aux cantonales de mars 1982

	Avril/décembre 1985		Mars 1982		Variations en points de %
	Voix/suffrages expr.	%	Voix/suffrages expr.	%	
PS	14 178/74 228	19,10	26 890/99 824	26,93	- 7,83
PC	10 383/76 982	13,48	16 046/102 623	15,63	- 2,15

Les cantons pris en compte sont ceux de Sisteron, Montauban II, Saint-Romain-du-Tarn, Menton, Mulhouse-Sud, Vincennes-Ouest, Marvejols, Goussainville, Carignan, Saint-Maur-de-Touraine, Atichy, Besse-et-Saint-Anastaise, Vénissieux-Nord et celui de Scionzier pour le PC. Dans ce dernier canton, le PS n'a pas présenté de candidat lors du scrutin partiel.

## Les résultats du PS et du PC par rapport aux cantonales de mars 1985

	Avril/décembre 1985		Mars 1985		Variations en points de %
	Voix/suffrages expr.	%	Voix/suffrages expr.	%	
PS	10 648/33 923	31,38	12 633/45 298	27,88	+ 3,50
PC	6 956/36 618	18,51	8 923/47 050	18,96	- 0,45

Les cantons pris en compte sont ceux de Darnétal, Arzacq-Arraziguet, Le Muy, Als-Ouest, Lille-Est, Annecy et celui de Nizy pour le PC. Dans ce canton, le PS n'était présent ni en mars 1985 ni lors du scrutin partiel.

### Nouvelles brèves

● M. Pinay sceptique. — M. Antoine Pinay, qui vient de fêter son quatre-vingt-quatrième anniversaire (il est né le 30 décembre 1891), souhaite, dans une interview au *Figaro-Magazine* (édition Rhodan-Alpes), « la victoire de l'opposition, mais sans trop croire à sa capacité de redresser la situation ». Il estime que « M. Barre est le moins démagogue dans son discours, mais dans sa pensée ?... C'est pour tous la même chose ».

● Sondage : M. Fabius en baisse. — Le dernier baromètre mensuel *SOFRES-Figaro-Magazine* enregistre une baisse sensible (-3 points) de la cote de confiance du premier ministre. D'après ce sondage réalisé du 19 au 23 décembre, auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes, 38 % des Français accordent leur confiance à M. Laurent Fabius (ils étaient 41 % le mois dernier) et 55 % la lui refusent (50 % précédemment).

La cote du président de la République est relativement stable.

M. François Mitterrand est crédité comme le mois dernier de la confiance de 43 % des personnes interrogées. Mais ceux qui affirment ne pas faire confiance au chef de l'État sont en légère augmentation. Ils passent de 51 % à 53 %.

A l'indice de popularité des personnalités politiques de la majorité, M. Michel Rocard (57 % d'avis positifs), qui est en recul de deux points, garde la première place. Dans l'opposition, c'est M. Raymond Barre (48 % d'opinions favorables) qui est en tête.

● L'Association France plus, fondée en juin dernier avec pour objectif l'« intégration politique » des immigrés de la deuxième génération et des enfants d'anciens harkis, a l'intention de présenter ou de soutenir des listes dans une quinzaine de départements, selon M. Arelk Dahmani, président de France plus, des listes autonomes sont dorénavant constituées dans les Bouches-du-Rhône, l'Oise et le Val-d'Oise.

## Situations 86

### Bas-Rhin : trois militants exclus du PS

#### De notre correspondant

Strasbourg. — M. Georges Hoffmann, ancien premier secrétaire de la fédération du Bas-Rhin du Parti socialiste, a été exclu du PS par la commission nationale des conflits, le 30 décembre, avec deux autres militants bas-rhinois. Six autres personnes sont plus légèrement sanctionnées. M. Hoffmann, qui a déjà annoncé son intention de présenter des listes en mars sous l'étiquette « Socialisme maintenant » (1), a dénoncé cette « mesure inacceptable ». « Si le parti frappe sur sa gauche », a-t-il commenté, « c'est parce qu'il cherche à aller à droite ».

M. Hoffmann, l'un des animateurs nationaux du courant « Socialisme maintenant », n'avait pas pu faire prendre en compte une motion au congrès de Toulouse, pas plus qu'au sein de sa propre fédération, où ses amis n'ont pas participé aux votes. Depuis, il avait annoncé son intention de présenter ses propres listes aux élections de mars, et noué des contacts avec le Mouvement pour un parti des travailleurs (MPPT), de façon à disposer d'une tribune régulière dans l'organe *Informations ouvrières*, publié par le mouvement d'extrême gauche.

Premier secrétaire de la fédération du Bas-Rhin jusqu'en novembre 1983, il avait été évincé après un conflit avec plusieurs élus du PS, parmi lesquels le député Jean Oberler. Remplacé par M. Claude Fritsch, il avait tenté alors de construire un réseau de correspondants, et revendiqué aujourd'hui des contacts dans quarante fédérations.

L'ancien premier secrétaire estime qu'il y a « deux poids deux mesures » dans les sanctions prises, puisqu'un autre socialiste hors parti, le maire et conseiller général rocardien de Schiltigheim, M. Alfred Muller, n'a pas été sanctionné alors qu'il a déjà commencé une campagne d'affichage pour ses listes, à l'enseigne du « Mouvement pour la démocratie alsacienne » (MDA).

Mais M. Muller avait démissionné du PS sans attendre d'éventuelles sanctions (1).

Le Bas-Rhin devrait donc voir s'affronter trois listes d'inspiration socialiste — aux législatives comme aux régionales — le 16 mars prochain. Celles de la fédération seront conduites, pour les législatives par le député sortant M. Jean Oberler, pour les régionales par M. Gilbert Estève, chef de cabinet de M. Jack Lang.

JACQUES FORTIER.

(1) Voir le *Monde* des 30 octobre et 2 novembre 1985.

### Meurthe-et-Moselle : embrouilles à Toul

#### De notre correspondant

Nancy. — Le maire de Toul (Meurthe-et-Moselle) poursuit le quotidien *Libération* et l'hebdomadaire *l'Événement* du jeudi. M. Jacques Gosset a annoncé, jeudi 2 janvier, qu'il introduit une procédure en diffamation par citation directe contre ces deux journaux qui ont récemment mis en cause la gestion de l'association toulonnaise d'accueil de réfugiés du Sud-Est asiatique, dont il est le président. L'assignation sera déposée le 13 février prochain devant le tribunal correctionnel de Nancy par le bâtonnier, M. Roger Souche, ancien député gaulliste de la ville.

Vice-président du conseil général de Meurthe-et-Moselle, conseiller général de Lorraine, M. Gosset avait été « suspendu » du RPR et de la troisième place qu'il occupait sur la liste de ce parti pour les élections régionales, une semaine après la parution des articles incriminés. Une crise au sein du RPR local

s'était alors ouverte (le *Monde* du 24 décembre).

Après avoir refusé point par point les accusations portées contre lui, M. Gosset s'est demandé « à qui profite le crime ». Si le maire de Toul ne croit pas que « le Parti socialiste, en tant que tel, soit à l'origine de cette triste affaire », en revanche, son « étouffement provient de la participation active du général Bigard cité tant par *Libération* que par *l'Événement* du jeudi ». Il considère que le député UDF, tête de liste aux législatives en Meurthe-et-Moselle, a pris « incontestablement position » en affirmant : « Il n'y a pas de fumée sans feu ».

Pour ce qui est du RPR, M. Gosset estime que sa suspension est le fait de confidences d'un militant de Meurthe-et-Moselle à M. Jacques Toubon. Sans vouloir donner de nom, le maire, qui semble entouré de gens qui ne lui veulent que du mal, se demande qui peut, localement, avoir ainsi l'oreille du secrétaire général du RPR.

J.-L. B.

DEMAIN DANS LE SUPPLÉMENT DU « MONDE »

# LES JUIFS DE FRANCE

Le réveil religieux. Conflits entre orthodoxes et libéraux. Les organisations juives. Les mariages mixtes. Antisémisme et antisémitisme. La pensée et la culture juives en France. La situation actuelle et l'histoire d'une communauté dont l'implantation en France remonte à l'époque de l'Empire romain.



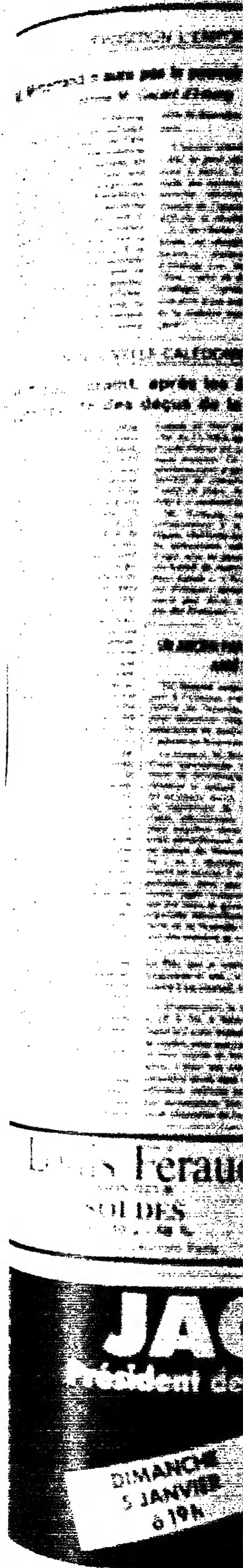
Egalement au sommaire :

Chronologie 1985

Les grandes enquêtes de la rédaction

Le Monde AUJOURD'HUI

هكمان الوصل





# SI L'OPPOSITION L'EMPORTE

**M. Mitterrand n'aura pas le pouvoir de décider**  
estime M. Giscard d'Estaing

M. Valéry Giscard d'Estaing estime que M. Mitterrand, si l'opposition l'emporte aux élections législatives, « sera un président constitutionnel dépourvu, pratiquement, du pouvoir de décider ». Dans une interview au *Figaro Magazine*, l'ancien président de la République déclare que « toutes les décisions seront prises et appliquées par le gouvernement », et que « certaines d'entre elles sont adoptées par le Parlement, si l'on s'en tient à la Constitution ». Il reste au président une magistrature, celle que la Constitution appelle son « pouvoir d'arbitrage », et c'est tout, affirme-t-il. Selon M. Giscard d'Estaing, la seule décision que M. Mitterrand pourrait prendre lui-même serait celle de dissoudre l'Assemblée nationale.

L'ancien président considère que « nul ne peut obliger » M. Mitterrand à partir. L'élection présidentielle qui suivrait, dans l'hypothèse inverse, déchirerait « aussitôt l'union de l'opposition, qui a été si difficile à rétablir depuis 1981 ». Si l'on change ce président avant terme, on changera aussi les suivants, assure M. Giscard d'Estaing. Car, dès que le chef de l'Etat « sera en difficulté dans les sondages, l'opinion exigera qu'il s'en aille à son tour, et c'en sera fini de la stabilité institutionnelle française ».

## EN NOUVELLE-CALÉDONIE

**M. Tjibaou craint, après les élections, « une révolte des déçus de la droite »**

Le président du Front de libération nationale kanak (FLNKS), M. Jean-Marie Tjibaou, estime, dans un entretien avec l'AFP diffusé le 2 janvier, que « le plus gros danger » pour la Nouvelle-Calédonie réside, après le scrutin de mars prochain, dans le risque d'une « révolte des déçus de la droite ». Il affirme en effet qu'il sera « difficile » aux dirigeants du RPR et de l'UDF, s'ils contrôlent la future majorité parlementaire, de « tenir leurs promesses électorales » (organisation d'un scrutin d'auto-détermination après les législatives sans modification du corps électoral, nouveau découpage régional, etc.). Les grandes déclarations tenues lors de l'opposition avant les élections du 29 septembre dernier, on ne les entend plus, déclare M. Tjibaou, sans doute parce que les échelons de nos sociétés incitent, et que prendre le risque de gérer une nouvelle fois une situation comparable à celle du 18 novembre 1984 (où les élections avaient été violemment boycottées par le FLNKS) apparaît assez difficile.

« Les législatives auront pu desservir le plan Ponsi-Fabius mais ça ne semble finalement pas devoir être le cas », ajoute le président de la région nord du territoire. Selon lui, le nouveau statut de la Nouvelle-Calédonie « résulte d'un compromis difficile », et « il n'est pas facile de le faire passer pour les autres ». Il n'y a pas beaucoup d'autres hypothèses, poursuit-il, la route dans le contexte actuel ». M. Tjibaou souligne que « les tentatives du FLNKS pour calmer le jeu semblent rencontrer une opposition assez forte de la part d'une certaine frange d'anti-indépendantistes qui veulent abso- »

## UN ANCIEN PARACHUTISTE ARRÊTÉ

Un homme soupçonné d'avoir pris part à l'attentat contre le palais de justice de Nouméa, a été inculpé pour détention illégale d'armes et association de malfaiteurs, vendredi 3 janvier en Nouvelle-Calédonie.

Le suspect, M. Bernard Deck, âgé d'une quarantaine d'années, originaire de Strasbourg, ancien agent forestier et ancien parachutiste, a été interpellé mardi. A son domicile, les enquêteurs de la police judiciaire, spécialement venus de Paris pour enquêter après l'attentat qui avait partiellement détruit le palais de justice de Nouméa la nuit du 2 au 3 décembre dernier, ont trouvé un pistolet 9 mm, deux illégalement, ainsi que divers documents jugés compromettants, tels que des listes de groupes de quartier organisés hiérarchiquement et une carte de la Nouvelle-Calédonie portant des numéros de code.

« L'affaire Pordès » : mise au point. — M. Jacques de Rioncourt, cité dans l'enquête consacrée le 29 décembre par le *Sunday Times* à l'affaire Pordès, et dans l'article résumant ces informations dans nos éditions du 31 décembre, nous prie, en évoquant le débat de réponse, de publier les précisions suivantes : « Contrairement à ce qui a été écrit, je n'ai jamais servi de contact entre M. Pordès, que je n'ai jamais invité chez moi, et M. Jean-Marie »

**Louis Féraud**  
MONSIEUR  
**SOLDES**  
de - 30 à - 50 %  
62, Fg Saint Honoré Paris

## JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

La scène est à Versailles, en 1711. Monseigneur, dauphin de France, fils constamment terrifié par un père qui jugeait que c'était bourgeois d'aimer ses parents, ce successeur avorté de Louis XIV est à la mort. Il a contracté, peu avant, cette variole qui sera fatale à la descendance du Roi-Soleil. Louis de Rouvroy, duc de Saint-Simon, alors âgé de trente-trois ans, épèle cela, comme tout — plus que tout.

La scène à Versailles ? Pas exactement. Car c'est dans son château de Meudon qu'agonise Louis de Bourbon, là où il a vécu depuis tant d'années les amours les plus domestiques qu'il eût eues avec M<sup>lle</sup> Choin, qu'il épousa peut-être.

Mais rien ne compte, rien n'existe hors de Versailles. Comme dans la tragédie, la scène est toujours dans une antichambre, celle de Titus ou celle d'Horace, sous Louis XIV, la scène est par définition dans le palais dont il a fait son symbole depuis 1682. Il a beau y avoir de temps en temps « les Marly », ainsi que l'écrit Saint-Simon, ou telles autres résidences provisoires, elles ne sont jamais que des excroissances d'un Versailles qui coiffe tout.

La plus longue règle de l'histoire de France (théoriquement soixante-douze ans, à quelques jours près) suit le règne de l'unité de lieu, elle-même de l'unité de référence : le roi. D'où la fébrilité avec laquelle Saint-Simon vit l'agonie d'un prince qu'il méprise et dont tout l'entourage lui est contraire.

C'est dire que l'important de ce que rapporte Saint-Simon n'est pas la fin, sans plus de gloire que sa vie, du fils de Louis XIV ; mais la réaction de la cour, et la sienne.

Durant ces journées d'avril 1711 — Monseigneur s'éteint en une semaine, expirant dans la nuit du 14 au 15 avril — Versailles ne se tient plus, attendant plus souvent que craignent la mort de celui à qui l'on avait prêté que, fils de roi et père de roi (Philippe V d'Espagne), il ne serait jamais roi lui-même.

A proprement parler, Saint-Simon est en transe. Un moment, le bruit court que le malade est mieux. Saint-Simon en cause avec la duchesse d'Orléans et note : « Pour en parler franchement et en avoir la honte, elle et moi nous lamentions ensemble de voir Monseigneur chapper, à son âge et à sa grâce, d'un mal si dangereux (1) ». Puis le patient s'affaiblit : « Je sentais malgré moi un reste de crainte que le malade en récupérât et j'en avais une extrême honte ».

D'être habité de telles pensées, Saint-Simon éprouve en effet de la gêne : « Je passai la journée dans un mouvement vague (...) tenant l'homme et le chrétien en même temps, et le courroux de la sainte cité contre l'homme et le courroux d'un mal si dangereux (1) ». Puis le patient s'affaiblit : « Je sentais malgré moi un reste de crainte que le malade en récupérât et j'en avais une extrême honte ».

Si la comparaison ne risquait de peser pour audace, ou, plus simplement, pour ridicule, il serait tentant de rapprocher cette phrase, et toutes les pages où Saint-Simon oie son désir que meure le dauphin, des premières lignes des *Confessions* de Jean-Jacques Rousseau.

Il n'y a pas tant de différence, entre les aveux du « noble duc » et Rousseau entamant ses *Confessions* comme l'on sait : « Je veux montrer à mes semblables un homme dans toute la vérité de la nature (...). Je me suis montré tel que je fus : méprisable et vil quand je l'ai été ; bon, généreux, sublime quand je l'ai été ».

Les images des deux hommes sont si fortement dissemblables qu'il peut paraître osé de les réunir. Encore que, dans cet étrange dix-huitième siècle où se choquent deux mondes, l'homme d'Etat et celui du lendemain, le plébéien et l'aristocrate, ont vécu ensemble durant quarante-trois ans. C'est l'âge de Rousseau lorsque meurt Saint-Simon, en cette année 1755 qui voit la publication du *Discours sur l'origine de l'inégalité*, alors que s'éclipsait le chantre de l'inégalité.

s'agit de faire accepter le testament de Charles II, afin que son deuxième fils, le duc d'Anjou, accédât au trône d'Espagne, en 1700, sous le nom de Philippe V.

QUOIQUE Saint-Simon ne consacre qu'une cinquantaine de pages (telles qu'imprimées dans « La Pléiade ») à la mort du Grand Dauphin, c'est bien sûr le membre de phrase « l'Etat gagnait tout en une telle perte » qui reste la plus saisissante parmi les commentaires dont il accompagne cette disparition. Il est difficile d'imaginer propos plus cruels tant il est concis. Il serait donc trop injuste de prétendre l'adapter à des circonstances contemporaines. Quelle fureur n'encourrait pas le fou qui réserverait la formule pour l'appliquer à tel ou tel des prétendants actuels, soudain victime d'une fin aussi secrète qu'inattendue !

Le petit duc (il était minuscule) ne s'y est d'ailleurs risqué qu'à demi. Il écrivait ses horreurs à l'abri des regards. Il doutait même que ces *Mémoires* voient jamais le jour, pensant en tout cas qu'il faudrait « laisser couler plus d'une génération ou deux » (2) avant leur publication. De là vient peut-être une liberté de ton et de sujet née de la certitude de n'avoir pas de lecteurs, au moins de son vivant.

Car c'était une forte affaire de peindre tout ou une « société de cour » — pour reprendre le titre du livre de Norbert Elias — où le pire l'emporte sur le meilleur. Il n'est que de lire la description que Saint-Simon donne de Versailles après la mort du Grand Dauphin :

« Chaque visage vous rappelle les soins, les intrigues, les sautes employées à l'avancement des fortunes, à la formation, à la force des cabales, les adresses à se maintenir et à en écarter d'autres, les moyens de toute espèce mis en œuvre pour cela (...), les froideurs, les haines, les mauvais offices, les menées, les avances, les ménagements, les pêtresses, les bassesses de chacun ». Etc. Comment Saint-Simon pouvait-il avoir à cœur de prendre rang dans une telle boue ?

La famille royale, comme telle en principe intouchable, n'échappe pas à cette fusillade et, fût-ce avec plus de prudence, Louis XIV pas davantage. Son successeur ne s'y trompera pas et devinera quel mal le parution de tels écrits pourrait faire à sa dynastie et au régime social qu'elle garantissait.

En décembre 1780, cinq ans après la mort du deuxième et dernier duc de Saint-Simon, Louis XV ordonne la confiscation de tous ses papiers. Il s'écoulera soixante-trois ans, et bien des événements, avant que Louis XVIII n'autorise la « libération » de toutes les liasses dont la première édition complète paraîtra en 1829 et 1830 : cette année 1830 qui marquait l'abdication de l'ultime monarque descendant de Louis XIV, Charles X. De celui-là, qu'aurait écrit Saint-Simon ? Et de nous ? Mais c'est trop rêver que de rêver d'un tel censeur.

(1) Cette citation et les autres sont extraites de la nouvelle édition des *Mémoires*, en cours de publication dans « La Pléiade ».

(2) Souligné par M. Yves Crouzet, auteur de l'introduction générale du tome I, le dernier paru était le tome V.

## Cour

APRÈS tant d'alarmes, Monseigneur rend enfin le dernier soupir. Saint-Simon éclate : « La joie paraît à travers les réflexions momentanées de religion et d'humanité par lesquelles j'essayais de me rappeler la plus de dévotion ; ma différence particulière me semblait si grande et si inépuisable, qu'il me semblait, avec une évidence encore plus parfaite que la vérité, que l'Etat gagnait tout en une telle perte ».

Une phrase aussi terrible, par sa conclusion, demande qu'on la justifie. Saint-Simon n'y manque pas et donne ce « portrait raccourci de Monseigneur » qui « était sans vice ni vertu, sans lumières ni connaissances quelconques, radicalement incapable d'en acquiescer (...), né pour l'ennui, qu'il communiquait aux autres (...), opiniâtre et petit en tout à l'excès (...), absorbé dans sa graisse et dans ses ténèbres (...). Sans avoir aucune volonté de mal faire, il s'était fait un roi pernicieux ».

Le trait est peut-être trop rude et c'est, soûlement ou non, Saint-Simon qui le moderne. Le Grand Dauphin savait se taire et savait pourquoi il se tenait col. Il expliquait que, « les paroles de gens comme lui portant un grand poids et obligeant ainsi à de grandes réparations quand elles n'étaient pas méritées, il fallait mieux très souvent garder le silence que de parler ». Cette concession faite, Saint-Simon se reprend dès la phrase suivante : « C'était aussi plus tôt fait pour se presser et se parfaire incurie ».

Mais l'homme n'était pas si sot. Ainsi avait-il éprouvé que ses interventions auprès du roi en faveur de celui-ci ou de celui-là étaient, au mieux, sans effet. Aussi, « Monseigneur, pressé de s'intéresser pour quelque un, répondait que ce serait le moyen de tout gêner pour lui ». Cette réserve ne connut qu'une exception notable, lorsqu'il

## TRAIN CARNAVAL

pour vous rendre au Carnaval de NICE, voici les propositions de la SNCF :

**TRAIN + HOTEL**

- du 25 janvier au 30 janvier 1986
- du 1<sup>er</sup> février au 6 février 1986
- du 8 février au 13 février 1986.

Prix de 2 720 F à 3 035 F au départ de Paris.

comprend :

- le trajet Paris - Nice
- la pension complète
- la place réservée au Grand Corso Carnavalesque
- des excursions

Renseignements : — dans toutes gares SNCF

— dans les bureaux de tourisme SNCF

— par téléphone : (1) 43-31-39-30

## VOYAGES ET VACANCES

du 23 au 27 janvier 1986.

Prix : 2 320 F par personne au départ de Paris.

comprend :

- le trajet Paris - Nice
- la pension complète
- excursion à Vincimille et visite de Nice
- place réservée aux différentes manifestations à Nice
- voyage accompagné au départ de Paris.

Renseignements : — dans les gares SNCF de Paris

— dans les gares de RER

— dans les bureaux de tourisme SNCF

— par téléphone : (1) 43-31-49-44.

**COUP DE FRINGUES SUR LES SOLDES JIGGER**

15 Bd St-MICHEL PARIS 30 rue de RIVOLI PARIS

**JACQUES DELORS**  
Président de la Commission des Communautés Européennes

**EUROPE 1**  
CLUB DE LA PRESSE

DIMANCHE  
5 JANVIER  
à 19h

animé par  
Gérard Carreyrou  
et Alain Duhamel



## société

LA POLITIQUE DE COMMUNICATION  
DU CONSEIL NATIONAL DE PRÉVENTION

## Le flipper de la délinquance

A partir du 15 janvier, un flipper symbolisera, dans les salles obscures, la lutte contre l'insécurité : le Conseil national de prévention de la délinquance (CNPD) diffusera en effet, dans 2 500 salles de cinéma, un film publicitaire pour plaider sa démarche pragmatique — « l'insécurité, on la traite ou on l'exploite » — sur un terrain souvent livré aux querelles partisans. Une réalisation de François Mancoux, un texte dit par Michel Drucker, un financement appuyé par les circuits de distribution eux-mêmes et une bille de flipper pour symboliser ces parcours hasardeux, balisés de pesanteurs économiques, sociales et culturelles, qui mènent à la délinquance.

Cet appel « grand public » à la solidarité, qui insiste sur l'échec des réponses pénales et plaide la prévention contre la fatalité de la récidive, se conclut par un numéro de téléphone vert (appel gratuit au 05.02.02.02), au bout duquel quatre jeunes « tucistes » prodigueront conseils et encouragements. « Avec le CNPD, 350 villes partagent la vertu des actes à celle des paroles » : le secteur communication du CNPD, qui, déjà début décembre, avait fait, sur ce thème, une campagne publicitaire dans la presse écrite, dépense donc une activité tout azimut.

A tel point que l'on peut se demander si la sécurité, thème hier à peine discuté, ne deviendrait pas un « sujet cohabitable ». En tout cas, le CNPD, institué en juillet 1983, fait comme si... Règle d'or de cet organisme — qui réunit des maires des quatre grandes familles politiques, telle que le résumé M. Gilbert Bonnemaison, son vice-président (PS) de Seine-Saint-Denis : « Dépenser les dividendes politiques, professionnels, réunir les efforts de ceux qui agissent en ordre dispersé, refuser le fatalisme des moyens, la quête sans âme de la subvention ».

S'il peut estimer que son action d'aiguillon auprès des collectivités locales n'est pas indifférente à la stabilisation de la délinquance en 1985, le CNPD ne prétend pas pour autant tout changer d'un coup. Avec des moyens financiers limités — un budget de 48 millions de francs en 1985, reconduit à l'identique en 1986 — il incite à faire plutôt qu'il n'organise lui-même. Cette méthodologie originale ne s'embarrasse pas des lourdeurs administratives et cherche, en premier lieu, à recréer le tissu social d'écoute et d'entraide

qui fait défaut aux villes : conseils communaux et départementaux de prévention, rassemblant tous les acteurs de la vie citadine ; contrats action-prévention, touchant aussi bien l'aide aux victimes, la formation et les loisirs des jeunes, le logement ou le civisme.

## Une pédagogie lucide

Aussi l'action de cet organisme, créé par la gauche, soutenu ou toléré — c'est selon — par la droite, vise-t-elle en premier lieu les mentalités et les attitudes, les crispations ou l'indifférence. D'où l'importance accordée au message et à la communication. Ainsi le CNPD a-t-il produit treize films vidéo, vendus de 200 à 400 francs, qui constituent une pédagogie lucide, sans complaisance ni illusions, de la prévention. Nul et jour traite ainsi de l'accueil des plaintes dans un commissariat, tel autre film du travail d'intérêt général (peine de substitution), tel autre de la « conciliation » (arbitrage des conflits de voisinage par les acteurs sociaux eux-mêmes) à Valence, ou enfin de l'aide aux victimes à Strasbourg.

La même démarche préside aux Semaines de la prévention organisées, sous le slogan « Stop gauchisme », dans diverses villes, par exemple Lyon en 1985, Toulouse en avril 1986. Débats avec les commerçants, visites de la prison, concerts, sports collectifs, rencontres avec la police et la justice... la ville s'anime et met en scène la nécessaire collaboration de tous pour s'attaquer aux causes de la délinquance. Un message que le CNPD n'hésite pas à exporter au-delà des mers avec une opération « France-Antilles » qui voit des jeunes de France et d'outre-mer échanger des projets de création d'entreprises axés autour des ressources potentielles de la Martinique et de la Guadeloupe (constructions navales, ferme marine, horticulture, techniques solaires...).

Le message porte-t-il ? Un indice : les statistiques des villes-pilotes du CNPD où les cambriolages, les dégradations de biens publics et privés, les vols à main armée et les vols d'automobiles régressent plus fortement qu'ailleurs.

E. P.

Conseil national de prévention de la délinquance, 71, rue Saint-Denis, 75700 Paris. Tél. : (1) 45-55-92-47.

## APRÈS UNE SÉRIE D'AGRESSIONS CONTRE LES COMMERÇANTS

## M. Hernu demande le maintien d'une compagnie de CRS dans l'agglomération lyonnaise

M. Charles Hernu, maire de Villeurbanne (PS), a annoncé, le 2 janvier, qu'il avait adressé une lettre à M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, pour lui demander le maintien dans l'agglomération lyonnaise d'une compagnie de CRS venue en décembre pour renforcer la sécurité à l'occasion des fêtes de fin d'année.

Après avoir remercié M. Joxe pour l'envoi de cette compagnie de CRS, M. Hernu souligne que, « toutefois, cela n'a malheureusement pas suffi puisque, dans la nuit du 31 décembre, une commerçante connue et estimée à Villeurbanne a été assassinée ».

« Ce crime, qui touche le milieu commercial pour la troisième fois en quelques jours à Lyon, note M. Hernu, a soulevé une émotion bien justifiée. M. Hernu rappelle qu'avant M. Noël Llaudet, la boulangère de Villeurbanne tuée dans la nuit de la Saint-Sylvestre, deux autres commerçants avaient été assassinés, en quinze jours, le gérant d'une supérette et une buraliste (le Monde du 3 janvier). Il ajoute que, pendant la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 janvier, un commerçant et son jeune enfant ont été grièvement blessés par des malfaiteurs.

## ÉCROUÉE A CAHORS POUR NON-PAIEMENT D'IMPÔTS

« M<sup>me</sup> Claude est revenue... »

Certains, parmi les 1 186 habitants de Cahors (Lot) ont noté, sans penser à mal que les volets de sa maison, clos depuis si longtemps, s'étaient ouverts, la veille de la Saint-Sylvestre. « Tians, M<sup>me</sup> Claude est revenue ». Sans penser à mal, on a répondu le bruit, qui d'une ongle à l'autre, a fini par tomber dans celle d'un gendarme. Fernande Grubet, soixante-deux ans, exilée depuis 1977 aux États-Unis, avait-elle eu le mal du pays ?

Celle qui avait voulu, désistée, « rendre le vice joli » en présidant pendant de nombreuses années aux ébats fortement tarifés de massieurs chics et d'appétissants call-girls, était donc enfin rentrée.

Ancienne élève des Visitation, cette femme distinguée, condamnée à plusieurs reprises pour proxénétisme et fraude fiscale, avait cru, un temps, refaire sa vie du côté de Hollywood en se lançant dans la restauration et la puériculture. Les affaires n'avaient pas, semble-t-il, été à

la hauteur de ses espérances. Et c'est seule, fatiguée, que les gendarmes de Cahors l'ont découverte, intervenant une fois de plus, le 31 décembre vers quinze heures (et non à l'heure du réveillon, aux côtés d'une autre habitante célèbre de Cahors, Françoise Sagan, comme il avait été raconté pour faire plus joli, sans doute). M<sup>me</sup> Claude se croyait libre de toutes poursuites : elle se trompait. Les gendarmes qui avaient pris le soin de la vérifier, lui ont signifié qu'elle faisait l'objet d'une contrainte par corps de 17 millions de francs, montant, arrondi par le temps, d'impôts impayés.

Où M<sup>me</sup> Claude avait-elle prévu de réveiller ? L'histoire ne le dit pas. C'est en tout cas à une maison close d'un genre nouveau que l'ex-animatrice du plus célèbre réseau de call-girls d'après-guerre goûte depuis le 31 décembre : la maison d'arrêt de Cahors, désolamment baptisée « le Château du roi ».

Ag. L.

LA LUTTE CONTRE LA FAIM DANS LE MONDE

## Bob Geldof mobilise les écoliers français

Après avoir fait appel aux plus grands noms du rock, de la mode et du sport, l'organisation « Band Aid » veut enrôler les écoles dans sa croisade contre la famine.

meurent de faim et alors ? », qui fit grand bruit lors de sa diffusion sur FR 3 en février 1984. Il y montrait l'impuissance des grandes organisations internationales et du système économique des pays riches à traiter le problème de la faim. « Les historiens de demain se demanderont comment nous avons pu laisser faire cela », répète-t-il aujourd'hui.

Avec « Band Aid », Lionel Rotcage a donc décidé de mobiliser les élèves français contre ce scandale permanent. 94 000 enseignants recevront cinq exemplaires d'un journal de douze pages intitulé *L'école en guerre contre la faim*, qu'ils sont chargés de distribuer à leurs élèves. Peu de photos de corps décharnés, d'images culpabilisantes, mais plusieurs articles y décrivent simplement la réalité de la faim intolérable dans un monde de surplus alimentaire.

On insiste aussi sur le danger que constitue pour nos pays cette situation de tension explosive : des emplois sont supprimés chez nous parce que le tiers-monde ne peut plus payer. Un bon support pédagogique.

## LES ENFANTS DE COUPLES FRANCO-ALGÉRIENS

## La fin de la trêve

Promesse tenue. Les six enfants des couples franco-algériens venus en France le 21 décembre en compagnie de M<sup>me</sup> Georgina Dufoux, ministre française des affaires sociales et de la solidarité nationale, sont repartis avec cette dernière en Algérie à la fin de leurs vacances, jeudi 2 janvier. Adieux touchants pour des retrouvailles incertaines. Car la parenthèse que les gouvernements algérien et français avaient mise dans l'application de leurs législations et réglementations pour permettre à ces enfants de passer quelques jours avec leurs mères, est aujourd'hui refermée.

Les mères attendent à présent soit une décision d'exequatur (reconnaissance d'un jugement prononcé en France), soit un nouveau jugement en Algérie cette fois, pour obtenir la reconnaissance de leur droit de garde ou pour exercer un droit de visite en Algérie ou dans tout autre pays. Chaque affaire est un cas particulier, et « les décisions qui seront prises auront valeur d'exemple », ont-tout à tour souligné le médiateur français, M. P. Boucher, et Annie Sugier, responsable du collectif de soutien aux mères d'enfants enlevés. « Ils auront valeur de test », a ajouté M<sup>me</sup> Sugier, avant de rappeler que, parallèlement, les discussions sur la convention judiciaire vont reprendre ce mois-ci. « Cette convention, a-t-elle expliqué, ne sera efficace que si elle reconnaît que l'enfant enlevé doit être rapidement rendu à la mère pour ne pas aggraver les problèmes posés par une séparation prolongée ».

Les mères évoquaient jeudi les difficultés et les frustrations de ces quelques jours de visite. Il n'est pas évident de renouer des liens avec un enfant qu'on a pas revu depuis cinq, six, voire neuf ans. Karim, treize ans, et Myriam, dix ans et demi, étaient absents de ce vol spécial

Alger-Paris-Alger. Myriam, la fille d'Hélène Montetgaud, avait refusé de monter dans l'avion pour Paris. Enlevée à l'âge de cinq ans, elle vit chez des tantes en Algérie (son père travaille en France). M<sup>me</sup> Montetgaud s'est donc rendue en Algérie, et le juge ayant refusé un droit de visite hors du domicile du père, elle est allée quotidiennement chez celui-ci pour voir sa fille.

Karim, qui ne voulait pas venir en France, a été accompagné par son père chez sa mère, Jocelyne, à Marseille. Mais, deux fois par jour, Jocelyne Bany, devait ramener Karim à son père. En repartant l'enfant a dit qu'il ne voulait plus revenir en France. « Il a été enlevé à l'âge de six ans », explique M<sup>me</sup> Bany. Il n'a pas entendu parler de moi pendant de longues années. J'ai pu le revoir en 1983, mais il me disait : « Tu n'es pas ma mère... » Jocelyne comprend.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

## SPORTS



## De notre envoyé spécial

C'est sous une pluie fine que le Tapisse a levé l'ancre à Sète, jeudi 2 janvier en fin de matinée. Peu de monde sur le pont. A peine plus sur les quais : le Rallye Paris-Alger-Dakar n'avait plus l'esprit à la fête depuis le décès accidentel, quelques heures plus tôt, de Yasuo Kaneko, le pilote japonais d'une Honda 350, renversé par une voiture à moins de 10 kilomètres du but.

Toute la soirée et une partie de la nuit, les arrivées s'étaient succédées, dans une courtoisie ambiancée de hennies et d'embrassement de corps expéditionnaires. De Versailles à Sète, la foule avait bravé le froid, et la pluie à partir de Brive, pour voir défiler cette interminable colonne de 487 engins aussi sophistiqués que baroques. C'était un peu comme une étape du Tour de France cycliste, où les petits gestes de la main à destination des voyageurs auraient remplacé les bravos.

Hélas ! ce faux départ de course avait connu un triste épilogue. Habituellement tenue à l'écart des discussions par la barrière de la langue, la petite communauté japonaise du Dakar, forte de quinze journalistes, de deux motards, de douze pilotes et de onze copistes et navigateurs, dont l'acteur vedette de feuilletons télévisés Yasuoka Matsuka, était plus entourée que de coutume. Vieilles grèves, elle recevait des témoignages de sympathie. Quelques mots revenaient

## MÉDECINE

## Inculpations pour euthanasie en RFA

Le parquet du tribunal de Traunstein, près de Munich, a décidé, le jeudi 2 janvier, d'inculper le chirurgien Julius Hackenthal, pour avoir « indirectement aidé à mourir » l'une de ses patientes, cancéreuse incurable, le 18 avril 1984 (le Monde du 28 avril 1984). Avant de faire donner du cyanure à sa patiente, dans sa clinique de Chiemsee en Bavière, le professeur Hackenthal avait eu avec elle une longue conversation, enregistrée au magnéscope, au cours de laquelle cette femme âgée de soixante-neuf ans et dévorée par un cancer terrifiant de la face, avait expliqué posément qu'elle voulait mourir. Ce document bouleversant avait été projeté lors du congrès de chirurgie de Munich, le 25 avril 1984, puis diffusé au cours du journal d'Antenne 2.

Le parquet a également inculpé M. Hens Henning Atrott, responsable de l'Association pour une mort humaine, qui a reconnu avoir fourni le cyanure, ainsi que les deux personnes qui avaient dilué le poison dans un verre d'eau pour le donner à la patiente.

## ÉDUCATION

## Bien lire au tableau noir

Le ministère de l'éducation nationale organise avec le Comité français d'éducation pour la santé une campagne d'information intitulée « Bien voir pour lire et écrire ». Cette campagne de sensibilisation est menée en direction des 5-8 ans, âge des premiers apprentissages de la lecture et de l'écriture et moment où les services de santé scolaire assurent les premiers dépistages visuels systématiques.

Ces enquêtes révèlent qu'un enfant sur cinq est sujet à des altérations de la vision ; or 40 % des troubles dépistés ne sont pas corrigés. La semaine d'action « Bien voir » organisée par chaque école entre le 27 janvier et le 7 février doit permettre, selon le Comité français d'éducation pour la santé, de mobiliser enfants, parents et partenaires de système éducatif.

## La première traversée

dans ces échanges embarrassés : fatalité, destinée. Au volant de sa Land Cruiser Toyota, Shinzo Mitsubuto roulait devant son compatriote et avait aperçu l'accident dans son rétroviseur : en bout de ligne droite, une 205 qui doublait en sens inverse n'avait pu se rabattre avant la ligne blanche interdisant les dépassements... Son chauffeur était en état d'ébriété... Yasuo Kaneko, projeté sur le bas-côté, était mort presque sur le coup. A quarante-trois ans, Kaneko était venu disputer son deuxième Dakar, après avoir abandonné dans la troisième étape l'an dernier.

Le conducteur de la 205, Rémy Desprez, trente-huit ans, habitant Sommières (Gard), a été inculpé et écroué jeudi à la prison de Montpellier pour homicide involontaire et conduite en état d'ivresse : les analyses ont révélé la présence de 2,5 grammes d'alcool dans son sang.

## Mal de mer

A bord du Tapisse, la vie a pourtant bien vite repris le dessus. « La traversée fait partie de la course », explique Jackie Ickx. C'est l'occasion de se reposer dans un ambiance particulière et de se préparer psychologiquement. Une préparation psychologique qui commence curieusement le plus souvent au bar. Les anciens du Dakar y prodiguent quelques conseils, tout en se gardant bien de dévoiler leurs petits secrets. Les nouveaux cherchent

populations de sept pays (Mali, Niger, Tchad, Burkina, Éthiopie, Soudan, Mozambique) retenus pour l'opération. Les comités ainsi créés seront ensuite invités à poursuivre leur tâche, notamment pour envoyer en Afrique des fournitures scolaires et pour promouvoir des projets de développement. Au total, « Band Aid » consacre 20 % de son budget à l'aide d'urgence, 20 % aux frais de transport et d'approvisionnement, et 60 % à l'aide au développement.

La campagne a bénéficié de l'équivalent d'un budget de trente millions de francs pour diffuser en France son message et organiser sa promotion sur les ondes de 90 radios FM, des quatre chaînes de télévision et dans tous les établissements scolaires avec son journal. Des artistes ont offert leur talent. Les PIT ont consenti des ristournes, des entreprises comme Havas tourisme et Agfa ont fait des dons. Médécine du monde a prêté ses locaux, et l'éditeur Fernand Nathan a fourni son fichier d'enseignants. Résultat : Lionel Rotcage peut annoncer que l'opération « Action école » en France n'a pas encore coûté un seul centime à « Band Aid ».

PHILIPPE BERNARD.

(1) « Band Aid » Action école c/o MDM, 67, avenue de la République, 75011 Paris.

هكمان الوصل







# Le Vercors, paradis du vélo alpin

Pédaler dans la poudreuse.

**V**ÉLO schuss, vélo dingue. Debout sur les pédales, main légère sur la poignée du frein arrière, le rein souple et l'œil pointu, on se laisse aller droit dans la pente. Les pneus spéciaux, des « ballons » généralement sculptés, s'appuient sur le sol gelé et tranchent la poudreuse dans un crissement soyeux. On roule, on roule encore en faisant voler la neige. Gare aux creux où l'on disparaît jusqu'au milieu, gare aux souches surnoies, aux rigoles traîtresses. Mais on apprend vite à les déceler sous le manteau blanc.

Alors, à nous les grandes descentes dans les vallons immaculés. Ce n'est pas le plaisir de la glisse mais celui de la randonnée en profondeur, sur deux roues, totalement insolite. Dans les chemins forestiers, lorsque la neige a été tassée par le passage d'un véhicule, le vélo dévale encore plus ferme, de dérapages en soubresauts, secouant son cavalier comme un cabri. Les chutes ne sont pas rares, mais sans gravité, et la rigolade, elle, est garantie.

Le vélo alpin, le fameux *mountain-bike* inventé par les Californiens, avait déjà fait son apparition dans nos Alpes (« Le Monde Loisirs » du 28 juillet 1984), mais on ne l'avait pratiqué jusqu'ici qu'en été. Pour la première fois, et par le hasard d'une météo favorable, il vient d'être expérimenté avec succès, en hiver, sur la neige.

Pour faire connaître leur terroir, les promoteurs du tourisme en Vercors avaient eu l'idée d'inviter, vers la mi-novembre, deux douzaines de journalistes à faire du vélo alpin sur leurs pelouses d'altitude. Quarante-huit heures avant l'arrivée des Parisiens, la neige se mit à tomber. Trente bons centimètres... catastrophiques ! On fit passer le chasseur-neige sur les routes et l'on proposa à ceux qui débarquaient du TGV (Paris-Grenoble en 3 heures 10) une banale promenade à deux roues sur chaussée plus ou moins glissante. Dans les villages, les Dauphinois rigolards lançaient aux cyclistes : « Hé ! bonnes gens, vous vous êtes trompés de saison ! »

Dépités, les organisateurs tentèrent alors le tout pour le tout. Après un solide déjeuner, ils présentèrent à leurs hôtes d'un jour de dévaler la montagne du col de la Croix-Perrin jusqu'à Villard-de-Lans. Pas par la route : par les bois et les prés couverts de neige. Pari tenté, pari tenu. Sur plusieurs kilomètres et 160 mètres de dénivellation, ce fut une folle dégringolade.

Vingt cyclards en anorak, filles et garçons mêlés, réalisèrent une première mondiale. Une heure de descente schuss en vélo alpin. Avec, en prime, une arrivée au sprint sur la route-billard de Villard-de-Lans. Il n'y avait pas un manquant et, si les engins

étaient poudrés jusqu'au guidon, ils fonctionnaient.

Les journalistes parisiens et leurs amis du Vercors ont ainsi administré la preuve que le *mountain-bike* peut être pratiqué par n'importe qui et en toute saison. C'est une chance nouvelle pour les stations de moyenne montagne et la neige souvent pauvre. Elles avaient joué la carte du ski de fond en hiver et de la randonnée pédestre en été. Elles pourront désormais proposer, en supplément et en toute saison, le vélo passe-partout.

## Guidon plat et renforcé

D'ores et déjà dans les stations du Vercors nord, dit des Quatre-Montagnes (les plus proches de Grenoble), une demi-douzaine d'organismes et de négociants en articles de sport offrent des vélos alpins en location. Leur parc, encore limité, compte au printemps prochain 150 machines. L'engouement est tel que, pour certains week-ends, il faut retenir une semaine à l'avance si on veut être assuré de trouver selle à son postérieur.

Les machines de construction française (Peugeot, Libéria, Haral) paraissent à présent au point : 15 kilos, cadre à toute épreuve, guidon plat et renforcé comme celui d'une moto tout terrain, deux freins efficaces, poignées mousse, quinze à dix-huit

vitesse que l'on change sans lâcher le guidon, d'une simple pression du pouce, pneus ballons antidérapants et même garde-boue léger pour éviter de se croquer jusqu'au nez, tout cela vaut à l'achat entre 2 500 F et 3 000 F.

Pour les louer, selon que l'on est seul ou en groupe, guidé ou non, il faut compter entre 80 F et 110 F par jour. Certaines stations proposent, à la belle saison, des randonnées d'une semaine à travers les hauts plateaux, avec voiture d'intendance et nuit sous la tente ou en auberge pour 2 000 F à 3 000 F tout compris.

Les sportifs du Vercors sont déjà complètement mordus par la petite reine tout terrain. L'exploit de deux jeunes Français, qui ont gravi en trois jours les 5 963 mètres du Kilimandjaro, en Tanzanie, les fait rêver. Certains d'entre eux ont réalisé l'an dernier le trajet lac Léman-Méditerranée par le sentier de la grande traversée des Alpes : 650 kilomètres de pistes « aériennes » sur deux roues, il fallait le faire. Et ils ont pédalé pendant les trois quarts du parcours. Le reste du temps, ils ont poussé ou porté leur bécane dans les passages vraiment « insolubles ». C'est cela aussi le vélo alpin : un sport complet, un cross-country permanent.

Prochains projets : dès cet hiver, trois natifs du Vercors (une fille et deux garçons) enfourcheront des *mountain-bikes* spécial-

ment aménagés pour sillonner le Hoggar. 600 kilomètres de pistes autour de Tamanrasset, sur lesquelles seuls les chameaux et les vélos alpins peuvent passer. D'autres ambitionnent d'aller damer le pion aux inventeurs de la formule en refaisant, aux États-Unis, l'itinéraire du Pony Express, cette fameuse poste à cheval qui, jadis, reliait au grand galop le Texas à la Californie, à travers les Rocheuses. 1 500 km en selle avec passage d'un col à plus de 4 000 m. Il y aura du sport...

Ces exploits vont faire une formidable promotion au vélo alpin. Ils démontreront en tout cas ses vastes possibilités. Un nouvel espace de jeux quasiment sans

limite s'ouvre aux deux roues. « Dans quelques années, ce sport sera aussi populaire que le planche à voile aujourd'hui », prédit Serge Barneil, trente-deux ans, ancien berger devenu skieur de compétition puis marchand d'articles de sport à Villard-de-Lans. Ce grand gaillard blond aux yeux bleus a été conquis par le *mountain-bike*. Désormais il partage son temps entre son magasin et les randonnées en montagne. Il a déjà parcouru 6 000 kilomètres en selle à travers les hauts plateaux du Vercors. « Ce terroir, dit-il, devrait être le paradis des futurs fans du vélo alpin. »

MARC AMBROISE-RENDU.

## Repères

Pour se renseigner, louer des bécanes, participer à des stages ou randonnées de vélo alpin :  
Maison Alpes-Dauphiné : 2, place André-Malraux, 75001 Paris. Tél. : 42-96-08-43 ou 08-56.  
Autrans : François Meyras, Loisirs Sports Déterna, 38880 Autrans. Tél. : 76-95-35-28 ou 33-33. J.-C. Fraire, Association Grand Angle, BP 10, 38880 Autrans. Tél. : 76-95-35-23.  
Corrençon : La Randonnée, Belcon-de-Villard, 38250 Corrençon. Tél. : 76-95-91-23.  
Lans-en-Vercors : Luc Maréchal, Maréchal sports, 38250 Lans-en-Vercors. Tél. : 76-95-41-46.

Méaudre : Guy Brabant, La Boème blanche, 38112 Méaudre. Tél. : 76-95-21-98.  
Saint-Nizier : Blanc sports, 38250 Saint-Nizier-du-Moucheron. Tél. : 76-95-42-00.  
Villard-de-Lans : Serge Barneil, 20 000 Lieux sous la poudrière, 38250 Villard-de-Lans. Tél. : 76-95-92-48.  
Parc naturel régional du Vercors : Maison du parc, 38250 Lans-en-Vercors. Tél. : 76-95-40-33.

# Jeu de piste

En stations : les nouveautés de l'hiver.

## Skier

**V**OS enfants nous intéressent. Ce pourrait être le slogan de deux anciennes championnes de ski françaises : Annie Farnose, qui a développé un village pour les tout-petits et les plus grands depuis une dizaine d'années à Avoriaz, et Marielle Gotschel, qui s'est inspirée du même principe à Val-Thorens. La première propose aux huit-seize ans des stages « branchés » encadrés par Annie Breyton, la championne du kilomètre lancé. La seconde leur offre une multitude d'activités pour passer une semaine sans jamais s'ennuyer. De 2 800 F à 3 400 F en pension complète.

Avoriaz : Tél. 50-74-04-46. Val-Thorens : Tél. 79-00-00-47.

Un peu oubliée par le train des sports d'hiver, la raquette, instrument traditionnel de voyage sur la neige, est remise à l'honneur par Michel Bessonnet, qui fait découvrir ses charmes en Carladeg.

Michel Bessonnet, 68800 Eyma. Tél. : 68-04-71-13.

Pour préparer les grandes courses populaires de ski nordique, l'OCCEA organise à Lajoux (Jura) et à Autrans (Isère) des stages d'entraînement au grand fond. De 1 600 F à 1 900 F.

OCCEA : 95, rue d'Amsterdam, 75008 Paris. Tél. : 45-26-21-21.

Les raids alpins et nordiques sont une alternative sportive au séjour en station. Déplacement garanti par : Philippe Allibert, Chaperellan, 38530 Pontcharra. Tél. : 76-45-22-26.

Dominique Meister, 39400 La Moulle. Tél. : 84-60-60-42.

CIHM, 15, rue Gay-Lussac, 75005 Paris. Tél. : 43-76-70-80.

Les nouvelles formes de glisse à la portée de tous : telle est l'ambition de l'UCPA, qui vient d'ouvrir de nouveaux centres à Tignes, Val-d'Isère, Val-Thorens et Serre-Chevalier. De 1 200 F à 1 500 F la semaine.

UCPA : 62, rue de la Glacière, 75013 Paris. Tél. : 43-36-06-20.

## Tester

**D**ÉPUIS qu'il a arrêté la compétition, il y a vingt ans, Léo Lacroix se consacre, avec son cousin Daniel, à la mise au point du ski idéal, dont il aurait lui-même aimé disposer pour réaliser de meilleures performances.

Avec des matériaux nouveaux et des constructions audacieuses, les vingt mille paires de ski qui sortent désormais de ses ateliers sont parmi les plus performantes et les plus confortables pour tout niveau de pratique. Trois types de modèles dans sa gamme 1985-1986 : les softs (La Griffe, Carbon, Carbon Kevlar), les compétitifs (Kevlar Carbon, Mach Racing, Stag), les skis de prestige (Premier ski, Digital). De 2 000 F à 6 000 F. Quand on aime on ne compte pas.

Les Français ne sont pas les seuls maîtres en matière de fabrications de ski. Les Autrichiens se placent aussi en force sur le marché national, notamment grâce à Tyrolia, qui a éprouvé un palmarès impressionnant sur des principes de déclenchement multidirectionnel. Quatre types de modèles : TRB (randonneur) : 45, 90, 190 D (jeunes, débutants) : 290 D, 390 D. Racing F II (confirmés) : 390 RD FI (compétition). De 360 F à 900 F.

NS 785 (sportifs). De 950 F à 1 200 F.

Présent sur les podiums des derniers championnats du monde et Jeux olympiques, Lange ajoute à ses produits très techniques le confort d'un système de chauffage intégré à ces modèles haut de gamme, la THT et la CHT. Environ 1 800 F.

Pour ceux qui n'arrivent pas à trouver chaussure à leur pied, SIDA propose à partir d'une coque neuve ou d'occasion de réaliser une semelle plantaire thermoformée, puis de mouler un chaussure et une languette parfaitement adaptés, par le procédé « conformable ». De 980 F à 2 000 F.

La solution suisse pour ne pas se geler les pieds, c'est également une chaussure chauffante grâce à une mini-batterie intégrée par Ralchue sur son modèle RX HOT à verrouillage arrière. Environ 1 950 F.

Conçu par un ingénieur italien et testé par des champions comme Patrick Russell et Piero Gros, le système Neve combine une semelle de botte rigide avec un bras de fixation pour offrir une des solutions les plus originales qui soient au confort et à la sécurité. Environ 2 200 F.

## Participer

**L**A Croisière blanche, c'est, le 16 janvier, trois cents véhicules, autos et motos, qui rouleront sur les chemins enneigés du Champaur à partir d'Orsières-Marlette.

Croisière blanche : 84, rue de Villiers, 92638 Levallois. Tél. : 45-31-11-93.

Le skiathlon, ce sont 12 km de descente, 10 km de fond et 8 km de croce pour quelques dizaines de participants aux Deux-Alpes, le 25 janvier, avec de très nombreux prix.

Skiathlon : office du tourisme, 38860 Les Deux-Alpes. Tél. : 76-22-00.

## Chausser

**I**NVENTEUR du serrage interne, Solomon décline ce principe pour modifier la souplesse des tiges, le confort du pied et l'isolation des tibias avec ses modèles SX 91 (champions), SX 1 (sportifs), SX 1 (femmes). De 800 F à 1 600 F.

Champion du confort, Nordica se convertit au verrouillage arrière en assurant l'ajustage du pied en trois points par serrage intérieur dans sa gamme NR 955 (champions) et

Le Grand Prix international de monoski, c'est, le 2 mars aux Grands-Montets à Chamoni, la récompense du meilleur style dans les bosses et en saut, avec de nombreux prix.

Grand Prix de monoski : Club des sports, 74400 Chamoni. Tél. : 50-54-03-04.

La Foulée blanche, c'est, le 19 janvier à Autrans, 5, 10, 20 et 42 km pour les meilleurs, une grande fête du fond pour quinze mille concurrents.

Foulée blanche : Centre sportif nordique, 38880 Autrans. Tél. : 76-95-37-37.

La traversée du Queyras, c'est, le 26 janvier, 52 km de grand fond à travers le parc régional, départ à La Chapelle, arrivée à Abris.

Traversée du Queyras : Ski Club, 06490 Saint-Véran. Tél. : 92-45-82-28.

Le Grand Raid blanc, c'est le tour du Mont-Blanc par les grandes pentes et en randonnée alpine en partant des Arves la troisième semaine de février. Organisation Thierry Sabine-Alain Gaimard.

Grand Raid blanc : SMA, 84, bd du Montpensier, 75014 Paris. Tél. : 43-36-10-60.

L'Aventure blanche, c'est, du 8 au 11 janvier à Villard-de-Lans, un combiné de conduite sur neige, luge et ski-joring (skieur tracté par une voiture).

Aventure blanche : office du tourisme, 38250 Villard-de-Lans. Tél. : 76-95-10-38.

## Lire

**G**RAND technicien du ski — apprécié au contesté selon les milieux, — Georges Joubert a mis à jour son ancien manuel en intégrant les derniers progrès du matériel et en multipliant les conseils pour apprendre par soi-même dans son *Guide pratique pour mieux skier*.

Ed. Arthaud, 300 pages, nombreuses illustrations. 195 F.

Originaire de Normandie, Pierre Raison n'a plus touché une paire de skis depuis qu'il a découvert la glisse sur un monoski. Il a jeté les bases d'une méthode française de progression, qu'il expose avec de nombreux conseils.

Ed. Denoël, 140 pages illustrées. 140 F.

La rencontre d'un photographe soixante-huitard et d'un Persan sociologue peut donner un résultat vertigineux quand tous deux sont passionnés par le ski-alpinisme : Jean-Pierre Bonfort et Volodia Shashabani racontent, en effet, comment ils ont parcouru les neiges dauphinoises, des pentes les plus douces (Charmant Som) aux couloirs les plus extrêmes (Inférieur).

Ed. Didier Érudition, 160 pages illustrées. 198 F.

Guide de haute montagne, ancien instructeur du centre de formation au secours en montagne, Philippe Bonano a conduit ses clients dans tous les itinéraires de la Tarantaise, ce « royaume du hors-piste ». Il livre son expérience et ses conseils dans un guide qui sera précieux à l'amateur.

Ed. Atlas, 144 pages illustrées. 125 F.

# VACANCES-VOYAGES

## HÔTELS

### Côte d'Azur

06310 BEAULIEU-SUR-MER  
LE VICTORIA\*\*  
80 chambres SDB/WC  
Pension - 1/2 pension - sélect.  
Jardin. Ascenseur. 2 salons TV - Bar.  
Tél. 93-01-02-30. Tél. 47033 F.

### 08500 MENTON

HOTEL DU PARC\*\*\*  
Tél. : 93-57-66-66  
Près mer. Centre ville. Parking.  
Grand jardin. Cuisine réputée.  
Déjeuner sur demande.

### HOTEL MODERNE\*\*NN

Près mer. Sans pension. Tél. 93-57-28-02.  
Réouverture mi-janvier.

### Montagne

05490 ST-VÉRAN (Hautes-Alpes)  
LE VILLARD - Tél. : 92-45-82-08  
Ch. avec cuisinette 2 à 6 pers. Plate fond.  
Janvier à partir 450 F pers./sem.

### Italie

### VENISE

HOTEL LA FENICE  
ET DES ARTISTES  
(près du Théâtre la Fenice)  
5 minutes à pied de la place St-Marc.  
Ambiance intime, tout confort.  
Prix modérés.  
Réservation : 41-32-333 VENISE.  
Tél. : 41-11-50 FENICE I.  
Directeur : Dante Apollonio.

## TOURISME

### LE CRÉT L'AGNEAU

25800 MONTMONT (Deux-Sèvres)  
Tél. 78 87-38-12-87  
FERME DU XVII<sup>e</sup> siècle  
tout confort. Cuisine et pain maison, table  
d'hôte 12 personnes. Janvier. Ski de fond.  
Prix par pers./sem. : à partir de 1 850 F  
et selon période. Parc, complaisance + véhicule  
matériel de ski + accompagnement.

# RÉSIDENCES

PLAGE DU MIDI  
Locations de vacances. Départ gratuit.  
M. Belmont, 34 VALRAS. 67-37-33-94.

COTE D'AZUR  
Mer 600 m. Patis Studios. Parking.  
Pisc. 2 pers. 1100 F/sem. 2 sem. 1715 F.  
4 sem. 2770 F (cf vac. scol.). Promotion  
de 4 à 25% - 5%.

153, boul. Kennedy, 06600 ANTIBES.  
Tél. 93-61-68-30.

# CAMPAGNE MER MONTAGNE

## SUEMA-MALTA

Maisonnette de vacances à louer.  
Appartement, 2 chambres,  
possibilité d'accueillir 5 personnes.

Prix : 36 livres maltaises par semaine.  
Ecrire : Mrs Carmen Vella Mangion  
83, Saint-Mary-Street - SUEMA-MALTA.

## HOCHSCHWARZWALD

### Leriedorf Rübühl

... où les heureux passent leurs vacances  
L'hôtel des gourmets, tout en style  
antique, atmosphère paisible, confort.  
Grande piscine couverte, sauna, matériel,  
bowling, court de tennis.  
Deux pour enfants, magnifiques sentiers  
pédés : en hiver : piste de ski alpin et  
de ski de fond.  
Chambre et petit déjeuner par personne à  
partir de DM 58,50 par jour.  
Schwarzwaldhotel Rübühl  
Am Schwarzwald 6, D-7826 LERIEDORF  
Tél. 1849-7653-02-1.

## SCHWARZWALDHOTEL

### Rübühl

Village de vacances RÜBÜHL  
peut le coop !  
Des bungalows et appartements très bien  
situés dans une région merveilleuse de la  
Forêt Noire et ses environs.  
Ressources, bar à l'hôtel avec cheminée,  
bowling, grande piscine couverte avec jardin,  
sauna, matériel, court de tennis, matériel,  
pour enfants, ping-pong, équitation  
(pour les enfants) : en hiver : ski de fond  
et ski alpin aux environs : voir, planche à  
voile, pêche, court de tennis couvert.  
Prix forfaitaires.  
D-7826 LERIEDORF - Tél. 1849-7653-02-1.  
Sauf de la Forêt Noire.

مکان ازل



## TELEVISION

## Simone Signoret dans « Music-hall »

The show must go on!

LA devise du music-hall anglais, « The show must go on! » (le spectacle doit avoir lieu), que coûte, pourrait être celle de *Music-hall*, le film de Jean-Claude Grumberg, coproduit par Canal Plus et FR3. A double titre. C'est la trame même de cette chronique au jour le jour d'un théâtre de boulevard, calqué sur le théâtre ABC, où tout conspire à la production d'une nouvelle revue, à la veille de la dernière. Et puis, ironie du sort, il s'applique tragiquement à la vedette du film, déjà gravement malade - elle est morte le lendemain du tournage - l'irremplaçable Simone Signoret.

Nous sommes en 1938. Année fatidique. A Vienne, c'est l'Anschluss et les Juifs commencent à quitter l'Autriche. L'un d'eux, Paul Bronnen (Daniel Olbrychski, l'acteur-titche polonais de *Wajda* que nous avons vu dernièrement dans *Marriage blanc*), arrive à Paris, accompagné d'un ami, Rudiger (Georges Claisse), et de sa belle-sœur, Hannah (Laura Morante, nièce de l'écrivain récemment disparu). Ce trio allemand sera engagé par Yvonne Pierre (Simone Signoret), patronne de l'Hotel Thérèse, pour le spectacle de variétés *Foutez-nous donc la paix* qu'elle tente de monter contre vents et marées.

Revue légère sur le pied de nez à la situation internationale et aux bruits de bottes qui s'approchent. « Moi, je n'ai jamais rien compris à la politique, clame Yvonne. Je n'ai rien à foutre d'Hitler, je le monterai quand même, ma revue! ». Pourtant, c'est Yvonne, juive elle-même et montrée secrète au grand cœur, qui viendra au secours des réfugiés, contre l'avis de Guérin (André Dussollier), son dernier « petit ami » en date, qu'elle héberge toujours chez elle.

Après mille péripéties et contretemps, les obstacles se lèvent et la générale s'approche. Coup de théâtre! Le discours de Nuremberg, par lequel Hitler annonce sa renoncement sur les Sudètes en Tchécoslovaquie, suivi des accords de Munich, où Daladier et Chamberlain capitulent devant le Führer, jette les trois Allemands dans l'effroi, alors que les Français se félicitent liement de la paix retrouvée. Paul sera congédié par Yvonne pour refus de « laisser la politique au vestiaire ». Rudiger se suicide et Hannah part pour l'Argentine avec un riche admirateur. La revue est un triomphe.



Le dernier grand rôle de Simone Signoret, « montre sacrée au grand cœur ».

Yvonne a gagné, mais son succès lui coûte un prix.

Ce film a deux personnages-clés. Hitler, indolite mais omniprésent, dans les grimaces et les gesticulations fournissant les ressorts de l'action. Yvonne Pierre, l'âme de l'Hotel Thérèse, excentrique de variété célèbre, qui a décidé, le jour de ses trente-huit ans, que « la limite d'âge, c'est la limite d'âge ». Rôle taillé sur mesure pour Simone Signoret, « casque d'or » d'entre les années 30.

« Tu seras belle! »

Après le succès de *Thérèse Humbert*, Marcel Bluval voulait lui offrir un nouveau grand rôle à la télévision. Mais il fallait lui convaincre. Plongée dans l'écriture de son roman *Adieu Volodia*, il y a deux ans, elle finit par accepter. Et tint sa promesse, malgré la maladie qui devait l'emporter jusqu'au bout. « Oui, elle était malade, dit Marcel Bluval, et elle trahit sa personnalité que de s'apitoyer et de s'apaisantir sur ce sujet. Elle m'avait dit qu'elle avait une angine de poitrine, et je lui avais affirmé: « Tu es belle! ». En effet, elle est magnifique! »

Si le rôle de femme énergique, véritable bête de scène habillée par la passion de son métier, lui va comme un gant,

qu'une histoire de racisme et de lâcheté engendrés par le nazisme n'était pas pour déplaire à la juive, née Kaminker, qu'était Simone Signoret. Ni, du reste, à Jean-Claude Grumberg, fils d'immigrés polonais, ou au sympathisant de *Solidarnosc*, l'acteur polonais Daniel Olbrychski.

Il ne s'agit pas pour autant d'un conte moral où les bons l'emportent sur les méchants. Les personnages, tout en nuances, vivent les mêmes compromissions que nous. Rudiger, embarrassé par ses amis juifs, rêve de redevenir un Allemand comme les autres, et Yvonne, qui rend visite à son vieux rabbin de père en catimini, n'hésite pas à se débarrasser de Paul dès qu'il compromet le succès de sa revue, qui prime sur tout le reste.

Le film est justement attachant parce que contradictoire. Il rend hommage aux immigrés, certes, mais ils seront tous vaincus malgré leur courage. Or, il exalte autant l'admirable et inutile courage des artistes du spectacle, prêts à vivre une illusion éphémère mais incapable de défendre leurs semblables, traqués par la haine et la bêtise. « *Le monde entier est une scène de théâtre* », disait Shakespeare. Ou, plus cyniquement, un théâtre.

ALAIN WOODROW.

« Music-hall », Première partie samedi 4, 20 h 35; lundi 6, 14 h; mercredi 8, 15 h 20; vendredi 10, 10 h 10, sur Canal Plus. Diffusion ultérieure sur FR3.

## Les films de la semaine. Le palmarès de Jacques Sicrier.

VOIR GRAND FILM

## DIMANCHE 5 JANVIER

## Signes extérieurs de richesse

Film français de Jacques Monnet (1983), avec C. Brasseur, J. Balasko, TF 1, 20 h 35 (90 min).

Une inspection des impôts, tirée de *La vieillesse*, vient de donner le ton de la vie d'un vétérinaire qui n'est pas en règle avec l'administration. Amusante comédie de caractère et romance entre deux êtres qui semblent ne jamais devoir s'accorder.

## Le Cerveau maudit

Film américain de Frank Borzage (1940), avec J. Crawford, C. Gable (v.o. sous-titré), A2, 22 h 30 (110 min).

Des forçats, dont l'un est un illuminé, s'évadent d'un bagne de Guyane et partent sur un cargo où se trouve une femme. Ce film d'aventures, longtemps inédit en France, surprend par le thème spirituel, mystique, transformant, peu à peu, l'action. Clark Gable y tient un rôle relativement secondaire.

## LUNDI 6 JANVIER

## Le cerveau

Film français de Gérard Oury (1968), avec J.-P. Belmondo, Bourvil, TF 1, 20 h 35 (100 min).

Un petit escroc français et son compère préparent, en même temps qu'un truand anglais d'envergure, le cambriolage d'un train postal. Comédie policière avec gags minutieux, Belmondo et Bourvil en « pieds nickelés ».

## Le Détective

Film américain de Gordon Douglas (1968), avec F. Sinatra, L. Remick, FR3, 18 h 5 (110 min).

Un policier new-yorkais, enquêtant sur un crime crapuleux, trouve un coupable; mais l'affaire rebondit. Ce film noir revivra, à son époque, à une tradition de dénonciation de la corruption sociale et politi-

## MARDI 7 JANVIER

## Rocky

Film américain de John G. Avildsen (1976), avec S. Stallone, T. Shinn, A2, 20 h 35.

A Philadelphie, un boxeur sans envergure, fils d'émigrés italiens, va trouver sa chance. Illustration exemplaire du mythe américain de la réussite individuelle. Sylvester Stallone est devenu vedette avec ce film aux trois Oscars, qui a fait des petits.

## Autant en emporte le vent

Film américain de Victor Fleming (1939), avec V. Leigh, C. Gable, FR3, 20 h 35 (120 min).

Deuxième partie : La guerre de Sécession se termine. Scarlett se déstabilise pour sauver le domaine familial et finit par épouser Rhett Butler pour son argent. Mais il l'aime. Le Sud à l'époque de la « reconstruction » et le long duel psychologique d'un couple hors du commun. Mise en scène et interprétation parfaitement efficaces.

## MERCREDI 8 JANVIER

## La Belle Captive

Film français de Robbe-Grillet (1982), avec D. Mesquich, G. Lemaire, FR3, 23 h 10 (85 min).

Un homme appartenant à une société secrète, rencontre une fascinante jeune fille, aux mains liées par une chaîne d'or, et apprend, par la suite, qu'elle est morte depuis des années. Jeu en spirale de faux souvenirs, de prémonitions, d'obsessions, d'images mentales. Se laisser aller.

## Jeudi 9 Janvier

Film français de Jean-Marie Poiré (1982), avec Anémone, T. Lhermitte, A2, 20 h 35 (90 min).

Un clochard ivroge, déguisé en père Noël, perturbe la permanence de nuit de SOS Détresse-Amis. Adaptation d'une pièce de la troupe du Splendid. Tourbillon cinématographique irrésistible du comique café-théâtre.

## Vendredi 10 Janvier

Film français de Jacques Becker (1961), avec S. Signoret, S. Reggiani (N.), FR3, 20 h 35 (120 min).

L'histoire d'un ouvrier menuisier et d'une prostituée aux cheveux blancs comme l'or. Loin du folklore crapuleux des bas-fonds 1900, Jacques Becker a pointé la vérité humaine des personnages, leurs sentiments, leurs passions, un milieu social où passe la tragédie. Tout est admirable dans ce film qu'on ne se lasse pas de revoir.

## Samedi

4 janvier

TELEVISION FRANÇAISE

1

8.00 Bonjour la France; 9.00 Casaque et bottes de cuir, magazine; 9.30 Cinq jours en bourse; 9.45 Rediff: le Téméraire; 10.30 Reprise: Les grandes expositions (diff. le 2 janvier); 11.05 Haut-de-gamme, en simultané avec France-Musique; 12.00 Tournez... ménage.

13.00 Journal.

13.50 La séquence du spectateur.

14.20 Série: Marten et ses amis.

15.10 Dessin animé: Martin le petit indien.

15.40 Tiercé en direct de Vincennes.

15.50 Temps X, magazine de la science-fiction.

16.30 Série: Martin et ses amis (rediff.).

17.00 Trente millions d'amis.

18.25 La revue d'actualité magazine de la semaine.

18.35 L'actualité, pas d'accord (INC).

19.00 Les premiers pas.

19.40 Cocorocoboy.

20.00 Journal.

20.35 Tirage au sort.

20.40 Feuilletton: Les colonnes du ciel.

D'après l'œuvre de Bernard Clavel, adapt. J. Pratte, réal. G. Axel, avec J.-P. Baugé, F. Dely, N. Juvet... Dernière épisode: Bisontin, l'histoire d'un paysan au dix-septième siècle.

22.15 Droit de réponse: Journal de presse.

Emission de Michel Polac.

Avec N. Copin (la Croix), D. Jamet (Quotidien Paris), M. Gallo (Matin Paris), J.M. Bouguereau (Libération), P. Benichou (Nouvel Observateur), C. Cabanis (l'Humanité), G. Carreyrou (Europe 1), E. Vindier (RTL), J.-M. Colombant (le Monde), A. Du Roy (l'Evénement du jeudi) et T. Pfister pour une live la Vie quotidienne du temps de l'union à gauche.

0.00 Journal.

0.15 l'heure de la nuit, Les incorruptibles.

ANTENNE 2

2

10.40 Journal des actualités et des manifestations.

11.00 Le journal d'un téléviseur, de L. Urvon, Edition 1933.

12.00 A tout va.

12.45 Journal.

13.25 Série: C'est l'année 1989.

14.15 Révisé A2.

Les mondes engloutis: Téléchat.

14.50 Les jeux du monde.

Football: Auxerre-Monaco; sauts à ski; auto-moto: Paris-Dakar.

17.00 Les aventures de l'aventure.

« Dudd Kool »: descente en kayak de la plus haute rivière du monde.

18.00 Série: L'homme de l'année.

18.50 Jeu: dix mille et plus.

19.10 D'accord, pas d'accord (INC).

19.15 Emissions régionales.

19.40 Jeu: la trappe.

20.00 Journal.

20.35 Variétés: Succès made in France.

Emission de G. Louvin présentée par D. Huet.

Avec C. Hérôme, A. Souche, F. Cabrel...

21.55 Série: Hitchcock présente.

« L'Ange gardien »: rediffusion d'une série montrée les années 60; Hitchcock présente des énigmes réalisées par d'autres.

22.25 Magazine: Les enfants du rock.

Rockline, avec Blancmange, Dépêche Mode, Country, UB40...; Dépêche Mode en concert, en décembre 1984 à Paris; spécial clip: une sélection des meilleurs clips.

FRANCE RÉGIONS

3

13.15 Les actualités de la région de l'Alsace.

15.20 Métiers d'avenir: les microbes au travail.

16.30 Espace 3: Village, vacances, familles.

17.00 Rapports, du ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

18.15 L'actualité 3. Magazine: les actualités de la région.

17.30 Emissions régionale.

Programmes: douze régions, sauf à 18.55.

On verra sur tout le réseau un dessin animé: la Panthère rose; et à 19.55, les recettes de Gil et Julie.

20.05 Disney Channel.

Cocktail: les actualités de la région de l'Alsace.

La grande soirée familiale: les actualités de la région de l'Alsace.

Mickey, Zorro, Donald, et trésors de la soirée, les DTV, les vidéo-clips, montages musicaux de la région de l'Alsace.

les plus grands tubes - vingt dernières - et pour fêter 1986, un tube - à la soirée avec le premier épisode du Dany Croc.

22.00 Journal.

22.25 Feuilletton: Dynastie.

L'identité du père d'Amanda n'est toujours pas révélée, la connaître-t-on un jour?

23.10 Symphonie n° 8 opus 56 en sol majeur, de J. Haydn, par l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. L. Bernstein.

PÉRIPHÉRIE

RTL, 20 h, Les deux font la paire; 21 h, A vous de choisir: le Phare du

bout du monde, film de K. Billington, ou Raid suicide du X 1, film de

W. Graham; 23 h, Récital Véronique Sanson.

TMC, 20 h, Knight Rider; 21 h, Feuilletton: Les oiseaux se cachent

pour mourir; 22 h 40, Monte-Carlo zoom; 23 h, Sky trac.

RTL, 20 h, Le jardin extraordinaire; 20 h 35, La Soupe aux choux, film

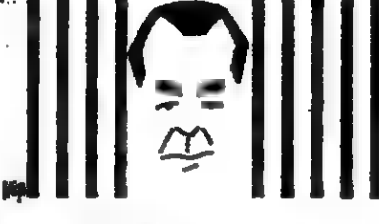
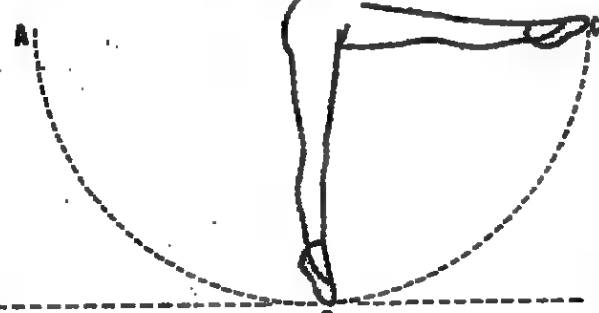
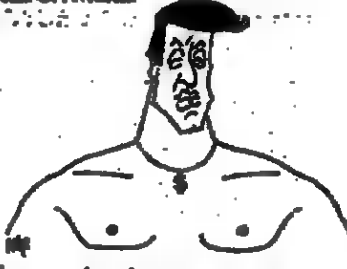

de J. Girault; 22 h 15, Jeu: Le mot de la fin.

TSR, 20 h, Feuilletton: Megay; 20 h 35, Le polar du samedi soir: la

Dame des neiges, film de J. Banaag; 21 h 30, Tintin Turax, private

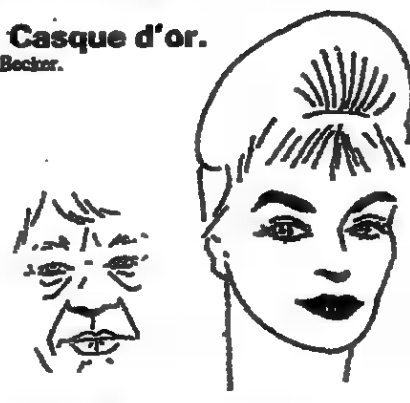
dancer; 23 h, Le film de minuit: Topkapi, de J. Dassin.



	Dimanche 5 janvier	Lundi 6 janvier	Mardi 7 janvier
<b>1</b> TÉLÉVISION FRANÇAISE	<p>8.00 Bonjour la France; 9.00 Emission islamique; 9.15 A Bible ouverte; 10.00 Présence protestante; 10.30 Le jour du Seigneur; 11.00 Messe au centre Zen à Paris, préfacé par Jacques Brel.</p> <p>12.00 Cinquante ans de patrimoine artistique.</p> <p>13.25 Série: Starzky et Hutch.</p> <p>14.20 Alice au pays des merveilles.</p> <p>14.45 Sport dimanche. Tennis: Match des jeunes en direct de Vincennes.</p> <p>17.30 Les amoureux du monde. La nuit est leur royaume, ou une trentaine d'espèces de chauves-souris.</p> <p>18.00 Série: Pour l'amour du risque.</p> <p>19.00 <b>Sept sur sept.</b> Magazine de la semaine de J. Lauzi et Anne Sinclair, présenté cette semaine par Anne Sinclair. Avec M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice.</p>  <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 <b>Signes extérieurs de richesse.</b> Film de Jacques Monnet.</p> <p>22.10 Sports dimanche soir. Actualité de weekend.</p> <p>23.10 Journal.</p> <p>23.25 C'est à lire.</p>	<p>10.30 RFE. 11.15 Antiope 1; 11.45 La Une chez vous; 12.00 Tournez... ménage.</p> <p>13.00 Journal.</p> <p>13.50 Série: Dallas.</p> <p>14.35 La maison de TF1.</p> <p>15.25 <b>Conseils de Nicolas le jardinier, recettes de Cécile Ihme, des idées de loisirs avec Michel Tournier.</b></p> <p>16.25 Témoin: Sophie Loren. D'après le livre de Sophie Loren (réf.). Première partie. La vie de la célèbre actrice italienne où se mêlent rêve, réalité, fiction et histoires autobiographiques.</p> <p>17.00 Les chœurs de l'opéra.</p> <p>17.30 Salut les petits loups (et à 19.10).</p> <p>18.25 Mini-journal pour les jeunes.</p> <p>18.45 Feuilleton: Santa Barbara.</p> <p>19.40 Cocoricochey.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 <b>Cinéma: le Carveau.</b> Film de Gérard Oury.</p> <p>21.00 <b>Etoiles et toiles.</b> Magazine de Martine Josando et Frédéric Mitterrand. Au sommaire, trois reportages: le film Sans toit ni loi d'Agnès Varda avec Sandrine Bonnaire et Macha Méril; Jean-Luc Godard par Jean-Luc Godard; Nikita Michalkov, frère d'Andrei Michalkov Konchalovski.</p> <p>23.25 Journal.</p> <p>23.40 C'est à lire.</p> <p>23.55 RFE.</p>	<p>10.55 Le chemin des écoliers, du CNOP; 11.15 Antiope 1; 11.45 La Une chez vous; 12.00 Tournez... ménage.</p> <p>13.00 Journal.</p> <p>13.50 Série: Dallas.</p> <p>14.35 Transcontinental, magazine des voyages.</p> <p>15.40 Répétée: l'Enfer (diff. à 19 décembre).</p> <p>17.15 La chance aux chansons.</p> <p>17.25 Série: l'Esprit de famille.</p> <p>18.20 Mini-journal pour les jeunes.</p> <p>18.40 Salut les petits loups (et à 19 h 10).</p> <p>18.45 Feuilleton: Santa Barbara.</p> <p>19.40 Cocoricochey.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.30 D'accord, pas d'accord (INC).</p> <p>20.35 Les grands écrans de TF1: Le commandeur Moulin, de C. Bouché, scénario de J. Bouché et Y. Andrieu. Avec Y. Renier, C. Micha, P. Le Pauton (réf.). Le commandeur Moulin, malgré les preuves qui s'accumulent contre le femme de Chertier, directeur de prison, assassin, est décidé à sauver les certitudes.</p> <p>22.05 <b>Document: Barbie.</b> Enquêtes en deux parties, de Ludovic de Hays. Images A. Rosta. Première partie. Une enquête d'espionnage sur le personnage et non sur le film. Deux émissions d'une heure quinze conçues dans la perspective du procès qui s'ouvrira à Lyon l'ancien SS. De son enfance (espionnage aux rafles et séductions sous le R. Reich, jusqu'au conseiller averti des dictatures latino-américaines. Ludovic de Hays a retrouvé, et filmé, ceux et ceux.</p> <p>23.30 Football en salle. Le tournoi international de Paris, en direct du Palais omnisports de Bercy.</p> <p>0.05 Journal.</p> <p>0.20 C'est à lire.</p>
<b>2</b> ANTENNE	<p>9.05 Informations et météo; 9.10 Gym tonie; 9.45 Les chevaux du Tiroir; 10.00 <b>Antenne A2</b>; 11.00 Entrée les artistes.</p> <p>12.45 Journal.</p> <p>13.20 Tout le monde le sait.</p> <p>14.15 Série: Magnum.</p> <p>15.10 L'école des...</p> <p>16.15 Kiosque à musique.</p> <p>17.00 Série: Madame le juge. D'après P. Tournier. Avec Simone Signoret (dénier).</p> <p>18.30 Journal.</p> <p>19.30 Feuilleton: Maguy.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Les enquêtes du commissaire Maigret: Maigret et les braves gens. D'après G. Simenon, adapt. J.-J. Goren, réal. J.-J. Goren. Avec J. Richard, A. Foras, A. de Kozab...</p> <p>22.15 <b>Magazine: Projection privée.</b> Marcel Jouhanou reçoit le philosophe Michel Serres pour parler de l'actualité de la semaine et débordant, bien sûr, sur le monde, la nature, les éléments, le rugby.</p> <p>22.55 Les carnets de la danse. Avec de Martha Graham. De Broadway à la danse moderne, en passant par le néo-classique et les danses populaires.</p>  <p>23.50 Journal.</p> <p>0.15 Bonsoir les clips.</p>	<p>8.45 Témoin; 9.30 Antiope; 10.20 Répétée: Apostrophes; 11.30 Les rendez-vous d'Antenne 2; 11.35 <b>Antenne A2</b>; 12.10 Journal et météo; 12.54 Jeu: L'académie des neufs.</p> <p>12.45 Journal.</p> <p>13.15 Feuilleton: La vallée des papillons.</p> <p>14.00 <b>Un nouveau feuilleton. La saga d'une riche famille</b> dont les membres s'entre-déchirent à la mort du patriarche.</p> <p>14.00 Aujourd'hui la vie.</p> <p>15.00 Les revers de fortune.</p> <p>16.00 Feuilleton: Châteaufort.</p> <p>16.00 Répétée du fameux feuilleton interrompu à la suite de l'accident de Chantal Nobel. Vingt-six épisodes à venir, réalisés par Paul Planchon et Serge Friedman. Avec L. Merenda, C. Nobel, J. Davy.</p> <p>17.30 C'est encore mieux l'après-midi.</p> <p>18.00 Anna et le Roi.</p> <p>18.30 Anna et le Roi.</p> <p>18.30 C'est la vie.</p> <p>18.50 Jeu: Des chiffres et des lettres.</p> <p>19.15 Emissions régionales.</p> <p>19.40 Jeu: La Trappe.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.30 Loto sportif.</p> <p>20.35 Série: Nuits secrètes d'après S. Coen, réal. B. Hain. Avec B. Armstrong, B. Adams, A. Dombasle.</p> <p>22.40 <b>Série: Pays d'octobre, choses vues dans le Mississippi.</b> Réal. Bertrand Tavernier et Robert Parrish. Premier volet d'une série qui en comporte quatre. Oxford, petite ville où Faulkner a passé la plus importante partie de sa vie. Tous les personnages qu'on va rencontrer ont fait de leur vie de romans: journalistes, gardien de cimetières... Discussions à bâtons rompus, un voyage extraordinaire sur la vie ordinaire, une dérive, des rencontres, le blues dans le peau, celui des Noirs du sud des Etats-Unis.</p> <p>23.30 Journal.</p> <p>23.55 Bonsoir les clips.</p>	<p>8.45 Témoin; 9.30 Les rendez-vous d'Antenne 2; 11.35 Les carnets de l'aventure (une client); 12.00 Journal et météo; 12.10 Jeu: L'académie des neufs.</p> <p>12.45 Journal.</p> <p>13.30 Feuilleton: La vallée des papillons.</p> <p>14.00 Aujourd'hui la vie.</p> <p>15.00 C'est par qui le monde arrive. Enquêtes auprès de quelques grands de la couture.</p> <p>16.00 Feuilleton: Châteaufort.</p> <p>16.00 C'est encore mieux l'après-midi.</p> <p>17.30 <b>Antenne A2.</b></p> <p>18.00 Image imagée: C'est chouette; Super doc: Latitudes et Lirel; Téléclap: Les mondes engloutis.</p> <p>18.00 Anna et le Roi.</p> <p>18.30 C'est la vie.</p> <p>18.50 Jeu: Des chiffres et des lettres.</p> <p>19.15 Emissions régionales.</p> <p>19.40 Jeu: La Trappe.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.30 Loto sportif.</p> <p>20.35 <b>Les dossiers de l'écran; cinéma: Rocky.</b> Film de John G. Avildsen.</p>  <p>22.50 <b>Débat: La rage de vaincre, pourquoi, comment?</b> Est-ce seulement l'appât du gain qui attire les jeunes vers le sport de haut niveau? Le sport professionnel n'est-il pas aussi un instrument de promotion sociale? Que se passe-t-il après le temps du succès? Débat avec des sportifs: Marielle Goitschel, Bernard Hinault, Michel Jazy, Jean-Claude Bouttier, Christophe Tiozzo, Luis Fernandez, Martin Trépo, Jean-Pierre Rives.</p> <p>23.15 Journal.</p> <p>23.40 Bonsoir les clips.</p>
<b>3</b> FRANCE RÉGIONS	<p>9.00 Debout les enfants.</p> <p>10.00 Musique.</p> <p>11.00 <b>Antenne A2</b>.</p> <p>11.00 Emissions en langues régionales.</p> <p>15.15 Emissions pour les jeunes.</p> <p>17.30 Décibels.</p> <p>18.00 <b>Rock avec Eurythmics, Vincent Palmer, Sunny Boys, Feargal Sharkey.</b></p> <p>18.00 Culture clip.</p> <p>18.30 <b>Avec Sapho, la chanteuse qui dérange. Un magazine qui bouge, cinéma, mode, théâtre. Signé Daniel Populus.</b></p> <p>18.30 Jeu: Documents secrets. Avec Pierre Ballemer.</p> <p>19.15 Emissions pour les jeunes.</p> <p>19.25 Quelques mots pour le dire, sécurité routière.</p> <p>19.30 RFO hebdo.</p> <p>20.00 Série: Benny Hill.</p> <p>20.35 Les Magnifiques: show Michel Boujenah.</p> <p>20.35 <b>Trois frères: Guigui le coléreuse; Juliet le conciliant; Maxco le lent, aux prises avec une éternelle partie de poker. Un show «magnifique» du comédien révélé par le récent film de Colline Serreau, «Trois hommes et un couffin».</b></p> <p>21.35 Aspects du court-métrage français.</p> <p>21.55 <b>Cinéma de minuit: le Cargo maudit.</b> Film de Frank Borzage (cycle: Hommage à Clark Gable).</p> <p>0.20 Prélude à la nuit.</p> <p>Caprice... d'E. Chabrier, par Annie d'Arco au piano.</p>	<p>16.00 Emissions régionales.</p> <p>Programme autonome des douze régions. Sauf à 16 h 5 où l'on verra sur tout le réseau un film policier de Gordon Douglas: le Tueuse; à 18 h 55, La panthère rose; à 19 h 35, Un journaliste un peu trop voyant.</p> <p>19.55 Dessin animé: les...</p> <p>20.05 Les jeux.</p> <p>20.35 <b>Cinéma: Autant en emporte le vent.</b> Film de Victor Fleming, première partie.</p>  <p>22.20 Journal.</p> <p>22.45 Boîte aux lettres: spécial Jacques Laurent. Emission littéraire de Jérôme Garcia. Prix Goncourt 1971 pour «Béatrice», Jacques Laurent est aussi celui qui a écrit, sous le pseudonyme de Cécil Saint-Laurent, «Caroline chérie». Rediffusion d'une interview de l'écrivain illustrée de documents d'archives, d'extraits de film.</p> <p>23.45 Prélude à la nuit.</p> <p>«Béatrice» de F. Llist par David Northington au piano.</p>	<p>18.00 <b>Télévision régionale.</b> Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17.00, où l'on verra sur tout le réseau: Une vie en chansons; à 17.15 Dynastie; à 18.15 La panthère rose; à 19.35 Un journaliste un peu trop voyant.</p> <p>19.55 Dessin animé: Les entrecroisés.</p> <p>20.05 Les jeux.</p> <p>20.30 D'accord, pas d'accord (INC).</p> <p>20.35 <b>Cinéma: Autant en emporte le vent.</b> Film de Victor Fleming (deuxième partie).</p> <p>22.40 Journal.</p> <p>23.05 Emissions régionales.</p> <p>A chaque région son programme. Un mardi politique pour l'Aquitaine et la Bretagne, du football pour le Midi-Pyrénées-Languedoc-Roussillon; rétrospective de «Bess» en Provence-Côte d'Azur-Corse; divertissements pour la Bourgogne; autour de la bande dessinée à Rouen et Caen; évocation de Maurice Maeterlinck pour la région parisienne; aventure pour Strasbourg, Lyon, Grenoble et Clermont-Ferrand; musique dans le Poitou-Limousin; le peintre Jean Moreau à Nancy et Reims.</p> <p>0.05 Prélude à la nuit.</p> <p>Prélude premier acte: «Werther», de Massenet, par l'Orchestre philharmonique de Louis-Claude, direction M. Soustrot.</p>
<b>PÉRIPHÉRIE</b>	<p>● RTL, 20 h, Homère, film de M. Ritt; 21 h 55, Journal; 22 h 5, Grand écran, magazine du cinéma.</p> <p>● TMC, 20 h, Série: Madame et ses fils; 21 h, Feuilleton: Les oiseaux se cachent pour mourir; 22 h 45, Forum RMC; 23 h 10, Sky trac.</p> <p>● RTL, 20 h 5, Variétés: Brul, un est; 21 h 5, Téléfilm: Oscar et Valentin.</p> <p>● TSN, 20 h, Série: Maître du jeu; 20 h 50, Bernard Haller; 21 h 45, Les grandes familles: le duc de...</p>	<p>● RTL, 20 h, Série: Dynastie; 21 h, le Hémisphère et le Violent, film de P. Létour.</p> <p>● TMC, 20 h, Série: Dynastie; 21 h, Feuilleton: Les oiseaux se cachent pour mourir; 22 h 45, Sky trac.</p> <p>● RTL, 20 h, Ecran-témo: Les Champs de guerre, film de J. Irvin, suivi d'un débat sur les mercenaires.</p> <p>● RTL-TÉLÉ 2, 20 h 5, Le temps retrouvé; 20 h 35, Théâtre Wallon: Dismoué po viler.</p> <p>● TSN, 20 h 15, Spécial cinéma: Guerre et Amour; Intérieurs, films de W. Allen.</p>	<p>● RTL, 20 h, Cinéma: le Succès à tout prix, film de J. Stalinski;</p> <p>● TMC, 20 h, Les deux faces de la paix; 21 h, le Hémisphère et le Violent, film de G. Roy Hill; 23 h, Sky trac.</p> <p>● RTL, 20 h, Billet de faveur: Chérie noire; 21 h, Documentaire: Le Louvre, le plus grand musée du monde.</p> <p>● RTL-TÉLÉ 2, 20 h, Les box; 21 h, Ciné-club (cinéma nippon), Sans soleil, film de C. Meunier.</p> <p>● TSN, 20 h 10, Série: Vice à Miami; 21 h 5, Champs magnétiques: On des Quichotte décide de faire un tour chez nous; 22 h 5, Cadences; 22 h 50, Hockey sur glace.</p>



<b>Mercredi</b> 8 janvier	<b>Jeudi</b> 9 janvier	<b>Vendredi</b> 10 janvier	<b>TÉLÉVISION FRANÇAISE</b> <b>1</b>
<p>10.15 <b>ANTIOPE 1</b> : 10.45 <b>Salut les petits loups</b> ; 11.45 <b>La Une chez vous</b> ; 12.05 <b>Tournez... manège</b>.</p> <p>13.00 <b>Journal</b>.</p> <p>13.50 <b>Vitamine</b> (feuilletons, dessins animés, variétés...)</p> <p>16.05 <b>Série</b> : <b>La petite maison dans la prairie</b>.</p> <p>17.00 <b>La chance aux chansons</b>.</p> <p>17.25 <b>Série</b> : <b>L'Esprit de famille</b>.</p> <p>18.25 <b>Mini-journal pour les jeunes</b>.</p> <p>18.40 <b>Salut les petits loups</b> (et à 19 h 10).</p> <p>18.45 <b>Feuilleton</b> : <b>Santa-Barbara</b>.</p> <p>19.30 <b>L'été sportif</b>.</p> <p>19.40 <b>Cocoricocoboy</b>.</p> <p>19.53 <b>Tirage du Téo-O-Tao</b>.</p> <p>20.00 <b>Journal</b>.</p> <p>20.30 <b>Tirage du Loto</b>.</p> <p>20.40 <b>Feuilleton</b> : <b>Arsène Lupin</b>. D'après l'œuvre de Maurice Leblanc, adapt. C. Brulé, J.-P. Decourt, avec G. Descrières, Y. Bouchard, R. Carel... Un banquier vient d'acheter un diamant royal. On le retrouve...</p> <p>21.35 <b>Document</b> : <b>Barbie</b>. Enquête en deux parties de L. de Hoyos. Images A. Ratin. Deuxième volet de l'enquête sur le personnage Barbie, ancien SS, qui attend son procès à Lyon. Un travail considérable pour retrouver témoins, lieux et gens.</p> <p>22.35 <b>Performances</b>. Magazine d'actualités animées de M. Carlier. Invité : Ugo Tognazzi, comédien italien pour sa participation à partir du 14 janvier à la pièce de <b>Théâtre</b> - <b>Ma Personne</b> en quête d'auteur. Le <b>Journal</b> enquête sur lui et collants <b>Carte</b> la presse junior, âgé de quatorze ans. Julien crée un journal. Du rêve de la génération beat.</p> <p>23.15 <b>Journal</b>.</p> <p>23.30 <b>C'est à lire</b>.</p>	<p>11.15 <b>ANTIOPE 1</b> ; 11.45 <b>La Une chez vous</b> ; 12.02 <b>Tournez... manège</b>.</p> <p>13.00 <b>Journal</b>.</p> <p>14.35 <b>Documentaire</b> : <b>Les animaux du monde</b>. Des îles et des oiseaux.</p> <p>15.05 <b>Le Palais du facteur Cheval</b> (redif.). Une réflexion sur la création populaire, réalisée par un quartet en direct de Vincennes.</p> <p>16.30 <b>A cœur ou à raison</b>. Rediffusion de l'émission - <b>A bout de bras</b> - de Raymond Devos, entouré d'amis, parle de la vie, de la mort. Ses sketches aussi.</p> <p>17.00 <b>La chance aux chansons</b>.</p> <p>17.25 <b>Série</b> : <b>L'Esprit de famille</b>.</p> <p>18.25 <b>Mini-journal pour les jeunes</b>.</p> <p>18.40 <b>Salut les petits loups</b> (et à 19 h 10).</p> <p>18.45 <b>Feuilleton</b> : <b>Santa-Barbara</b>.</p> <p>19.40 <b>Cocoricocoboy</b>.</p> <p>20.00 <b>Journal</b>.</p> <p>20.30 <b>Tirage du Loto</b>.</p> <p>21.50 <b>Document</b> : <b>Barbie</b>. Enquête en deux parties de L. de Hoyos. Images A. Ratin. Deuxième volet de l'enquête sur le personnage Barbie, ancien SS, qui attend son procès à Lyon. Un travail considérable pour retrouver témoins, lieux et gens.</p> <p>22.35 <b>Performances</b>. Magazine d'actualités animées de M. Carlier. Invité : Ugo Tognazzi, comédien italien pour sa participation à partir du 14 janvier à la pièce de <b>Théâtre</b> - <b>Ma Personne</b> en quête d'auteur. Le <b>Journal</b> enquête sur lui et collants <b>Carte</b> la presse junior, âgé de quatorze ans. Julien crée un journal. Du rêve de la génération beat.</p> <p>23.15 <b>Journal</b>.</p> <p>23.30 <b>C'est à lire</b>.</p>	<p>10.55 <b>La cheminée</b> : émission du CNOP ; 11.15 <b>ANTIOPE 1</b> ; 11.30 <b>La Une chez vous</b> ; 12.02 <b>Tournez... manège</b>.</p> <p>13.00 <b>Journal</b>.</p> <p>13.50 <b>Vitamine</b> (feuilletons, dessins animés, variétés...)</p> <p>16.05 <b>Série</b> : <b>La petite maison dans la prairie</b>.</p> <p>17.00 <b>La chance aux chansons</b>.</p> <p>17.25 <b>Série</b> : <b>L'Esprit de famille</b>.</p> <p>18.25 <b>Mini-journal pour les jeunes</b>.</p> <p>18.40 <b>Salut les petits loups</b> (et à 19 h 10).</p> <p>18.45 <b>Feuilleton</b> : <b>Santa-Barbara</b>.</p> <p>19.40 <b>Cocoricocoboy</b>.</p> <p>20.00 <b>Journal</b>.</p> <p>20.30 <b>Tirage du Loto</b>.</p> <p>21.50 <b>Document</b> : <b>Barbie</b>. Enquête en deux parties de L. de Hoyos. Images A. Ratin. Deuxième volet de l'enquête sur le personnage Barbie, ancien SS, qui attend son procès à Lyon. Un travail considérable pour retrouver témoins, lieux et gens.</p> <p>22.35 <b>Performances</b>. Magazine d'actualités animées de M. Carlier. Invité : Ugo Tognazzi, comédien italien pour sa participation à partir du 14 janvier à la pièce de <b>Théâtre</b> - <b>Ma Personne</b> en quête d'auteur. Le <b>Journal</b> enquête sur lui et collants <b>Carte</b> la presse junior, âgé de quatorze ans. Julien crée un journal. Du rêve de la génération beat.</p> <p>23.15 <b>Journal</b>.</p> <p>23.30 <b>C'est à lire</b>.</p>	<b>TÉLÉVISION FRANÇAISE</b> <b>1</b>
<p>12.45 <b>Journal</b>.</p> <p>13.30 <b>Feuilleton</b> : <b>la Vieille des peupliers</b>.</p> <p>14.00 <b>Téléfilm</b> : <b>le Juge et le Pion</b>.</p> <p>14.30 <b>Nécé A 2</b>.</p> <p>15.00 <b>Les Schtroumpfs</b> ; <b>les Pouilles</b> ; <b>Clémentine</b> ; <b>Flip Bouc</b>.</p> <p>16.00 <b>Magazine</b> : <b>Terre des hommes</b>.</p> <p>17.00 <b>Super Platiné</b>.</p> <p>17.30 <b>Brian Ferry</b>, Jean-Pierre Mader, Madama, Sophie Marceau, The Prophet, Supertramp.</p> <p>18.00 <b>Série</b> : <b>Anna et le roi</b>. Rediffusion d'un feuilleton célèbre des années 70.</p> <p>18.30 <b>C'est la vie</b>.</p> <p>18.50 <b>Les journaux scolaires</b>.</p> <p>19.10 <b>Jeu</b> : <b>Des chiffres et des lettres</b>.</p> <p>19.15 <b>D'accord pas d'accord (INC)</b>.</p> <p>19.25 <b>Emissions régionales</b>.</p> <p>19.40 <b>Jeu</b> : <b>la Trappe</b>.</p> <p>20.00 <b>Journal</b>.</p> <p>20.35 <b>L'heure de vérité</b> : <b>Laurent Fabius</b>. Magazine de P.-H. de Virieu. La première ministre répond aux questions de P.-H. de Virieu, A. Duhamel, A. du Roy, P. et à des téléspectateurs.</p> <p>21.55 <b>Magazine</b> : <b>Midi</b>, Je. De B. Bouthier. Au sommaire : <b>...un sujet bien délicat, qui fait fureur aux USA</b> ; <b>cameraman</b> (portraits de ceux qui rapportent des quatre coins du monde des images de toute sorte) ; <b>gay-bis</b> (comment faire de l'argent avec l'homosexualité ?) ; <b>Parlo-cuillette</b> (comment ramasser des plantes sauvages à Paris ?) ; <b>vidéo-enfants</b> (des caméras au poing).</p> <p>22.50 <b>Histoires courtes</b>. « Johnny entre cœur et jardin », de A. Bouchaud ; « les Yeux », de P. Dewolf.</p> <p>23.20 <b>Journal</b>.</p> <p>23.45 <b>Bonsoir les clips</b>.</p>	<p>12.45 <b>Journal</b>.</p> <p>13.30 <b>Feuilleton</b> : <b>la Vieille des peupliers</b>.</p> <p>14.00 <b>Téléfilm</b> : <b>le Juge et le Pion</b>.</p> <p>14.30 <b>Nécé A 2</b>.</p> <p>15.00 <b>Les Schtroumpfs</b> ; <b>les Pouilles</b> ; <b>Clémentine</b> ; <b>Flip Bouc</b>.</p> <p>16.00 <b>Magazine</b> : <b>Terre des hommes</b>.</p> <p>17.00 <b>Super Platiné</b>.</p> <p>17.30 <b>Brian Ferry</b>, Jean-Pierre Mader, Madama, Sophie Marceau, The Prophet, Supertramp.</p> <p>18.00 <b>Série</b> : <b>Anna et le roi</b>. Rediffusion d'un feuilleton célèbre des années 70.</p> <p>18.30 <b>C'est la vie</b>.</p> <p>18.50 <b>Les journaux scolaires</b>.</p> <p>19.10 <b>Jeu</b> : <b>Des chiffres et des lettres</b>.</p> <p>19.15 <b>D'accord pas d'accord (INC)</b>.</p> <p>19.25 <b>Emissions régionales</b>.</p> <p>19.40 <b>Jeu</b> : <b>la Trappe</b>.</p> <p>20.00 <b>Journal</b>.</p> <p>20.35 <b>L'heure de vérité</b> : <b>Laurent Fabius</b>. Magazine de P.-H. de Virieu. La première ministre répond aux questions de P.-H. de Virieu, A. Duhamel, A. du Roy, P. et à des téléspectateurs.</p> <p>21.55 <b>Magazine</b> : <b>Midi</b>, Je. De B. Bouthier. Au sommaire : <b>...un sujet bien délicat, qui fait fureur aux USA</b> ; <b>cameraman</b> (portraits de ceux qui rapportent des quatre coins du monde des images de toute sorte) ; <b>gay-bis</b> (comment faire de l'argent avec l'homosexualité ?) ; <b>Parlo-cuillette</b> (comment ramasser des plantes sauvages à Paris ?) ; <b>vidéo-enfants</b> (des caméras au poing).</p> <p>22.50 <b>Histoires courtes</b>. « Johnny entre cœur et jardin », de A. Bouchaud ; « les Yeux », de P. Dewolf.</p> <p>23.20 <b>Journal</b>.</p> <p>23.45 <b>Bonsoir les clips</b>.</p>	<p>12.45 <b>Journal</b>.</p> <p>13.30 <b>Feuilleton</b> : <b>la Vieille des peupliers</b>.</p> <p>14.00 <b>Téléfilm</b> : <b>le Juge et le Pion</b>.</p> <p>14.30 <b>Nécé A 2</b>.</p> <p>15.00 <b>Les Schtroumpfs</b> ; <b>les Pouilles</b> ; <b>Clémentine</b> ; <b>Flip Bouc</b>.</p> <p>16.00 <b>Magazine</b> : <b>Terre des hommes</b>.</p> <p>17.00 <b>Super Platiné</b>.</p> <p>17.30 <b>Brian Ferry</b>, Jean-Pierre Mader, Madama, Sophie Marceau, The Prophet, Supertramp.</p> <p>18.00 <b>Série</b> : <b>Anna et le roi</b>. Rediffusion d'un feuilleton célèbre des années 70.</p> <p>18.30 <b>C'est la vie</b>.</p> <p>18.50 <b>Les journaux scolaires</b>.</p> <p>19.10 <b>Jeu</b> : <b>Des chiffres et des lettres</b>.</p> <p>19.15 <b>D'accord pas d'accord (INC)</b>.</p> <p>19.25 <b>Emissions régionales</b>.</p> <p>19.40 <b>Jeu</b> : <b>la Trappe</b>.</p> <p>20.00 <b>Journal</b>.</p> <p>20.35 <b>L'heure de vérité</b> : <b>Laurent Fabius</b>. Magazine de P.-H. de Virieu. La première ministre répond aux questions de P.-H. de Virieu, A. Duhamel, A. du Roy, P. et à des téléspectateurs.</p> <p>21.55 <b>Magazine</b> : <b>Midi</b>, Je. De B. Bouthier. Au sommaire : <b>...un sujet bien délicat, qui fait fureur aux USA</b> ; <b>cameraman</b> (portraits de ceux qui rapportent des quatre coins du monde des images de toute sorte) ; <b>gay-bis</b> (comment faire de l'argent avec l'homosexualité ?) ; <b>Parlo-cuillette</b> (comment ramasser des plantes sauvages à Paris ?) ; <b>vidéo-enfants</b> (des caméras au poing).</p> <p>22.50 <b>Histoires courtes</b>. « Johnny entre cœur et jardin », de A. Bouchaud ; « les Yeux », de P. Dewolf.</p> <p>23.20 <b>Journal</b>.</p> <p>23.45 <b>Bonsoir les clips</b>.</p>	<b>ANTENNE</b> <b>2</b>
<p>17.00 <b>Une vie en chansons</b> : <b>Luis Mariano</b>. Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions. Sauf à 17 h où l'on verra sur tout le réseau « Quand les pincesaux s'en mêlent » ; à 17.30, Edgar le détective cambrioleur ; à 18.55, la Panthère rose ; à 19.35, Un journaliste un peu trop voyant.</p> <p>19.55 <b>Dessin animé</b> : <b>les Entrecatchés</b>.</p> <p>20.05 <b>Les Jeux</b>.</p> <p>20.35 <b>Magazine</b> : <b>la Belle Captive</b>. Au nom de l'amour : Bonjour dimanche. Magazine de P. Bellemare et J.-P. Rouland. Avec Jean-François Six, président de l'Union des associations de lutte contre les solitudes.</p> <p>21.40 <b>Feuilleton</b>. Magazine de la mer de Georges Pernoud. Mini-copies : maxi-milles, de D. Vadel et G. Nevers : trois équipages ont concrétisé un vieux rêve : traverser l'Atlantique pour aller de Brest à la Guadeloupe.</p> <p>22.25 <b>Journal</b>.</p> <p>23.10 <b>Cinéma</b> : <b>la Belle Captive</b>. Film de Robbe-Grillet. Prétendu à la nuit.</p> <p>0.25 <b>Variations</b> : <b>la Belle Captive</b> de M. Carcassi, par Alexandre Lagoya à la guitare.</p>	<p>17.00 <b>Télévision régionale</b>. Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17.30, où l'on verra sur tout le réseau « Quand les pincesaux s'en mêlent » ; à 17.30, Edgar le détective cambrioleur ; à 18.55, la Panthère rose ; à 19.35, Un journaliste un peu trop voyant.</p> <p>19.55 <b>Dessin animé</b> : <b>les Entrecatchés</b>.</p> <p>20.05 <b>Les Jeux</b>.</p> <p>20.35 <b>Magazine</b> : <b>la Belle Captive</b>. Au nom de l'amour : Bonjour dimanche. Magazine de P. Bellemare et J.-P. Rouland. Avec Jean-François Six, président de l'Union des associations de lutte contre les solitudes.</p> <p>21.40 <b>Feuilleton</b>. Magazine de la mer de Georges Pernoud. Mini-copies : maxi-milles, de D. Vadel et G. Nevers : trois équipages ont concrétisé un vieux rêve : traverser l'Atlantique pour aller de Brest à la Guadeloupe.</p> <p>22.25 <b>Journal</b>.</p> <p>23.10 <b>Cinéma</b> : <b>la Belle Captive</b>. Film de Robbe-Grillet. Prétendu à la nuit.</p> <p>0.25 <b>Variations</b> : <b>la Belle Captive</b> de M. Carcassi, par Alexandre Lagoya à la guitare.</p>	<p>17.00 <b>Télévision régionale</b>. Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17.30, où l'on verra sur tout le réseau « Quand les pincesaux s'en mêlent » ; à 17.30, Edgar le détective cambrioleur ; à 18.55, la Panthère rose ; à 19.35, Un journaliste un peu trop voyant.</p> <p>19.55 <b>Dessin animé</b> : <b>les Entrecatchés</b>.</p> <p>20.05 <b>Les Jeux</b>.</p> <p>20.35 <b>Magazine</b> : <b>la Belle Captive</b>. Au nom de l'amour : Bonjour dimanche. Magazine de P. Bellemare et J.-P. Rouland. Avec Jean-François Six, président de l'Union des associations de lutte contre les solitudes.</p> <p>21.40 <b>Feuilleton</b>. Magazine de la mer de Georges Pernoud. Mini-copies : maxi-milles, de D. Vadel et G. Nevers : trois équipages ont concrétisé un vieux rêve : traverser l'Atlantique pour aller de Brest à la Guadeloupe.</p> <p>22.25 <b>Journal</b>.</p> <p>23.10 <b>Cinéma</b> : <b>la Belle Captive</b>. Film de Robbe-Grillet. Prétendu à la nuit.</p> <p>0.25 <b>Variations</b> : <b>la Belle Captive</b> de M. Carcassi, par Alexandre Lagoya à la guitare.</p>	<b>FRANCE RÉGIONS</b> <b>3</b>
<p>● RTL, 20 h, Les routes du paradis ; 21 h, Caroline chérie, film de R. Potier.</p> <p>● TMC, 20 h, Falcon Crest ; 21 h, Téléfilm : <b>la Vie d'homme</b> ; 22 h 45, Sky Trax.</p> <p>● RTB, 20 h, Au nom de la loi (magazine de la justice) ; 21 h, Série : Miami Vice ; 21 h 45, Coup de fil ; 22 h 55, Cargo de nuit.</p> <p>● RTB-TELE 2, 20 h, Caméra sports.</p> <p>● TSR, 20 h 10, Le défi : Jean-Marie Le Pen à Jacques Barillon ; 21 h 55, The Pointer Sisters.</p>	<p>● RTL, 20 h, Le petit docteur ; 21 h, le Flambeur, film de K. Raiz.</p> <p>● TMC, 20 h, Série : Espion mobile ; 21 h, Zardoz, film de J. Boorman ; 22 h 55, Sky Trax.</p> <p>● RTB, 20 h, Avant-veille : le Salon de l'auto ; 21 h 25, A nos amours, film de M. Fialat ; 22 h 5, Le monde du cinéma.</p> <p>● RTB-TELE 2, 20 h, Histoire (la collaboration : Belges, bon gré, mal gré).</p> <p>● TSR, 20 h 10, Temps présent : La retraite des vainqueurs ; 21 h 15, Série : Dynastie.</p>	<p>● RTL, 20 h, Falcon Crest ; 21 h, Hill street blues ; 22 h 5, Babu, film de M. Bolognini.</p> <p>● TMC, 20 h, Falcon Crest ; 21 h, Téléfilm : Vacances au val ; 22 h 55, film de la nuit : Mourir à Mingozzi.</p> <p>● RTB, 20 h 5, Feuilleton : Shogun ; 21 h, Grand écran (Philippe Noiret) : la Guerre de Murphy, film de P. W. Wain.</p> <p>● RTB-TELE 2, 20 h, Les établissements scientifiques nationaux (la bibliothèque royale Albert-1<sup>er</sup>) ; 21 h, Écritures, magazine du livre ; 21 h 30, Vidéographie.</p> <p>● TSR, 20 h 10, Tell quel ; 20 h 45, Fitzcarraldo, film de W. Herzog ; 23 h 30, Oleg Popov, clown.</p>	<b>PÉRIPHÉRIE</b>













Blancs : V. Malanouch.  
Noirs : A. Ivanov.  
Défense ouest-indienne.

### NOTE

a) ■■■ préfère 5. Dc2 ■■■ les suites possibles 5... Fb7; 6. a3, Fxg3+; 7. Dxc3, d6; 8. e3, Cb-d7; 9. b4, 0-0; 10. ■■■ (Miles-Anderson, Wijk-aan-Zee, 1981) ou 8. b4, Cb-d7; ■■■ Fb2, Cc4; 10. Dc2, Cd-f6; 11. h3 (Miles-Timman, Wijk-aan-Zee, 1981). La par-

ti Porouch-Tscham (marché de Mühlvi-  
 1933) présente un grand intérêt  
 7. Ftd. q. s. Fg3. C67. s. Fgs. h.  
 10. d5f. exd5 : 11. exd4. Fg3+  
 12. Fg3. 13. exd4. Cx3+  
 14. Dn3. F7. 15. h4. s8. C67.  
 F55 : 17. f4. f4s : 18. D15. D57.  
 19. Dn3. R48 : 20. s4. D4. T18.  
 a) Ou bien 7... s. Fg3. C64 :  
 9. Dc7. Fg3+ 10. Fg3. Cx3 ou 10.  
 c) Une position comme dans la conti-  
 nuation usuelle est 8... d6 : 9. F3. C67 :  
 7d7 : 10... F4. A noter sur 8... d6 la  
 réponse ... Cd2.  
 d) Une ... idée, qui ... facili-  
 té à l'égard des blancs, sans que l'ac-  
 tion soit ...  
 ... Borowsky de Birmingham,  
 1926, dans laquelle Alekhine trouve, sur  
 l'échiquier, ... position similaire,  
 ce moyen ... l'échanger : F ...  
 case blanche afin d'affaiblir d'avanta-  
 tage la configuration ... un peu inter-  
 médiaire de l'aile ...  
 e) ... craindre 10... Fg3 :  
 11. Tg1. g5 : 12. Fg3. Fb7 : 13. Fd5.  
 f) Maintenant ... 10... d6. 11. Ff4  
 action le plus

13. Si1... end4: 12. end4, Fxg2:  
 13. Tpl, Fv7: 14. Fxv7, d6: 15. Fxb5 et  
 16. Dd4+ sur c2: 17. Dv7.  
 17. Si1... Cc6: 13. Dv4.  
 11. Affin  contre-j3  
 gencet après 17. 0-0-0, b5.  
 j) Regagner la case b2?  au  
 jour a4-5.  
 k) L'avance du pion a 4 si serait  
 risquée, les Blancs pouvant capturer ce  
 pion par Dv1, Tbl, Tbl, Cb1.  
 l) Une C1 strange qui va mainte-  
 nant la case b5 et la case d6.  
 m) Intéressant l'avance f5-f4.  
 n) Et non 29. Cc3, Dv7. Les Blancs  
 menacent 30. d4x5, d6x5: 31. Cc7f,  
 Cc7g: 32. .  
 o) Si 31... h4x5: 32. Txd7.  
 p) L'ouverture du fil d'aine, favorable  
 aux Blancs.  
 q) Il y a une  contre la  
 menace 42. Dd5+ et 43. Dh1+.

L'arrivage matériel des Blancs ne peut être mis en relation avec par un processus paradoxal. Après 1. T67, 62 : 2. R66, R67 ; 3. R65, R68 ; 4. a6, R67 et (en 6. a6) ; Tal : 5. T62, T63 ; 6. T67 suivi de 7. C46) ; 5. a5, R68 les Blancs ne peuvent gagner : 6. a6, T67 ; 7. T62, T63 et le pion g7 tombe : 8. T67, T67 ; 9. T67, T67. Il faut remarquer que les Blancs ne peuvent gagner parce qu'ils ont le pion g7.

1. T67T un premier coup surprenant, 42 (en 1. Tal : 2. T67, T64 ; 3. R66, T67 ; 4. a6 et les Blancs ont un gain évident) ; 2. T67T (2. T67 permet aux Noirs de se sauver : 2. R67 ; 3. T62, R16) maintiennent les Blancs qui ont perdu un temps (1. T67) reviennent à la première variante (1. T67) après 42 : 2. R67 ; 3. R67 ; 4. R65 (en non 4. a6) ; Tal, R67 ; 5. a5 et (en non 5. a5, T67 ; 7. a6, Tal : 8. T62, T63.

La différence avec la variante initiale réside dans la position du R noir en a7 et non plus en g6.

3. T62, R16 ; 4. C46, T67 ; 11. C68 et les Blancs :

BLANCS (3) : Rd2, Ff3, Ph6.  
NOIRS (6) : Rb1, Ta1, Pa3, b2, g5, h7.

**CLAUDE LEMOINE.**

Il est important pour une convention de ne pas faire une confusion. C'est le cas de la « Truscar » car elle est à 2 SA, ce qui est assez inhabituel pour que le partenaire se rende compte qu'il s'agit d'une convention.

♠V963  
 ♥V1084  
 ♦AD4  
 ♣D5

♠AD84	N	♠R5
♥7	O	♥652
♦RV82	E	♦1065
♣R1042	S	♣V9873

♠1072  
 ♥ARD93  
 ♦973  
 ♣A6

Asp. : S. donn. Pers. vuln.  
 Sud Ouest Nord Est  
 Havas X... Cook Y...  
 1♥ contre 2SA passe  
 4♥ passe  
 Ouest a enlevé le 2 de Trèfle  
 pour la Dame, le 8 et le 6. Le déclarant  
 a fait            en            fois au  
 (Ouest            un

Trèfle ■ un Carreau) ■ il ■ joué le 2 ■ Pique ■ lequel Ouest a cru bon ■ mettre la Dame et Est le 5. Ouest ayant contre-attaqué le 8 de Carreau, ■ Havas, ■ Sud, a-t-il gagné QUATRE ■ L'ES

**Réponse :**

Il n'est pas nécessaire que l'impasse au 11<sup>ème</sup> de Carreau réussisse, ensuite il faudra ne perdre que deux Piques, ce qui est facile, car il suffit qu'Est, qui a sioncé, ait le "bon" honneur (le Pique) (sa force Ouest aurait le Pique), n'ait que deux Piques (l'origine comme le Pique ne nous donne. Après avoir tiré la Dame de Carreau, le déclarant a tiré l'As de Trèfle et l'As de Carreau et il se réjouit Carreau sans se préoccuper de l'adversaire qui prendrait !

Il se fait, Ouest pri et il continue l'As de Trèfle, il suit Roi et l'As de Pique, il se réjouit Trèfle. L'Australien Georges Huetzel a déclaré que le 10<sup>ème</sup> de Pique et le bon coup.

On m'a dit que, pour qu'un squeeze à Pique-Carreau puisse réussir, il faudrait que Ouest ait R, V, 10 à Carreau (ou cinq Carreaux) et que le flanc ne rejoue pas Carreau, mais Trèfle.

Les Américains Hammam, Wolff, Stansby, Martel, Pender et Ross, qui avaient remporté de justesse (de 9 IMPs seulement) la deuxième finale Championnat du monde féminin des Américains, ont largement battu les Américains en finale au score d'un match sur deux. Ils ont été parfois peu convaincants, mais le jeu de la carte brillant.

♠A984  
♠A1065  
♠A7  
♠R732  
♠E783  
♠R43  
♠42

♠V1065  
♥V9  
♣V75  
♦RD106

♦RD2  
♣R9642  
♣R9642

Qu'est ayant enamé le 5 de Carreau, comment Wolff. ■ Sud, a-t-il gagné ce PETIT CHELEM A CARREAU ■ ■ ■ défense ?

Note ■ les enchères.

Hammam ■ Wolff ■ considérez de la défense.

d'après depuis des années

meilleures paires mondiales

depuis longtemps ils se sont entraînés à jouer une variante du Tréfle espagnol avec Bleu, puis Orange. Mais le résultat ici aurait été négatif si Ouest avait entamé le Roi ♠ Trèfle.

des systèmes

Trèfle fort, voici treize enchères Nord-Sud.

Ouest	Nord	Est	Sud
Berger	Hannan	Meini	Wolff
Passe	1♣	passe	1
Passe	2♣	passe	2
Passe	3♣	passe	3♣
Passe	4♣	passe	4♣
Passe	5♣	passe	5♣
Passe	6♣	passe	passe

L'ouverture de « 1 Trèfle » promettait au moins 17 points et la réponse de « 1 Carreau » était semi-positive (la réponse de « 1 Cœur » étant négative). Les enchères deviennent naturelles au deuxième tour et se transforment en cue.

**COURRIER  
DES LECTEURS**

« Je jouais avec le mort, écrit D... », on m'a comploté de chute plus pour que je tisse la fin du coup. Je pouvais le faire ? »

Rien ! la renonce - ée comisse la douzième levée. Ajoutons que, si il la levée de la renonce, c'est notre camp - e advenance que j'ai fait le pli, ce n'est pas une levée, mais deux levées de chute qu'il fallait ajouter.

**PHILIPPE BRUGNON.**

Le Festival de Cannes chaque année se rend chez les mangeurs à partir de 10 h au Palais des sports de l'esprit qui y rencontreront : tapeteurs de carton, pousseurs de bois, tireurs de « caramels » et autres joueurs en décadence. Les scabreux seront à 16 h : défi de Michel Duguer contre les autres ; à 17 h, le RMC ; à 18 h, l'air ; à 19 h, le vendredi 14 à 20 h 30, et enfin tout comatologue en cinq manches disputés les samedi 15 et dimanche 16. Les inscriptions : prises par la FFSC, 96, bd Péreire, 75017 Paris, et les réservations d'hôtel (prix congrus), par l'Office du tourisme, Nouveau Palais des

L'exercice d'aujourd'hui fera appel à vos dons combinatoires, mais aussi à vos souvenirs de cinéphile : les sept tirages proposés correspondent à un mot tiré partie d'un titre primé, jadis ou naguère, en France ou à l'étranger. Nous vous

---

N°	TIRAGE	SOLUTION	RÉF.	PTS
1	BOUMASE			
2	DRAWIO	EMBOUAS (a)	H 2	76
3	USNLMTÉ	AVODIRES (b)	A 4	92
4	TTRNAGE	SIMULENT	E 7	68
5	URRPESB	ERGOTANT	E 8	86
6	R+TEEHNA	SUPERBE	B 8	74
7	ATXEEON	HAVERENT	B 6	36
8	AON+FRIB	TAXEE	J 4	74
9	QA+ZEERL	FNIR	A 4	26
10	KPTUESN	LIEZ	D 12	54
11	UEN+MOVA	KEPIS	G 7	59
12	MOUN+YCL	AVEZ	E 5 A	48
13	UM+FAVS	ENCLQ (S)	H 3	30
14	M4+NUGWC	FLA(1)S	H 10	88
15	MUUC+IEE	WON	A 4	40
16	IMU+ILEA	JACEE	G 13	25
17	ETUL+RG	AME	C 13	20
18	TOODLHA	OLIGURIE (c)	N 8	72
19	DOA+EQUA	HOTEL	E 5 K	27
20	DOA+IBS	CAQUE	L 8	28
21	DOAD	ICAQUES	L 7	31
22	DA	YOD	L 2 H	20
		DA	A 11	18
				1025

Sur la grille, les lettres sont désignées par une lettre de A à Z : les colonnes, par un numéro de 1 à 15. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, il est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un chiffre signifie que le reliquat du tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes. Le dictionnaire en vigueur est

offrons ■ plus le ■ du réalisateur  
et ■ date du ■. A vous ■ trouver  
le titre. Exemple : avec le tirage FI,  
Anderson, 1969, ■ devez trouver

(b) **DEVORAIS** perd points.  
(c) fait d'uriner

1. AALOPRST, Delannoy, 1946 :
2. ACEILMR, De Sica, 1951 :
3. EEGINRSU, Wyler, 1957 :
4. ABCEENS, Colpi, 1961 :
5. AEEGMRS, Posey, 1971 :
6. EEIORRVU, Pietri, 1972 :
7. ABMORTU, Schlöndorff, 1979.

(Solutions au fin d'article.)

**MICHEL CHARLEMAGNE.**

(a) v.i., ~~mettre~~ un feu ~~à~~ mine avec  
de la boue.

Charlemagne, FFSc, Pereira,  
1917 Paris.

I. Tout a l'air d'actualité même si  
ne s'agit pas d'une chaude actualité.  
- II. On l'a gardé au cœur. Plein  
de ruse. - III. Ne gardera pas  
le cœur. On lui conseille plus  
de faire la guerre que de faire l'amour.  
- IV. Invente des exhibitions.  
l'histoire, se répète. - V. Privilège  
la tête. Produit du meilleur et du  
pire. - VI. Ne peut difficilement  
le chaud. Donne une proportion  
convenable. - VII. Sans diffé-  
rentiel d'esprit. - VIII. Ce  
n'est pas la vraie  
- IX. Toujours belles quand  
est mont. Elle fait penser au ciel.  
- X. Remettra sur pied. Dans l'au-  
tre.

[illegible]

**SOLUTION DU N° 388**

Horizontalement  
I. Blanchisserie. - II. Eucalyptus.  
La. - III. ~~Américain~~. -  
IV. ~~La~~. - V. Ur. Oings.  
Dina. - VI. Eif. Usure. - VII. Can-  
tine. Tinto. - VIII. Onguent. Léon.  
- IX. ~~Mar~~. III. Ua. - X. Investis-

**Verticalement**

1. Berlusconi. — 2. Lueur. Anon. — 3. ~~Am~~ Engiv. — 4. Na. Toiture. — 5. Clarifiées. — 6. Hymen. Nast. — 7. Ipe. Quel. — 8. Sirex. Sis. — 9. Suit. Ut. Ls. — 10. Escadrille. — 11. Aliène. — 12. ~~Ille~~ Tour. — 13. Emétagones.

**FRANÇOIS DORLET.**

**ANACROISÉS®**  
N° 387

**Horizontalement**

1. **INTERFILL** - 2. **AMMILL**  
(+3). - 3. **ENNORU** - 4. **DEGIIRS** (+1). - 5. **INTIHUIT**  
6. **EGGINNS**. - 7. **ACHOMAKU**  
(+1). - 8. **CCEPRST** (+2). - 9. **AAHEIT** - 10. **CCLNOU**.  
- 11. **AEEINR** (+4). - 12. **ACL  
NOSTU** (+2). 13. **ACEEMR** (+4).  
- 14. **ABIEI** (+1). - 15. **DEEIT**.  
- 16. **DEEILE**.

17. IDMOSSU. - 18. CELORTV. - 19. EEPGIMNU. - 20. AIEPPI (+1). - 21. DEIHR. - 22. AA-CEETI. - 23. AEMILIAETI (+1). - 24. AEENSU (+1). - 25. AEMILIAETI (+1). - 26. ACEIOSTT. - 27. CEEGNGR. - 28. AEMNU. - 29. CEOPST. - 30. EILORTV. - 31. ABENRU. - 32. ADEIRTUU. - 33. AEPRT (+7). - 34. EESSU. - 35. AEMNNU.

Figure 1 shows a 16x16 grid with columns labeled 17 through 35 and rows labeled 1/2 through 15/16. Black squares are present at the following (column, row) coordinates: (17, 3), (17, 4), (17, 5), (17, 6), (17, 7), (17, 8), (17, 9), (17, 10/11), (17, 12), (17, 13/14), (17, 15/16), (18, 3), (18, 4), (18, 5), (18, 6), (18, 7), (18, 8), (18, 9), (18, 10/11), (18, 12), (18, 13/14), (18, 15/16), (19, 3), (19, 4), (19, 5), (19, 6), (19, 7), (19, 8), (19, 9), (19, 10/11), (19, 12), (19, 13/14), (19, 15/16), (20, 3), (20, 4), (20, 5), (20, 6), (20, 7), (20, 8), (20, 9), (20, 10/11), (20, 12), (20, 13/14), (20, 15/16), (21, 3), (21, 4), (21, 5), (21, 6), (21, 7), (21, 8), (21, 9), (21, 10/11), (21, 12), (21, 13/14), (21, 15/16), (22, 3), (22, 4), (22, 5), (22, 6), (22, 7), (22, 8), (22, 9), (22, 10/11), (22, 12), (22, 13/14), (22, 15/16), (23, 3), (23, 4), (23, 5), (23, 6), (23, 7), (23, 8), (23, 9), (23, 10/11), (23, 12), (23, 13/14), (23, 15/16), (24, 3), (24, 4), (24, 5), (24, 6), (24, 7), (24, 8), (24, 9), (24, 10/11), (24, 12), (24, 13/14), (24, 15/16), (25, 3), (25, 4), (25, 5), (25, 6), (25, 7), (25, 8), (25, 9), (25, 10/11), (25, 12), (25, 13/14), (25, 15/16), (26, 3), (26, 4), (26, 5), (26, 6), (26, 7), (26, 8), (26, 9), (26, 10/11), (26, 12), (26, 13/14), (26, 15/16), (27, 3), (27, 4), (27, 5), (27, 6), (27, 7), (27, 8), (27, 9), (27, 10/11), (27, 12), (27, 13/14), (27, 15/16), (28, 3), (28, 4), (28, 5), (28, 6), (28, 7), (28, 8), (28, 9), (28, 10/11), (28, 12), (28, 13/14), (28, 15/16), (29, 3), (29, 4), (29, 5), (29, 6), (29, 7), (29, 8), (29, 9), (29, 10/11), (29, 12), (29, 13/14), (29, 15/16), (30, 3), (30, 4), (30, 5), (30, 6), (30, 7), (30, 8), (30, 9), (30, 10/11), (30, 12), (30, 13/14), (30, 15/16), (31, 3), (31, 4), (31, 5), (31, 6), (31, 7), (31, 8), (31, 9), (31, 10/11), (31, 12), (31, 13/14), (31, 15/16), (32, 3), (32, 4), (32, 5), (32, 6), (32, 7), (32, 8), (32, 9), (32, 10/11), (32, 12), (32, 13/14), (32, 15/16), (33, 3), (33, 4), (33, 5), (33, 6), (33, 7), (33, 8), (33, 9), (33, 10/11), (33, 12), (33, 13/14), (33, 15/16), (34, 3), (34, 4), (34, 5), (34, 6), (34, 7), (34, 8), (34, 9), (34, 10/11), (34, 12), (34, 13/14), (34, 15/16), (35, 3), (35, 4), (35, 5), (35, 6), (35, 7), (35, 8), (35, 9), (35, 10/11), (35, 12), (35, 13/14), (35, 15/16).

### SOLUTION

Horizontalement  
1. POLICIER. - 2. IMMAT. -  
3. IRISANT. - 4. ~~IMMAT.~~  
5. OGRESSE. - 6. OUARINE, singe  
hurleur (ENROUAI, NOUERAL, RE-  
NOUAI). - 7. INFECTE. -  
8. ASIENOS, ~~CHIBIAN~~ (AS-  
SOIENT). - 9. TAJINE.  
10. PRENDRAS. - 11. AMBRERA  
(BRAMERA, EMBARRA). -  
12. DENOUA (DOUANE). -  
13. COURSIER (CROISSEUR, SE-  
COURIR, SOURCIER). - 14. RES-  
SAC (CASSER, CESARS, CRASSES,  
~~REUSSIR, SACS, SEUSSER~~ SE-  
RACS). - 15. EXHEREDE. - 16. SA-  
FRAN.

17. PICOTIN. - 18. APERCUE  
(EPUCERA). - 19. ORIGAN (AGO-  
RIER, AGRION, IGNORA, RO-  
NINAI). - 20. RIFAINES (FREI-  
LAIS, INFERAIS). - 21. ISOETES  
(TOISES). - 22. INCURIE -  
- CITADINS (SCINDAIT). - 24.  
NUSITE 25. ENTRAIDE (AIDE-  
LIENT, DENTAIE, DERAIENT,  
TEINDRA, ETENDRA). -  
26. APOLLON. - 27. INOUIES,  
- TIMORES (ROTIMES). - 29. IL-  
UMINE. - 30. ALENOIS.  
1. NIRVANA (NAVARIN). -  
2. TINETTE.

MICHEL CHARLEMAGNE ■ MICHEL DUGUET.







PHOTO

Herman Leonard dans « l'Œil du jazz »

« Raconte-moi une histoire », dit Herman Leonard à Oscar Pettiford : « et sur sa basse, il m'a raconté une histoire très simple comme un conte sans paroles pour enfants ».

Les photos d'Herman Leonard, celles d'Oscar Pettiford par exemple, racontent une histoire simple, une histoire en noir et blanc comme les notes sur une portée ou les touches d'un piano. En noir et blanc, comme les notes et les notes du jazz, des chanteuses et des photographes. Le jazzman est photographique : l'improvisation se marie bien avec l'inspiration. Et à chaque lot de photos, son commentateur - associé ou confidentiel - reconstruit la légende du jazz. « Entre deux sets, raconte Herman Leonard, au très bon *Stark Club* (c'est là que travaillait Henry Ford dans le *Four Coudable*, le film d'Hitler) : Lena Horne était venue poser dans mon studio de Sullivan Street, et s'était aimablement mise en retard pour son dernier tour de chant. De retour au club, je lui avais proposé de prendre un verre à ma table. Non, je n'ai pas le droit, avait-elle dit. Elle était pourtant la vedette du programme. Mais elle n'était pas blanche ».

New-York, 1930, Herman Leonard vient de changer sa passion en œuvre. Il ne se sent pas encore. Né le 6 mars 1923, engagé dans le service de santé de l'armée en Birmanie, il développe ses films dans son casque. Il travaille en Asie et au Moyen-Orient, plonge dans l'actualité, le public, le spectacle, la mode - de *Cosmopolitan* à *Play Boy* en passant par *Elmore* - mais son jardin secret reste le jazz. Pochettes, livres, magazines : les amateurs suivent son aventure. Il passe très loin son rôle de passeur, d'intermédiaire, de témoin.

Avec les batteurs, il a l'air de se cacher dans la caisse claire. Avec les saxophonistes, on dirait qu'il sort de l'étui. Probable qu'avec les trombones, il reste en coulisse. Et il semble encore involontairement le pour traquer, hors scène, l'exceptionnelle solitude d'un Armstrong qui pour tant savait jouer du public aussi bien que de la trompette.

Des musiciens, il aime tout, et la musique en prend soin : « Je pense avoir été un des premiers photographes à prendre chaque note, chaque son qu'il produisait, d'une grimace ou d'une expression particulière, j'ai souvent hésité avant d'appuyer pour obtenir la photo la plus musicale ».

L'Œil du jazz est un passe de relais. Le livre de photos et la photo de photos, des photographes, des historiens, et de proche en proche, de vates, James Moody, pochette à trois points, Duke Ellington ciselé pour l'éternité dans des diagonales de lumière que l'on croit inventées pour lui. Babe Gonzales, poigné jusqu'à la morture des lunettes, Miles Davis, qui paraît en 1948 plus âgé qu'aujourd'hui. Tout un répertoire de la bonne coupe et du dandy. Herman Leonard voit loin. Il fait porter tout à tour de ses propres chemises, toujours la même, à Billie Holiday, Lena Horne, et James Brown. Plus encore qu'il le demande, mais il l'obtient.

« Dans toute ma vie de photographe, il y a deux sujets devant lesquels j'ai tremblé. Albert Einstein et Art Tatum. Peut-être parce que je me souvenais des mots de Fats Waller saluant son



Dexter Gordon, New-York Royal Roost, 1942.

arrivé dans un club : « Mesdames et Messieurs, c'est Dieu qui vient d'arriver dans cette maison ».

Vierge ruisseau de Bud Powell, au placide de Cannonball Adderley, le grand inoffensif de Chet Baker « si beau que je l'ai posé sur le toit de l'immeuble en pleine lumière du jour, mais cela n'a rien attiré sa lumière ». Dexter Gordon enveloppé de lumière et de fumée, l'histoire du jazz pour Herman Leonard est jalonnée de visages. Mais parfois une simple évocation suffit : en couverture du livre, un étui de saxophone, des partitions, une cigarette qui fume sur une bouteille. Les autres, bien sûr. En mars 1977, Daniel Filipacchi présente quelques épreuves de Leonard aux lecteurs de *Jazz magazine* : « Il faudrait publier un album d'au moins 250 pages pour donner une idée de la portée de la diversité de son talent ». Vingt-huit ans après, cet album existe.

FRANÇOIS MARMANDE.  
\* Herman Leonard, *Œil du jazz*, collection graphique de Francis Paudras, Filipacchi, 270 F.

THÉÂTRE

TROIS COMÉDIES DE SACHA GUITRY

Le goût des choses inachevées

C'est avec onze mois de retard que nous allons fêter le centième anniversaire de la naissance de Sacha Guitry, en assistant, ce mois de janvier 1986, à trois de ses comédies, *Le Veilleur de nuit*, *La Prise de Berg-op-Zoom* et *Faisons un rêve*, qui sont, toutes trois, de la première période de l'auteur puisqu'elles datent respectivement de 1911, 1912 et 1916.

Soul Sacha Guitry aurait trouver lui-même les mots, un peu espérilles, pas mal mélancoliques, pour dire de ce retard, pour s'en moquer.

Il était donc né le 21 février 1885, à Saint-Petersbourg, 12 perspective Nevski. Son père, Lucien, qui avait alors vingt-cinq ans, et qui allait devenir l'un des plus grands acteurs français, avait signé, trois ans plus tôt, en 1882, un contrat par lequel il s'engageait à jouer pendant neuf saisons au théâtre Michel de Saint-Petersbourg. Le parrain de Sacha fut le Tsar Alexandre, et ce même prénom fut donné à l'enfant, mais, tout de suite, on n'employa que le diminutif, Sacha.

Quand Sacha eut quatre ans, sa mère et son père se séparèrent. Il est reconnu que les enfants de cet âge vivent plus ou moins bien le départ de leurs parents, mais Sacha Guitry le vécut on ne peut plus mal. Il en souffrit affreusement, et il ne s'en remit jamais. « Ne pas pouvoir se dire qu'on se souvient d'avoir vu son père et sa mère à la même table, n'avoir pas vu leurs deux visages penchés au-dessus de la table quand on avait dix ans, c'est affreux, plus tard », a-t-il écrit. Le fort de cette phrase, c'est « plus tard ».

Toutes les personnes qui ont vraiment partagé les jours de Sacha Guitry, et, en premier lieu, les femmes qui ont été mariées avec lui, ont reconnu que, malgré l'intelligence de ce qu'il a pu si souvent écrire sur le sujet, il fut, lui-même, jusqu'à sa mort, incapable de ressentir ni l'amour ni la haine, et que par là il s'en était privé. Sacha Guitry a-t-il eu un réel moment d'abandon. Son extrême gentillesse, notamment avec les acteurs au moment des répétitions, étaient très frappantes, et bien sûr très

« vraies », mais elles étaient un acte de pure volonté ; elles lui étaient sans doute nécessaires pour supporter un malaise de vivre qui commença un jour de 1889, à Saint-Petersbourg, quand sa mère prit le train pour la France.

Seconde souffrance : Sacha Guitry : son apparence physique. Il ne se trouvait pas beau. « Mes traits sont empâtés, mon regard est imprécis, je n'ai rien qui soit apparemment spirituel », a-t-il écrit, et c'était vrai. Mais il oublia de dire qu'il sut rétablir ces défauts par l'ascendant prodigieux d'une inimitable voix, dont le timbre et les inflexions suscitaient un phénomène de charme audatif qui transfigurait les sensations optiques, si bien que le physique de Sacha Guitry, sur scène, était irrésistible.

Il fut l'un des plus grands « musiciens de la voix parlée », il serait peut-être un jour envisageable de transcrire des partitions musicales du jeu de voix de Sacha Guitry (que nous gardons par le disque) ; il n'est pas étonnant qu'il ait eu chez lui des partitions manuscrites de Mozart, Wagner, Rossini, Debussy, Chopin, et il a plus d'une fois écrit, dans la musique, des choses remarquables, à l'instar de : « La musique est longue universelle, c'est un peu comme c'est de l'allemand, de l'italien, du polonais, et qui provoque le miracle de nous faire comprendre, pendant quelques minutes, du polonais, de l'italien, de l'allemand ».

Goutte-à-goutte

Le théâtre a été sa vie, son poumon artificiel, son goutte-à-goutte. En 1911, il est mort cinq ans plus tard, il a écrit qu'il avait joué 11 000 fois la comédie. Il a écrit cent vingt-cinq pièces de théâtre et trente films, il avait l'habitude de ses pièces en trois jours, à raison d'un acte par jour. Il ne donnait pas à ses œuvres plus de quinze qu'elles n'en avaient. « De toutes mes œuvres, écrit-il, celle que je préfère est sans doute celle-ci. Cette œuvre-là est spontanée, il ne s'y trouve pas de bavures et elle n'est pas déformée par le « métier ». Il disait aussi : « Mes pièces sont des croquis, des esquisses, que la craie de mon lit m'empêche souvent de terminer ou plus exactement de figurer. J'ai ce goût des choses inachevées, parce que rien ne finit jamais ».

Pour lui, un regard, trois pas, tout un choix de silences, avaient autant de sens que les paroles. C'est pourquoi, aujourd'hui, le théâtre imprime ses pièces au même rythme, presque, que l'épave, défigurée, insaisissable. Ces « esquisses » qu'ont été ses pièces, il les modelait, les animait, les transfigurait, par ses mises en scène spontanées, très libres, qui ne respectaient, de même que son cinéma, aucune « règle » du métier.

C'était la personne singulière des acteurs, et son jeu propre, qui étaient la vie de ses pièces, qui étaient son théâtre. Souvent, il

des répétitions, quand un acteur donnait une réplique, Sacha Guitry, sur un ton étonné et désolé qui n'était ni « menti » ni « dit », disait : « Vous n'allez pas dire ça ! ». « Mais c'est le texte », disait l'acteur. « L'importe », disait Guitry, « vous pouvez pas dire ça, vous allez m'aider à trouver une chose, n'est-ce pas ? ».

Il cherchait, il inventait, il allait à l'aventure jusqu'à la dernière représentation de chaque pièce, il marchait beaucoup, sur scène, en jouant. Avec un podomètre il comptait, par curiosité, qu'il parcourait par exemple 3,5 kilomètres en jouant *Deburau*, 3,2 kilomètres en jouant *N'écoutez pas, Mesdames*.

Si l'on jouait aujourd'hui les pièces de Sacha Guitry, elles seraient, probablement, étonnamment écoutables, sauf par des publics de Boulevard vraiment peu exigeants, parce que, dans la présence magique et les improvisations de mises en scène de Sacha Guitry, nous ne pourrions percevoir ni que des comédies de mœurs un peu faibles, ni autour des adultes, des effets, une grande œuvre. Ou bien il faudrait au moins que les pièces fussent jouées par de vrais grands acteurs, qui prennent le relais des Raina, des Michel Simon, des Fernandel, des Harry Baur, des Pauline Carton, et des Sacha Guitry, qui les jouaient autrefois.

Sur cela, le théâtre et le profond de ces pièces n'apparaissent pas. Guitry donne la loi de ses pièces dans cette phrase toute simple : « Je ne me suis jamais complètement guéri de cette manie à laquelle on peut dire d'une chose morte qu'elle n'est pas morte ». Tout Guitry est là, mais rien n'est plus définitif et difficile à faire partager.

Nous avons dit que nous fétions le centième anniversaire de la naissance de Sacha Guitry avec onze mois de retard. Ce retard pas tout à fait vrai : car, en février 1985, était paru un livre consacré à Sacha Guitry, de Jacques Lorcey aux éditions P.A.C. C'est un album proprement incroyable, gros et lourd comme les pages de livres qui vendent les grandes surfaces. Il y a plus de mille illustrations en noir et en couleur, toutes les photos imaginables de Sacha Guitry, de ses amis, de ses acteurs, de ses pièces, de ses chiens, de ses maisons, des objets qu'il avait lui-même. Sûrement, Guitry est le plus fidèlement représenté dans les reprises que l'on pourrait faire de ses pièces.

Il est mort le 24 juillet 1957, à 72 ans, d'un cancer du colon. Il avait une gentillesse féroce, sans peser sur quiconque. Il avait juste avoué, une fois : « Personne autour de moi, jamais, ne s'est rendu compte à quel point j'avais pu être malheureux, ni je l'avais voulu ».

MICHEL COURNOT.

\* *Préface* au théâtre, il partit du 17 janvier au Théâtre 13.  
\* *La prise de Berg-op-Zoom*, il la mettait à l'œuvre le 17 janvier.  
\* *Faisons un rêve*, au Saint-Georges, il partit du 17 janvier.

PEINTURE

Alde, Tino et Dédé

La figuration libre est une manière à manier avec précaution. On se souvient certainement des débuts frustes de Robert Combes et d'Henri de Ros, abusivement classés sous ce curieux label. En bien voilà que la seconde vague, sans crier gare, arrive déjà dans nos musées avec la bénédiction de Robert et d'Henri. Le groupe Yero - un jeu de mots érotiques qui rassemble trois jeunes musiciens venus de Sète : Aldo, Tino et Dédé, sans oublier le poète du toit, Michel Zoom, - expose ses travaux à la galerie Beau Lazard, et Paris aura jusqu'à la mi-janvier pour saisir les premiers pas de la figuration libre.

Ces « peintures », ainsi désignées par le catalogue, sont pourtant loin d'être brouillonnées. Dans l'ordre de la formation, Aldo tient les rênes de la section décor ; Tino s'adonne au secteur des figurines en plâtre, et Dédé règne sur les peintures. A part la jeunesse, ils ont en commun le goût de la profération monstrueuse (Tino, Dédé), ou décorative (Aldo). Côté mâchoire donc, Dédé se défend par grand format, toile de jute plus acrylique, en apprivoisant d'hypothétiques reptiles. Tino, grâce à ses petits soldats, se crée, comme il dit, un univers qui va de la fumée d'opium aux batteurs de gilet des temps préhistoriques. L'un comme l'autre, ils aiment les croquis, en qui n'est pas mal ; du point de vue de l'histoire de l'art, cela représente une assurance contre une déception trop facile. D'ailleurs, Tino, jamais en reste, s'en explique dans la notice de l'exposition : « Je sculpte mes moules, je peins mes personnages et c'est beau. Ça ne suffit pas ? ».

En termes, sans doute, ça risque d'être un peu court. Et attendant le verdict de la maturité, Yero en effet célèbre ses trois ans d'existence. Nos regards se font les dents, ce qui dans le sérieux actuel est loin d'être courant.

\* 36, rue des Archives, 75004 Paris, jusqu'au 11 janvier.

PHOTOGRAPHIE

L'Orient perdu de Lehnert et Landrock

Rudolf Lehnert, Ernst Landrock, un photographe autrichien et un praticien de laboratoire allemand unis dans un même désir de l'Orient, nous donnent au début du siècle une traversée de la Méditerranée. Et en 1984 une surprise : Philippe Cardon découvre deux mille plaques de verre dans une vitrine de l'art, cela représente une assurance sur la conservation de photos inédites, noir et blanc, montrées à la FNAC, d'été 1909 à 1919 (période dite turcophone), on ne peut que rêver aux autres clichés qui dorment dans les tiroirs.

Hormis cette trouvaille inespérée, l'itinéraire de Lehnert reste mystérieux ; on ne sait pratiquement rien des circonstances de sa mort. En 1927, après un séjour égyptien, il repart pour ne plus revenir, se perdant à jamais dans les sables, tandis que Landrock s'installe et monte boutique. Une disparition troublante qui se s'accorde à nos plus vieux démons exotiques ; d'autant plus que l'exposition rend un hommage obstiné aux trois thèmes classiques du voyage en Orient : la femme, l'oiseau et le désert. Il y a là, sur les images où l'on devine quelquefois que le verre s'est brisé, des chemins à flanc de colline, des portraits de jeunes filles perdues de bijoux, des chameaux qui reposent dans l'ombre des dunes, le reflet des remparts dans l'eau des canaux, bref toute la vie quotidienne d'une époque révolue.

\* Franc Ruffin, 26, avenue de Wagram, 75017 Paris, jusqu'au 25 janvier.

CINÉMA

«SUNDOWN», de Henry Hathaway

Gene Tierney et les guerriers

*Sundown*, qu'on traduirait littéralement par « coucher de soleil », est une curieuse histoire, projetée pour la première fois sur les écrans américains fin 1941, cinq semaines avant l'entrée en guerre des Etats-Unis. Il porte sur un soldat américain, le capitaine Crawford, qui se termine par un préliminaire sur le soldat et le prétre, Henry Hathaway, le réalisateur, inspiré par *The Lancers of the Bengal*, mais aussi de *Nagana*, un signe la mise en scène avec une turbulence, un côté plaissant, qui est merveilleux. Rien ne tient debout, vraiment, en voulant mettre trop d'ingrédients différents dans sa sauce, le producteur Walter Wanger frôle la parodie dans *Sundown* et pourtant nous divertit sans remords.

Une bien jolie turannie, Zia (Gene Tierney), débarque d'un avion en pleine nature, au Kenya. Elle est accueillie par les indigènes comme une amie, sinon comme une sœur. Elle apprend, un peu plus tard, que son destin est infiniment plus compliqué, elle est d'abord la fille d'un riche marchand arabe et d'une Française, pour se découvrir aux dernières séquences héritière d'un nom glorieux, celui d'une sorte de Jeanne d'Arc britannique, qui est le maître et le modèle de celui qu'elle va aimer, Bill Crawford (Bruce Cabot).

La guerre européenne sème ses ravages, les nazis, une tribu de bons sauvages, manipulés par un trafiquant d'armes, agent allemand, reçoivent des armes et se révoltent. Un major Thompson avant la lettre, sergent-major possible, le major Combes (George Sanders), est envoyé de Nairobi pour rétablir l'ordre occi-

dental dans ce pays posté de la civilisation. Il y retrouve une petite tribu de guerriers dont un brave italien qui est le héros (Joseph Calleia), un chasseur américain échappé d'un vieux film d'horreur (Harry Carey). Six hommes au total, dont l'idéaliste Crawford.

Tout est compliqué quand Zia joue le double, voire le triple jeu, pour le triomphe de la cause anglaise, mais au grand dam de ce même Crawford, qui se met un moment à aimer de son être. Tout le monde meurt, sauf le couple béat, mais par ordre hiérarchique inverse, l'italien en premier, le major en dernier, après un discours patriotique. Nous sommes très proches du *Casablanca*, de Michael Curtiz avec Humphrey Bogart et Ingrid Bergman, pastiche savoureux qui fait des délices des spectateurs américains d'aujourd'hui.

Henry Hathaway sauve meubles parce qu'il aime filmer des bagarres, des sanglants, comme au meilleur temps de *Mystères de New-York*, et qu'il ne se laisse pas démonter par la présence assez incongrue de Gene Tierney en ces lieux. Les mille blancs perdus au fond du désert, quand ils l'aperçoivent pour la première fois, n'en croient pas leurs yeux. Le scénario, à de forts moments, devient clin d'œil, charge. Hollywood a bien débarrasé dans le bled. Avant de devenir l'adorable et inquiétante interprète de *Laura* (1945) et de *Péché mortel* (1946), la jeune vedette n'est encore qu'un fauve-valoir, repus d'un guerrier au service des héros.

LOUIS MARCORELLES.  
\* Voir les grandes reprises.

PIECES DE THEATRE EXCEPTIONNELLES - JANVIER

**ZINGARO** Théâtre de la Ville et musical

« Pastiches tant un peu » (C. Godard, le Monde) - « L'alcôve des chevaux » (R. P. Thibaud, L'Esprit) - « Spectacle bouillonnant de nouveauté » (R. de G. Nouet, Ob.) - « Zingaro, l'imagination au pouvoir » (J. Carrière, Eclair) - « Tout est surprise, tout est esprit, la génie saltimbanque » (J. Carrière, France-Sortir).

MARDI, MERCREDI, VENDREDI, SAMEDI, 21 - Tél. 48-03-11-32

RECITAL EXCEPTIONNEL

**SHIRLEY VERRETT**

MARDI 14 JANVIER

**MC 93 BOBIGNY**

Métro Pablo Picasso • Location: 48.31.14.5 • 3 FNAC • CROUS







# COMMUNICATION

## REMOUS DANS LA PRESSE FÉMININE

### Les Editions du Hennin en règlement judiciaire

Difficiles lendemains de fêtes pour la presse féminine. Le 31 décembre, le tribunal de commerce de Paris a mis en règlement judiciaire les Editions du Hennin (environ 250 salariés), qui regroupent les hebdomadaires *Femmes d'aujourd'hui*, *Mode de Paris*, *Chez nous* et le mensuel *Femmes pratiques*. Cette décision compromet l'opération de sauvetage lancée en septembre dernier.

Les Editions du Hennin, filiale française de la société belge Femmes d'aujourd'hui (SAFA), ont été lancées en novembre 1984 sous la triple houlette de la SAFA, de la Société de publications féminines (SOPEFF), qui appartient à M. Francis Amaury (elle édite notamment *Marie-France*) et des Editions mondiales. Objectif avoué de cette alliance : constituer le premier groupe de presse féminine en France, propre à contrer les ambitions du groupe Hachette-Filippacci (7 Jours madame, Femme) et celle du groupe allemand Bertelsmann (*Prima, Femme actuelle*). Mais les journaux ont été rattrapés dans les Editions du Hennin pendant 1985, beaucoup d'argent : au 31 décembre 1984, leurs pertes cumulées étaient de 43 millions de francs.

Et, en septembre 1985, c'est le premier divorce. Les Editions mondiales cèdent leurs parts dans les Editions du Hennin à M. Luc Hierngues, directeur général de Femmes d'aujourd'hui, le remplace.

En outre, elle investissait plus de 50 millions de francs, destinés à renflouer les pertes enregistrées. De son côté, la SAFA concédait aux Editions du Hennin l'exploitation - en dehors du Benelux - de Femmes d'aujourd'hui-Mode de Paris pour deux ans. Les Editions du Hennin pouvaient ainsi frapper fort : l'ensemble de leurs publications représentait en France, en effet, une audience de onze millions de lectrices, soit une lecture de magazines sur deux.

Courant 1985, les diverses assemblées générales de la SAFA et de la SOPEFF critiquaient les actions de l'accord. Mais, coup de théâtre, le 19 décembre : lors d'une ultime assemblée de la SAFA, celle-ci dénonce en bloc l'accord prévu et libère M. Maurice Brébart - par ailleurs gérant de la SOPEFF - de ses fonctions de gérant des Editions du Hennin. M. Luc Hierngues, directeur général de Femmes d'aujourd'hui, le remplace.

Et, en septembre 1985, c'est le premier divorce. Les Editions mondiales cèdent leurs parts dans les Editions du Hennin à M. Luc Hierngues, directeur général de Femmes d'aujourd'hui, le remplace.

judiciaire. M. Hubert Lafont (1) est désigné : il déclare aussitôt les Editions du Hennin en cessation de paiement (les pertes seraient de 72 millions de francs au 30 septembre 1985).

La rupture de l'accord serait dû à un conflit sur la répartition des charges d'impression entre l'ASAR (imprimerie bruxelloise du groupe SAFA) et l'imprimerie de Maisons-Alfort qui connaissait toutes les difficultés financières. Mais elle signifie surtout que la situation financière et sociale de la société est catastrophique. Et que les partenaires potentiels ont eu des difficultés à imaginer un plan de relance fiable, à s'entendre, la SAFA jugeant « les conditions posées par la SOPEFF inacceptables ».

M. Brébart a d'ailleurs d'entamer une action juridique pour non-respect des accords passés. « Je suis outré par le refus de la SAFA », explique-t-il, d'autant que la SOPEFF a déjà investi 11 millions de francs dans la structure des Editions du Hennin. Certains groupes de presse français ont manifesté leur intention de participer aux Editions du Hennin. Mais ce ne sont que des déclarations d'intention. Et les contacts pris avec la SAFA sont restés sans suite.

YVES-MARIE LABÉ.

### LE CANADA NOUVEAU PARTENAIRE DE TV 5

TV 5, la chaîne de télévision francophone diffusée par le satellite ECS 1 à destination des réseaux câblés européens, comptera, à partir de 6 janvier, un nouveau partenaire. Un consortium de télévision Québec-Canada (CTQC) formé par huit radiodiffuseurs (Radio-Canada, Radio-Québec, Télé-Métropole, l'Office national du film, Cogeco, Télé-Capitale, TV-Ontario et les producteurs associés pour satellites) entre, désormais, dans l'association formée depuis deux ans par les télévisions publiques de France, de Suisse (SSR) et de Belgique (RTBF). Il proposera aux millions de foyers qui reçoivent TV 5 (le Monde du 11 mai 1985) une sélection de programmes produits à Montréal, Québec, Toronto et Trois-Rivières.

La grille de TV 5 se voit donc renforcée et s'organise désormais ainsi : lundi, de 19 heures à 22 heures, CTQC; mardi, TF 1; mercredi, SSR; jeudi, Antenne 2; vendredi, FR 3; samedi, RTBF. Le dimanche, TF 1 et Antenne 2 proposent, en commun, un programme qui sera diffusé de 15 heures à 22 h 30. La chaîne espère doubler la durée quotidienne de diffusion en semaine dans le courant du premier trimestre.

### La société de la « 5 » est constituée

France-5, la société d'exploitation de la cinquième chaîne de télévision, a été constituée le 2 janvier, 24-on après auprès des Chargeurs réunis, la société qui prête M. Jérôme Seydoux.

Cette société anonyme, dont le siège est 3, boulevard Malesherbes à Paris (siège des Chargeurs), est dotée d'un capital initial de 30 millions de francs. Il est réparti entre la Société d'études de la participation à la communication, filiale des Chargeurs (52 % du capital) - qui représente les intérêts français dans la « 5 » - et qui détient 60 % de ce capital, et Retta Italia SPA, du groupe de M. Silvio Berlusconi - qui en détient 40 %, ainsi qu'il avait été prévu (le Monde du 22-23 octobre 1985).

La mise sur pied de cette société a duré plusieurs semaines, notamment parce que le déblocage des fonds implicites impliquait un accord du Trésor public français, a indiqué le secrétaire général des techniques de la communication. Sa constitution permet de lever un des obstacles juridiques opposés par les adversaires de la « 5 ».

Commentant d'autre part, l'aménagement du contrat de concession qui doit être signé définitivement avec France-5, M. Jacques Baumel, député RPR des Alpes-Maritimes et président d'une association de télépectateurs (A266), a estimé que « les avatars de la cinquième chaîne sont loin d'être terminés » et que « la seule issue valable est de tout arrêter et de repartir à zéro ».

C'est de toute façon ce que fera l'opposition après le 15 mars 1986 », a ajouté M. Baumel.

**ON N'ARRÊTE PAS LE PROGRÈS !**  
LES CAMBRIOLEURS PERFECTIONNENT LEUR OUTILLAGE  
vous devez perfectionner VOTRE DÉFENSE  
Il est indispensable de FAIRE RÉVISER VOTRE SERRURE par un spécialiste qualifié.  
Adressez-vous à un serrurier du réseau PICARD.  
Il vous dira si votre serrure peut résister aux techniques d'effraction actuelles.  
S.A. PICARD, 4, rue St-Sauveur, 75001 Paris - Tél. 33.43.43.43

### INFORMATIONS CONCERNANT LES VOLS D'AIR FRANCE DU LUNDI 6 JANVIER 1986

L'activité de toutes les compagnies aériennes opérant sur le territoire français risque d'être perturbée lundi par une grève affectant le contrôle aérien.

Air France se trouve pour sa part dans l'obligation d'annuler certains de ses vols prévus pour le 6 janvier.

Les informations concernant les vols maintenus peuvent être obtenues en appelant le centre de réservation de la région de son domicile ou, pour les vols au départ de Paris, le (1) 43.20.14.44.

La compagnie conseille à sa clientèle prévoyant de voyager lundi sur l'un de ses vols maintenus, de vérifier son horaire de départ en appelant le jour même, avant de se rendre à l'aéroport, le (1) 43.20.13.55.

Air France mettra tout en œuvre afin de limiter, dans la mesure de ses possibilités, les désagréments qui résulteront de cette grève dans les services de la navigation aérienne.

## VOU

### LA PUB A LA TÉLÉ

#### « Pas de création sans révolte »

La publicité télévisée gagne du terrain. Aujourd'hui, sagement tapie dans les limites qu'on lui a assignées : demain, prête à bondir à l'assaut de sa proie, grâce à l'arrivée des chaînes privées et à l'éventuelle privatisation de chaînes publiques. Et elle a les dents longues. Programmes hachés menu, films saucissonnés : les créateurs ne sont pas vainus. Le record absolu pour 1985 a été remporté par Silvio Berlusconi - le bon entendeur, salut... l'Italie, une de ses chaînes a passé 111 spots publicitaires en moins de trois heures, au cours de la diffusion du film *Rambo*, soit une « pub » toutes les trois minutes !

En France, on n'est pas encore là. Pour le moment, la publicité est limitée, par la loi, et plutôt de l'ordre du « bon goût », que la Régie française de publicité veille. Entre 2 000 et 3 000 scénarios sont examinés chaque année par la RFP, et ceux qui n'atteignent pas les critères requis ou qui contreviennent aux règles édictées sont interdits. Les principaux tabous sont le mauvais goût, la pornographie, la politique, la violence et la mort.

Ce n'est évidemment pas des notions élastiques et surtout relatives. Qui choquaient nos grands-mères lui rira nos enfants. « Le Magazine » d'Antenne 2 a eu la bonne idée, jeudi soir, de montrer quelques-uns de ces spots interdits pour des motifs divers. Un sein trop voyant (en 1978), des adolescentes qui discutent à l'armoire à glace, et puis le symbole phallique du train qui entre dans le tunnel (image chère à Hitchcock) jugé trop explicite à la fin des ébats érotiques sur fond Dunitzillo...

Plus étonnant, la censure politique (le sosie de Pompidou variant les mérites d'une paire de chaussures, ou le petit clocher villageois de « la force trans- quille », voire historique (la reine Victoria ne saurait s'abaisser pour vendre du thé, alors que Napoléon...). La femme - enfin ! - ne doit pas être cantonnée dans son rôle de bonne à tout faire et la mort ne doit pas de tout apparaître au petit écran - sauf dans les informations, bien entendu !

La publicité au cinéma ne connaît pas les mêmes contraintes - comme en témoigne le spot on ne peut plus érotique de la bouteille de Perrier, caressée par une main féminine jusqu'à la décapitation ! Même là, cependant, le bon public veille et ce spot n'a vécu qu'une semaine. Les publicitaires, pour leur part, sont à la fois agacés et excités par ces interdictions. A leur première réaction - « Touche pas à mon spot » - succède une autre : « Les contraintes sont finalement positives, car il n'y a pas de création sans révolte. »

ALAIN WOODROW.

### Vendredi 3 janvier

#### PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

20 h 35 Bonne année sur la Une. Émission de Patrick Sébastien. Présentation des programmes de la semaine. 22 h Hommage à Nijinski. Avec Rudolf Nureyev, Margot Fonteyn et le Jeffrey Ballet. Nouveaux, danseur charismatique, a repris trois grands rôles de Nijinski, danseur magistral, a tenu dans « Petrouchka », « le Spectre de la Rose » et « L'Après-midi d'un faune », dont l'interprétation brésilienne (il scandale en 1912. Décors originaux, scénaristes, chorégraphie d'origine, cent danseurs, la légende de la légende, filmé à Nashville. 23 h 30 Journal. 23 h 35 Café-théâtre : les limites dans l'enfer. De Robert Bovelet. Trois sketches avec I. Rambois, G. Boutan, A. Gollon... Mise en scène J.-Paul et Marc Franco. 0 h 25 Cinéma à choix.

#### DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20 h 35 *Le Journal de l'Affaire Cailloux*. De P. Cailloux, réal. Y. André. Avec B. Fosse, M. Bocciaff, P. Borge. Sur le thème : *Le plus grand fait divers du début de ce siècle*. Le plus grand fait divers du début de ce siècle se termine sur un procès qui tire un peu en longueur. *Harriet Cailloux*, traquée par son crime, devient une *Charlotte Corday* dans une pièce de Feydeau. Elle sera acquittée in extremis, non sans a des appels et la première guerre mondiale vient d'éclater. 21 h 35 *Apogée*. Magazine littéraire de B. Pivot. Sur le thème : *Le roman d'aujourd'hui et d'hier*. Invités : Frédéric Bon et Jean-Marie Burnier (Que le meilleur perde), Philippe Borgeard (Dictionnaire des idées reçues et le roman), Jean-Louis Baudry (Les nouvelles, l'art de la fiction), Jérôme Dukanell (Le Grand Méchant Dictateur), Michel Granger (L'Etat des lieux), Jacques Sternberg (Dictionnaire des idées reçues). 22 h 30 Journal. 23 h Ciné-club : le Sergent noir. Film de John Ford (cycle western) (1960), avec J. Huxton, C. Towers (v.o. sous-titré). Vers 1980, en Arizona, le procès d'un sous-officier noir accusé d'avoir violé et tué une jeune fille blanche. John Ford s'en sert surtout attaché à l'étude des mœurs et des préjugés raciaux pesant encore après la guerre de Sécession. Des intentions généreuses, un peu limitées.

#### TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20 h 35 Série : *Martouze*, détective privé. D'après R. Chandler, réal. : D. Wickes, avec P. Boche, C. Leblond, W. Kéroux, T. Tony. Après *Humphrey Bogart* et *Robert Mitchum*, c'est *Powers Boothe* qui incarne la légendaire « privé », Philip Marlowe. On lui souhaite la bienvenue avec son inséparable. Des intentions généreuses, un peu limitées.

rabie fente visée sur la Une, un cigarette... 17 h 30 *Vendredi* : le triangle des Bermudes. Magazine d'A. Campana et J. Barrière. Sujet fantaisiste de la TV brésilienne sur les péripéties de deux sportifs pendant une épreuve de moto-cross. On n'est pas habitué à un sujet aussi érotique pour une émission. Ça change. 22 h 30 Journal. 23 h 30 *La montagne*. Magazine mensuel de P. Ostian et J.-P. Lomteill. En direct de Métabief (Jura) : l'enseignement du monisme, les chasseurs alpins, les canots à neige, montagne pratique. 23 h 40 *Préface à la nuit*. « Souffle et 13 en un majesté », F. 303, de Mozart. Interprété par R. Oleg (violin) et P. Dumery (piano).

#### FR3 PARIS - ÎLE-DE-FRANCE

17 h, Une vie en chansons ; 17 h 15, Île-de-france ; 17 h 30, Un naturaliste en campagne ; 17 h 50, Tout sur la région ; 18 h, Action 3 ; 18 h 54, La Famille rose ; 19 h 5, Action PIC ; 19 h 15, Journal ; 19 h 35, Un journaliste un peu trop voyant.

#### CANAL PLUS

20 h 33, Série : les Tripiéris ; 20 h 35, Superstars ; 21 h, D.O.A. (Dead on Arrival), film de R. Maltz ; 22 h 30, Les Ripoux, film de G. Zidi ; 0 h 15, Scènes, film de D. Biro-nberg ; 2 h, Garçon, film de C. Sermet ; 3 h 35, 2001 ; 4 h 35, The Little Shop of Horrors (La petite boutique d'horreur), film de R. Cornan ; 5 h 45, Vive la comédie.

#### FRANCE-CULTURE

20 h 30, *Le roman d'aujourd'hui*, pour quoi faire ? 21 h 30, *Le roman d'aujourd'hui*, pour quoi faire ? 22 h 30, *Le roman d'aujourd'hui*, pour quoi faire ? 23 h 30, *Le roman d'aujourd'hui*, pour quoi faire ? 0 h 10, *Le roman d'aujourd'hui*, pour quoi faire ?

#### FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert (donné au Théâtre des Champs-Élysées le 26 septembre 1985) : « Paraphrase » (création), H. Halffter ; « Symphonie n° 1 », H. Bruckner, par l'Orchestre national de France, dir. C. Halffter. 22 h 20, Les soirées de France-Musique : « Les Pêcheurs de perles » (homage à Eugène Isgou) : œuvres de Lalo, Franck, Chabrier, Saint-Saëns. A 0 h, Musique traditionnelle.

#### TRIBUNES ET DÉBATS

##### SAMEDI 4 JANVIER

M. Claude Cheysson, commissaire européen au développement, est l'invité du magazine « Rue des entrepreneurs » de France-Inter, à 12 heures.

Les programmes du samedi 4 et du dimanche 5 janvier se trouvent dans « le Monde Loisirs »

JUSQU'AU 11 JANVIER

# SOLDÉS

## PARLY2

**APERLEAU**  
GILLES BOURDET  
FRANÇOISE BENEJAM  
CHRISTIAN DRILLAUD  
JONES MALET  
JY PERROT  
AU THEATRE DE  
L'ESCALIER D'OR  
42 74 22 77







REPÈRES

Dollar : reprise à 7,53 F

Changement de décor, vendredi matin 3 janvier, sur les grandes places financières internationales. En baisse, la veille, surtout à New-York, le dollar, contre toute attente, s'est sensiblement raffermi. Il est remonté à 7,53 F (contre 7,5050 F jeudi), à 2,4530 DM (contre 2,4430 DM) et surtout à 202 yens (contre 198,90 yens). Comme le premier jour de l'année, les affaires ont été assez actives. Dans la matinée, l'on apprendait que le gouverneur de la Banque du Japon avait manifesté le souhait que la valeur du dollar contre le yen ne tombe pas au-dessous de celle cotée, en septembre 1985, lors du sommet des cinq pays industrialisés (200 à 210 yens). D'après les cambistes, cette déclaration aurait favorisé des rachats précipités de dollars.

DTS : nouveau mode de calcul

Le Fonds monétaire international a mis en application, à compter du 1<sup>er</sup> janvier, un nouveau mode de calcul des droits de tirage spéciaux (DTS). Les coefficients de pondération appliqués aux parités des devises pour calculer la valeur du DTS sont désormais les suivants : 0,452 pour le dollar, 0,527 pour le deutschemark, 33,4 pour le yen, 1,02 pour le franc français et 0,0883 pour le livre. En fonction de ces nouveaux calculs, le DTS ressort ainsi à 1,10121 dollar, contre 1,08689 dollar fin 1985. Ce chiffre, selon l'ancien directeur de l'unité de la Banque mondiale, est en fait le résultat de l'évolution du « panier » de monnaies. Un « panier » révisé tous les cinq ans pour tenir compte de l'évolution de la position commerciale et financière mondiale des cinq pays membres dont les devises sont prises en compte.

Essence : baisse du prix du super de 6,5 % en un an

Les prix moyens des carburants étaient descendus à 5,24 F par litre pour le super, le 30 décembre, à 5,14 F pour l'essence et à 4,12 F pour le gasoil, selon la relevé hebdomadaire de la direction des hydrocarbures. Au moment de la libération des prix des carburants, décidée le 29 janvier 1985, le litre de super valait, en moyenne, 5,61 F. En un an, les prix à la pompe ont donc diminué de 6,5 %. Ils ont baissé de 9,8 % par rapport au mois de mai dernier, où le prix moyen de super avait atteint le niveau record de 5,81 F. La guerre des prix entre les points de vente (un pompiste de la banlieue parisienne propose le super à 4,99 F), le repli du dollar et la baisse des cours du pétrole brut sur les marchés internationaux expliquent la diminution des prix à la pompe, indique-t-on dans les milieux pétroliers.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

« 1985 : année record pour le port d'Amsterdam... » 1985 a été une excellente année pour le port belge d'Amsterdam où ont accosté 16 412 navires représentant un tonnage total de 118 535 000 tonnes, soit 9 millions de tonnes de plus qu'en 1984, qui constituait déjà une année record. Selon les responsables d'Amsterdam, troisième port européen, ce succès est dû aux récents travaux qui ont permis d'améliorer les accès, notamment le programme d'approfondissement de l'Escaut - (AFP).

« Stagnation du trafic portuaire de Rotterdam... » Les transbordements de marchandises dans le port de Rotterdam n'ont augmenté que de 0,37 % en 1985 pour s'établir à 249,8 millions de tonnes, alors qu'ils s'étaient accrus de 4,9 % en 1984, ont annoncé le 31 décembre, les autorités de Rotterdam, qui dépendent de la municipalité. Ce sont les trafics de pétrole et de charbon qui ont baissé le plus. Rotterdam reste le premier port du monde - (AFP).

« Année-record pour la démolition de navires... » 1985 a été une année-record pour la démolition de navires dans le monde. Selon les statistiques recueillies par les Lloyd's de Londres, un tonnage d'environ 42 millions de tonnes de port en lourd a été vendu à la casse, ce qui dépasse largement le record de 30 millions de tonnes de 1983. En 1984, le total avait été de 29 millions de tonnes. Le troisième niveau des ventes, l'excédent de navires disponibles et la relative bonne tenue des prix sur le marché de la démolition expliquent ce mouvement. Le marché mondial est dominé par l'Iraq, la Corée du Sud, l'Espagne et, depuis peu, par la Chine - (AFP).

Social

« Anticipation du congrès de formation syndicale... » Le Journal officiel daté 30-31 décembre a publié la loi relative au « congrès de formation économique, sociale et syndicale ». Cette loi améliore les règles du tiers de 1957 sur l'éducation ouvrière. Elle vise à ce qu'un plus grand nombre de salariés et de leurs représentants bénéficient d'une meilleure connaissance des textes en vigueur et d'une culture générale économique et sociale. Ce congrès (dont les jours qui pourraient être fractionnés) sera désormais rémunéré par l'employeur dans les entreprises d'un nombre d'ouvriers et à hauteur de 0,08 pour 1 000 du montant des salaires de l'année en cours.

« Formation des jeunes : suppression des contrats-emploi... » Un décret, publié au Journal officiel le 22 décembre, supprime les contrats-emploi-formation et modifie les contrats-emploi-formation qui seront uniquement proposés « aux personnes sans emploi de vingt-cinq ans et plus ». Créés en 1975, ces contrats permettaient aux jeunes de recevoir une formation financée par l'Etat et de s'intégrer à l'entreprise pendant des périodes plus ou moins longues, selon les différentes formules qui avaient été essayées mises en place par M. Marcel Rigout, alors ministre de la formation professionnelle. Ce dispositif avait obtenu de bons résultats, mais M. Michel Delebarre, ministre du travail, avait plus tard promis qu'il serait abandonné pour ne pas faire concurrence à la formation en alternance dans les entreprises, décidée par les partenaires sociaux. Ce dernier programme, défendu par le CNPF, devrait, selon le patronat, bénéficier à 300 000 jeunes stagiaires en année pleine.

RECTIFICATIF. - Dans nos éditions du 1<sup>er</sup> janvier 1986, une ligne surnuméraire dans l'article relatif à l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun intitulé « Les points chauds du golfe de Gascogne » a rendu incompréhensible l'avant-dernier paragraphe. Il fallait lire : Partager la mer ? Impossible. Car la quasi-totalité du plateau continental (c'est-à-dire la zone la plus riche) est sous juridiction française, et les bancs de poissons se déplacent avec les saisons.

UN EXCÉDENT PLUS FORT QUE PRÉVU POUR LE RÉGIME GÉNÉRAL

5 milliards providentiels pour la Sécurité sociale en 1985

Selon le ministère des affaires sociales, l'excédent du régime général de Sécurité sociale en 1985 sera, pour la troisième année consécutive, supérieur - de 5 milliards de francs cette fois - aux prévisions, pourtant toutes récentes. A dix semaines des élections législatives, c'est un résultat providentiel pour le gouvernement, qui peut ainsi se flatter d'avoir maintenu l'équilibre de la Sécurité sociale. Mais ce résultat risque, après les divers jeux de trésorerie de l'an passé, d'être accueillie avec scepticisme, notamment par l'opposition.

Dans les caudex de fin d'année, la Sécurité sociale n'a pas été oubliée. En effet, au 31 décembre dernier, l'ACOSS (Agence centrale des organismes de Sécurité sociale, qui gère la trésorerie du régime général) avait en caisse 21,2 milliards de francs. Ce qui correspond à un excédent théorique de trésorerie pour l'année 1985 (1) - un « solde significatif » en termes techniques - de plus de 25 milliards de francs, alors que le rapport sur les comptes de la Sécurité sociale présenté le 20 décembre dernier n'en attendait que 22,5 milliards. Sur l'exercice 1985, l'excédent comptable serait de 10 à 11 milliards de francs, au lieu des 5 milliards prévus.

Des chiffres qui pourraient être considérés comme un signe de bonne santé du régime général, même si la différence ne représente que 0,75 % des dépenses de 1985 - en gros, une journée moyenne de prestations. A titre de comparaison, fin 1984, le « solde significatif » était « que » de 17,5 milliards de francs et à la fin de 1983 on enregistrait un déficit de 0,3 milliard de francs. Le résultat paraît d'autant plus satisfaisant qu'il ne semble pas dû, ou presque pas, à des jeux d'écriture ou à des reports de dépenses, mais à un avoir réel et inattendu.

Qu'est-ce qui a passé ? Le régime général a certes « gagné » 1 milliard de francs en reportant au 2 janvier (comme l'année passée), le paiement de frais postaux, tandis que l'Etat a payé une partie de ses dettes (sur le Fonds national de solidarité, l'allocation aux adultes handicapés et les cotisations des fonctionnaires) pour un montant équivalent. Mais l'excédent provient surtout de faits constatés par l'ACOSS et encore inexplicables : de meilleures rentrées de cotisations et de moindres dépenses, notamment d'assurance-

maladie (quelque 2 milliards de francs) en décembre dernier. Ce qui accentue le côté « cadeau de fin d'année » ou « divio surprise » de l'affaire.

Ces milliards en quête d'usager offrent une véritable illustration des difficultés de prévision en matière de sécurité sociale.

Effet tranquillisant

C'est la troisième année consécutive que l'on constate des rentrées supérieures aux prévisions. Le rapport de décembre dernier sur les comptes de la Sécurité sociale avait eu les explications par le jeu du relèvement du plafond des cotisations en période de désinflation, la hausse plus forte des bas et moyens salaires (inférieurs à ce plafond) et par un effet favorable du décalage dans le temps entre le paiement des salaires et le versement des cotisations. Il subsistait aussi sur une stabilisation du taux de recouvrement des cotisations, par suite de l'amélioration de la situation financière des entreprises. L'ensemble avait amené à relever de 3,9 milliards de francs les prévisions de rentrées en 1985 et à les porter à 600 milliards de francs au total.

Apparemment ces chiffres étaient encore insuffisants. Mais comment expliquer la différence sur une période aussi courte ? Règlement en extrême de cotisations dues par les entreprises ? Versement de « ral-

longes » salariales, ou plutôt de primes de fin d'année, malgré le ralentissement de la hausse des prix ? Baisse des effectifs salariés sur 1985 inférieure non seulement aux prévisions officielles du gouvernement (- 1,1 %), mais aussi aux dernières évaluations de l'INSEE (- 0,6 %) ? En un mot, le recès économique s'annoncerait-il enfin (le Monde du 14 décembre) ? Ou bien faut-il chercher encore d'autres raisons, comme pour l'évolution des dépenses d'assurance-maladie, dont n'a pas encore d'explication ?

L'effet tranquillisant de ces quelques milliards providentiels ne s'arrête pas à 1985. Ils permettent au gouvernement d'afficher la sérénité pour 1986 : ils amènent à changer la base de calcul des prévisions. Le « solde significatif » de trésorerie (2) donne l'assurance de passer l'année sans craquer dans le rouge, même si les dépenses sont supérieures aux prévisions du rapport sur les comptes de la Sécurité sociale. Pour la suite la principale source de déficit demeure : l'augmentation structurelle des dépenses de retraite, ainsi que les incertitudes sur l'évolution des dépenses d'assurance-maladie. Mais l'on n'a pas plus dire : « Plus dure sera la chute... »

GUY HERZLICH.

- (1) Le relèvement du plafond au 1<sup>er</sup> janvier suit l'évolution des salaires de l'année écoulée.
- (2) Même si l'Etat n'achève de payer ses dettes qu'en février.

Les dernières prévisions

Six cent soixante-deux milliards de francs de recettes contre 657 milliards de dépenses : selon les derniers comptes de la Sécurité sociale, l'excédent devrait être de 5 milliards de francs à la fin de 1985, résultant d'un excédent de 6,4 milliards pour la Caisse nationale d'assurance-maladie, de 7,4 pour les allocations familiales et d'un déficit de 8,8 milliards pour la branche vieillesse.

Pour l'assurance-maladie, l'augmentation des dépenses prévue n'était que de 0,7 % en volume (inférieur définitif). Cela recouvrait une forte croissance des dépenses de médecine ambulatoire (+ 13 %) pour les honoraires médicaux, + 14,5 % pour ceux des auditeurs médicaux, + 14,8 % pour les remboursements de pharmacie et une bonne tenue des dépenses

hospitalières : la croissance réelle était difficile à établir, compte tenu de l'élargissement du champ du « budget global », du report d'une partie des versements sur le début de l'année 1986, mais pouvait être évaluée à 4,7 % en francs courants.

Pour la vieillesse, l'augmentation des dépenses était de 5,1 % en volume, par suite de l'arrivée de classes d'âge plus nombreuses, ayant davantage cotisé et donc bénéficiant de meilleures retraites et de l'allongement de la durée de vie.

Pour les allocations familiales, les dépenses devaient diminuer de 1,7 % en volume, essentiellement par suite du décalage des dates de versement des allocations familiales, représentant un gain de 1,7 milliard de francs.

ÉNERGIE

La baisse du prix du pétrole accable les producteurs les plus endettés

(Suite de la première page.)

Les répercussions d'une chute des cours du pétrole seraient encore plus fortes si l'on ajoute que le prix du gaz est indexé sur celui du brut et des produits pétroliers (fuel lourd et domestique) et suivra donc inévitablement celui de l'or noir. Or si l'extraction pétrolière stagne, voire régresse légèrement, les exportations de gaz - comme la production - sont en pleine dépression (une hausse en valeur de plus de 15 % par an) et compensent la perte de recettes du brut. En outre, l'amortissement des infrastructures d'exportation - les gazoducs - en serait affecté.

On se rappelle l'opposition des Américains à la participation européenne au développement du gaz sibérien en 1982. Pour l'ambassadeur des Etats-Unis alors en poste à Paris, M. Evans Galtman, avec, représentatif des « fanas » de Washington, une telle participation était dommageable parce qu'elle renforçait le potentiel économique et militaire de l'URSS, celle-ci pouvant ainsi garder du pétrole pour l'exportation et en obtenir plus de devises fortes. Ce que les Etats-Unis n'ont pu empêcher par leur politique d'embargo il y a quatre ans, ils pourraient bien l'obtenir par la baisse des cours. Car avec des recettes énergétiques (pétrole et gaz) qui représentent 80 % des exportations soviétiques, nul doute que l'excédent actuel du commerce extérieur de l'URSS (2,2 milliards de dollars en 1984) ne se transformerait rapidement en déficit.

As-delà des Deux Grands, tous les pays communistes et exportateurs de pétrole seront touchés. Nombre y trouveront un avantage : le Japon, deuxième importateur mondial avec un peu plus de 200 millions de tonnes par an ; l'Europe et principalement l'Allemagne fédérale et la France, par un mouvement accentué par la baisse du dollar - malgré les diffi-

cultés provoquées par une telle évolution pour la Grande-Bretagne, la Norvège et les Pays-Bas ; quelques grands pays du tiers-monde qui dépendent pour une mesure plus ou moins grande du pétrole importé (30 % pour l'Inde, 40 % pour le Brésil) ; la plupart des pays d'Asie du Sud-Est (à l'exception de la Malaisie, de l'Indonésie et de Brunei) et les petits pays de la planète qui ne sont pas de gros acheteurs, mais dont la facture pétrolière pèse sur les échanges. Enfin la plupart des pays de l'Est qui dépendent de l'URSS et, généralement, des pays du Golfe pour leur fourniture (en dehors de l'Union Soviétique, seule la Roumanie est un producteur significatif de brut).

Perte d'influence

Il faut d'ailleurs souligner que, régionalement, on pourrait assister à un certain rééquilibrage. Pour ne prendre qu'un exemple, le Maroc fortement endetté recouvrerait toute baisse du pétrole comme un bol d'air quand son voisin algérien en pâtira.

A l'inverse, en effet, les pays exportateurs, déjà très atteints - leurs revenus pétroliers sont tombés de 275 milliards de dollars en 1981 à quelque 120 milliards de dollars en 1985 - seront tous affectés. Mais tous ne souffriront pas de la même manière. Certains sont fort peuplés, d'autres peu. Certains dépendent essentiellement du pétrole tandis que d'autres ont des économies diversifiées. Le Mexique, l'Indonésie, le Nigeria, le Venezuela, semblent les plus menacés du fait de l'importance de leurs populations et de l'état déjà délabré de leurs finances. Il n'est que de voir les difficultés actuelles dans lesquelles se

débattent le Nigeria et le Mexique pour régler, partiellement, le service de leur dette et de se souvenir du coup d'Etat qui a amené en août dernier le général Babangida au pouvoir à Lagos pour imaginer les conséquences d'une chute accrue des cours. Mais ces pays ne seront pas les seuls à souffrir. L'ensemble du monde arabe - dont toutes les économies ont bénéficié peu ou prou de la richesse pétrolière - va voir sa croissance se ralentir mais aussi son poids politique s'affaiblir. Il est significatif que le Wall Street Journal écrive : « (...) Nul ne nie que le déclin du pétrole ait amoindri l'importance stratégique du golfe Persique. Là où, naguère, les Etats-Unis parlaient avec vigueur d'un rapide déploiement de force pour défendre l'Arabie saoudite contre l'agression soviétique il n'y a plus maintenant que silence. Le pétrole du Moyen-Orient est beaucoup moins important aujourd'hui pour les Etats-Unis. Au premier semestre de 1985, leurs principaux fournisseurs d'huile ont été le Mexique, le Canada, le Venezuela, le Royaume-Uni, l'Indonésie et le Nigeria. »

Au déclin de l'influence politique (cela est vrai pour l'Arabie saoudite, la Libye, l'Iraq et bien d'autres) pourraient s'ajouter de vives tensions sociales : beaucoup des structures traditionnelles de ces pays ont éclaté sous le poids de la même pétrolière et les déplacements de population que celle-ci a engendrés obligent aujourd'hui à de nouveaux exodes. Après le Nigeria, les pays du Golfe font partir de leurs territoires plusieurs centaines de milliers de travailleurs, immigrés et, dans l'ensemble des

Aménagement du temps de travail

LA CFTC ET LA CGC PRENNENT POSITION

Silencieuses pendant les fêtes de fin d'année, la CFTC et la CGC sont, le jeudi 2 janvier, intervenues dans le débat sur l'aménagement du temps de travail.

Dans un communiqué, la CFTC souligne que les événements prouvent que la négociation « entre partenaires sociaux » aurait dû être favorisée, « préalablement à toute intervention parlementaire ». « Entre l'immobilisme et l'inconditionnalisme », qui caractérisent les attitudes des autres organisations syndicales, la CFTC préfère « choisir le réalisme » et affirme qu'elle « continuera de défendre les acquis sociaux aux règles actuelles, mais soigneusement cadrées pour éviter les abus que l'on constate déjà ».

Tout aussi inquiète de la « tournure politique que l'affaire de la flexibilité a prise », la CGC prend position, dans un communiqué, « contre les implications politiques dans les rapports sociaux ». Plus favorable au projet que la CFTC, réservée, la CGC « souhaite que le gouvernement prenne ses responsabilités pour permettre aux partenaires sociaux d'être en mesure de faire avancer le progrès social par la voie contractuelle ».

LES CONTRÔLEURS AÉRIENS MAINTIENNENT LEUR GRÈVE POUR LE 6 JANVIER

L'intersyndicale de la navigation aérienne a décidé, le jeudi 2 janvier, de maintenir son mot d'ordre de grève pour le lundi 6 janvier. Le contentieux qui oppose les contrôleurs aux pouvoirs publics concerne la prise en compte des primes dans le calcul des pensions de retraite.

Le secrétaire d'Etat chargé des transports, M. Charles Josselin, indique que « ce projet de grève lui paraît, comme le précédent (celui du 20 décembre qui fut annulé au dernier moment), disproportionné et peu compréhensible puisque les discussions avec les organisations syndicales doivent normalement débiter le 10 janvier ». Le communiqué du secrétaire d'Etat indique encore que « au cas où cette grève aurait lieu, un service minimum serait mis en place conformément à la loi du 31 décembre 1984 et au décret du 17 décembre 1985 relatif à l'exercice du droit de grève dans les services de la navigation aérienne ».

Les voyageurs sont invités à se renseigner auprès des compagnies aériennes : Air France, 43-20-14-44 ; Air Inter, 45-39-25-25 ; TAT, au départ de la province, 05-05-50-03 ; UTA, 47-75-75-75.

**L'ONISEP PUBLIE...**

**repères sur l'emploi**

7 grands thèmes autour de l'emploi

- 224 pages
- 120 tableaux et graphiques
- 1 lexique
- 1 bibliographie

• Commande au département à l'ONISEP 75635 PARIS-CEDEX 13

• En vente sur Paris - à votre librairie 162, Bd. Montparnasse (14<sup>e</sup>) - dans les 3 FNAC

Prix 120 F.



## AFFAIRES

## WESTLAND ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET L'EUROPE

## Le premier ministre britannique évite de choisir son camp

De notre correspondant

Londres. - M<sup>re</sup> Thatcher vient de prendre position, tout en réussissant - au moins apparemment - à ne pas départager les deux camps qui, depuis près de deux mois, s'affrontent jusqu'à son sein même de son cabinet, à propos de l'avenir de Westland, le constructeur britannique d'hélicoptères très largement déficitaire et obligé de choisir une association soit avec la firme américaine Sikorsky, soit avec un consortium de cinq sociétés européennes (le Monde des 17, 20 et 31 décembre).

Avant une réunion extraordinaire et décisive des actionnaires, qui doit avoir lieu le 14 janvier, la direction de Westland, qui, avec le soutien du ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Leon Brittan, prône la « solution américaine », avait, au début de la semaine, sollicité l'avis du premier ministre.

Le président de la société, Sir John Cuckney, souhaitait que M<sup>re</sup> Thatcher, au nom du gouvernement, s'engage à continuer à défendre les intérêts de la compagnie qu'il lui arrive. Par exemple, en lui réservant une part dans les projets de coopération européenne, même s'il devait définitivement rester le choix de Sikorsky (formant, en l'occurrence, un groupe avec Fiat). Les dirigeants de Westland voulaient ainsi réduire le poids des menaces énoncées par les représentants du consortium européen British Aerospace et General Electric Company (G.E.), Aéropostale (France), Messerschmitt-Bölkow-Blohm (RFA) et Augusta (Italie). Ceux-ci, qui ont reçu l'appui du ministre de la défense, M. Michael

Heseltine, ont laissé entendre que Westland serait désormais exclu des futurs programmes de collaboration de l'industrie européenne, qui a le souci de résister à la concurrence des entreprises américaines.

Conformément à sa politique non interventionniste, M<sup>re</sup> Thatcher avait déclaré, en décembre, que Westland et ses actionnaires devaient être laissés libres de déterminer le sort de la société.

Dans sa nouvelle réponse à Sir John Cuckney, publiée jeudi, M<sup>re</sup> Thatcher s'en tient à cette ligne de conduite, mais elle souligne que le gouvernement « continuera de soutenir Westland dans son désir de participer [aux projets européens] et résistera, tant qu'il le peut, aux tentatives de discrimination à l'égard de Westland ». M<sup>re</sup> Thatcher fait cependant valoir la gravité des pressions exercées par le consortium européen, et elle estime que Westland doit considérer qu'un « certain nombre » de contrats futurs pourraient être « perdus ».

Cette remarque a eu pour effet de satisfaire M. Heseltine et les défenseurs de la solution européenne. Mais les partisans de la solution américaine se disent rassurés par le fait que M<sup>re</sup> Thatcher a pris soin de préciser que toute collaboration européenne ne lui paraît guère envisageable sans la participation de Westland (sous-entendu : même associé à Sikorsky).

La bataille financière et politique reste donc indécise, et les deux camps continuent de fournir leurs armes avant la réunion du 14 janvier. Mais les partisans de Sikorsky semblent conserver un léger avantage.

FRANCIS CORNU.

## ENTREPRISES

## OPA sur Union Carbide : GAF surenchérit

Nouvel épisode dans la longue feuilleton de l'OPA dont Union Carbide est l'objet. Bien décidée à ne pas lâcher prise, la petite société GAF (matériaux de construction, peintures industrielles) surenchérit pour la deuxième fois et offre de payer 78 dollars chaque action du géant de la chimie américaine, soit 4,93 milliards de dollars (37 milliards de francs) au total. Les enchères avaient débuté à 68 dollars, puis GAF était montée à 74 dollars. Nouveau refus de la direction d'Union Carbide et nouvelle contre-attaque. Le groupe manifeste maintenant l'intention de porter de 35 % à 50 % le rachat de ses propres actions.

Qui l'emportera ? GAF assure avoir réuni une somme de 4,18 milliards de dollars (31,2 milliards de francs). De son côté, Union Carbide multiplie ses ventes d'actifs (le Monde du 3 janvier). Le groupe annonce avoir maintenant cédé des immeubles et des terrains pour 170 millions de dollars (1,27 milliard de francs) et se propose de mettre aux enchères des activités grand public (piles Eveready, sacs plastiques Glad, pilules auto Presol). Il dispose ainsi de 1,2 milliard de dollars (9 milliards de francs). Il a en plus une ligne de crédit de 1,5 milliard de dollars (11,3 milliards de francs) et envisage de la doubler en signant un accord avec un « pool » de dix banques. Mais, d'après les analystes, le prix offert par GAF est désormais supérieur à celui auquel Union Carbide propose de racheter ses actions.

## Hôtellerie : le groupe Accor à Cuba

Un protocole d'accord en matière d'assistance technique et de formation pour les hôtels cubains vient d'être signé entre Cuba et le groupe français Accor (premier groupe européen), a-t-on appris, le 2 janvier, à Paris. Ce protocole devrait se transformer en accord en bonne et due forme en mars prochain. Les quatre premiers hôtels concernés sont les célèbres Habana Libre (ex-Hilton) et Presidente, de La Havane, le Marazul, de Santa-Maria, et le Soliman, de Varadero. En 1985, Accor a réalisé un chiffre d'affaires de 11,5 milliards de francs.

## Le britannique GEC remporte un contrat nucléaire en Chine

Le groupe britannique General Electric Company (GEC) a signé un accord avec les autorités chinoises pour l'équipement de la centrale nucléaire de Daya Bay. Le contrat, qui s'élève à 250 millions de livres (2,7 milliards de francs), porte sur la livraison par GEC de deux turbogénérateurs de 985 mégawatts chacun. Il devrait créer 4 000 emplois pendant quatre ans, à partir de 1987, et sera financé par un prêt de dix banques britanniques conduites par la Midland Bank, avec la garantie du gouvernement de Londres.

Cette signature était attendue. Elle intervient quelques jours après celle apposée à Paris (le Monde daté 15-

16 décembre) pour la coordination de l'ensemble du projet par EDF et la livraison par Framatome de la partie nucléaire. Le contrat remporté par les Français s'élève à 12 milliards de francs.

## Nestlé abandonne des participations au profit d'Unilever

Les deux géants européens de l'agro-alimentaire viennent de procéder à une nouvelle rectification de frontières. Nestlé abandonne, en effet, les 25 % qu'il détenait dans des sociétés conjointes avec Unilever dans le domaine des surgelés et des glaces en Autriche, en Italie et en RFA. Unilever prend la totalité de ces activités, qui représentent un chiffre d'affaires d'environ 3 milliards de francs (8,2 milliards de francs). L'accord initial entre les deux groupes remonte à 1970 : ils avaient alors uni leurs efforts pour faciliter la distribution dans ces trois pays. Le désengagement de Nestlé est présenté par la firme de Vevey comme une volonté de « s'engager dans des entreprises dont elle détient à la fois la majorité du capital et de la gestion ».

Les deux groupes, Nestlé et Unilever, s'étaient déjà entendus pour rapprocher leurs filiales laitières en France. Chambourcy, filiale de Nestlé, La Roche aux Fées et Roussel, filiales d'Unilever, doivent se fonder dans une société commune, dont Nestlé détendra 75 % et Unilever 25 %, ce qui semble bien correspondre à la doctrine du contrôle majoritaire affichée par la firme suisse.

## LE RÔLE DES MAISONS JAPONAISES DE COMMERCE

## Les « shoshas » au service des exportations françaises

Imaginer ce qui fut longtemps « le porte-avions de l'industrie japonaise » proposant ses services à la France ? Difficile ? Et pourtant... « Il faut désormais renforcer nos exportations de produits français », assure M. Sato, le président de Mitsubishi, une des neuf principales maisons de commerce japonaises (sogo shoshas) (1) implantées en France. De quoi étonner de la part de firmes qui personnifient l'agressivité commerciale du pays du Soleil-Levant.

L'offre n'en est pas moins séduisante. Fort au total de plus de quatre-vingt mille agents, chacun de ces réseaux commerciaux hyper-

par les incertitudes de la conjoncture mondiale qui provoque un ralentissement du commerce. En novembre 1985, les shoshas ont vu la valeur en yens de leurs contrats d'exportation tomber de 26 % en un an.

Pour remplacer la perte de marché dans le commerce extérieur du Japon, les shoshas proposent donc d'exporter les produits d'autres pays. « Nous ne sommes pas nationalistes », explique le PDG de Mitsubishi-France. Quand le marché est intéressant, nous exportons, quelle que soit la destination. Ce qui compte, c'est l'intérêt de l'entreprise.

## Deux pistes

Passer, ou ne pas passer par une sogo-sho ? Une question, plusieurs réponses. Deux producteurs de fixations de ski, Salomon et Look, deux concurrents attelés par le marché japonais, estimé à 500 000 paires de fixations devant les États-Unis (900 000 paires) et la France (500 000 paires), ont chacun apporté la leur.

A l'origine, tous deux optent pour la sogo-sho. Salomon choisit Mitsui et Look Marubeni. Look semble alors le plus méfiant des deux, se protégeant d'éventuelles imitations locales par d'incessants dépôts de brevets, tandis que Salomon s'engage, en 1972, pour huit ans, à accompagner son accord de distribution par un contrat de production sur place, sous licence. Mais la réduction des droits de douanes japonais à l'importation de fixations de ski permet à Salomon de rapatrier sa production à Annecy, dès 1978. Les deux concurrents suivent alors les mêmes traces, la distribution par maison de commerce.

1980, premier écart. Salomon, qui lance ses chaussures après ses fixations, tente l'exportation directe. Il crée sa propre « filiale » de distribution au Japon. Dès la première année, 10 000 paires de chaussures seront vendues.

1982, les deux pistes de Salomon et de Look se séparent tout à fait : Salomon, enhardi par sa première expérience, ne

renouvelle pas son contrat de distribution avec Mitsui. « Nous avons pris le risque contre l'avis défavorable de toutes les banques », se rappelle-t-on, dans l'entreprise. Mitsui se tourne alors vers Look, dont elle obtient la représentation. Depuis, chaque fabricant continue son bonhomme de chemin, Look avec une sogo-sho, Salomon sans.

Faut-il en tirer une leçon ? Salomon a bien profité de son indépendance. La distribution directe lui a permis d'augmenter de 30 % les ventes de fixations dès la saison 1982-1983, alors qu'elles plafonnaient précédemment. « Il est certain que Mitsui est une grande maison, aux structures lentes à réagir », reconnaît Look, qui lui reste pourtant fidèle.

Il considère n'avoir pas les moyens de s'émanciper de la tutelle commerciale japonaise. Son chiffre d'affaires est insuffisant, fournissant 20 % du marché japonais, contre 50 % pour Salomon. Et encore, Look rend-il grâce de ce résultat à Mitsui, qui a permis à ses ventes de passer de 50 000 paires en 1982 à 120 000 paires deux ans plus tard. Les deux fabricants français reconnaissent que l'intermédiaire d'une sogo-sho facilite l'entrée sur un marché difficile. Reste à savoir à partir de quand cet intermédiaire devient encombrant.

D. B.

développés dispose de plus de cent bureaux de vente de par le monde (et même du double, s'agissant de Mitsui et Mitsubishi). Les plus puissants ont leur propre système de télécommunications par satellite. Sumitomo assure envoyer plus de cinquante mille telex par jour, qui, rassemblés, empliraient 400 pages d'un quotidien. Bref, toute une logistique qui leur a permis de réaliser en 1983 un chiffre d'affaires global de 377 milliards de dollars, soit un tiers du produit national brut du Japon.

Mais vendre des produits français (ou de n'importe quel autre pays) où elles ont implanté une filiale n'avait jamais été une priorité des shoshas. Conçues au début de l'industrialisation japonaise (de l'ère Meiji en 1868) pour servir les intérêts vitaux du pays, elles étaient chargées de l'approvisionnement en matières premières (l'archipel en est cruellement dépourvu) et de l'exportation, indispensable pour payer ses importations.

Peu à peu, l'importance des matières premières dans le total des échanges japonais a diminué, tandis que les entreprises, désormais aguerries, exportaient directement des produits de plus en plus « faciles » à vendre - automobiles, télévisions et autres marchandises grand public. L'exportation sans intermédiaire se développait, la part des shoshas dans les ventes extérieures du Japon est tombée de 51 % en 1976 à 46,5 % en 1983.

Ces affaiblissements s'est traduits dans leurs résultats. Les bénéfices nets de Mitsubishi sont passés de 200 millions de dollars, en 1981, à moins de 115 millions, trois ans plus tard. Une situation encore aggravée

L'an dernier, les principales shoshas installées dans l'Hexagone ont ainsi vendu 1,2 milliard de francs de produits français sur des marchés tiers et importé 330 millions. Résultat, un excédent de 870 millions pour la balance commerciale française. Aujourd'hui, les shoshas proposent d'aider la France à exporter vers plusieurs destinations. Vers les pays d'Asie, avec lesquels le Japon, voisin, entretient des relations traditionnelles. Vers les États-Unis, avec lequel l'archipel réalise un important excédent commercial. Et même vers l'Afrique, où les shoshas s'assurent progressivement des positions solides.

## Cerises et moutarde

En tout cas, malgré leur désir de calmer les irritations de Paris (qui se plaint d'un déficit de 15 milliards de francs, en 1984, dans les échanges avec Tokyo), ce n'est pas tant vers le Japon que les shoshas proposent d'exporter français. Cela aurait pourtant semblé logique, étant donné qu'elles représentent déjà une part considérable des échanges bilatéraux - 74 % des exportations et 20 % des importations. Difficile de faire plus, assurement-elles. Elles considèrent les produits français peu compétitifs - question de prix, mais aussi de qualité et de délais de livraison.

Les biens qui ont le plus de chance de réussir sur le marché japonais sont « déjà pris » par les concurrents, se plaint le responsable de Sumitomo, une des dernières shoshas à s'être installée en France, il y a vingt ans. Envieux de Mitsui - implanté à Lyon dès 1878 et qui, le

premier, a pensé à exporter des articles de sport, un rapide succès. Sumitomo estime être réduit aux restes : des cerises, des tomates et de la moutarde. Ce qui explique que la valeur des biens français qu'elle exporte vers le Japon représente à peine 10 % de celle des produits nippons qu'elle importe en France.

Le commerce d'autres shoshas est plus favorable à Paris, puisque, globalement, la part du commerce bilatéral réalisé par leur intermédiaire était excédentaire de 2 milliards de francs en 1984, selon les chiffres de l'ambassade du Japon à Paris. Mais ce résultat est dû pour moitié aux ventes françaises d'automobiles, celles de produits chimiques, deuxième secteur à l'exportation, ne représentent déjà plus que 11 % du total, et celles de machines 7 % (contre 61 % des ventes de produits japonais en France).

Les shoshas assurent redoubler d'efforts. Elles augmentent la proportion de cadres français dans les équipes, créent des cellules pour découvrir les nouvelles technologies - dans les domaines de l'aéronautique, des biotechnologies ou des matériaux composites - susceptibles d'être, un jour, commercialisés avec succès au Japon. Il n'en reste pas moins que, à leur avis, les produits français compétitifs restent à inventer.

Outre les problèmes inhérents aux produits français, les shoshas doivent combattre leurs propres faiblesses. On leur reproche notamment leur manque de souplesse, qui freine leur adaptation aux situations nouvelles. « Mariés (avec un produit), nous respectons nos engagements, même si une meilleure union se présente », reconnaît Mitsubishi. Il reste à savoir si l'instinct de survie, qui les pousse aujourd'hui à modifier leur stratégie, va réussir à mobiliser de nouveaux cadres japonais qui se valent d'avoir appris à vendre « avec l'énergie du désespoir », dans le Japon naissant de 1868, ou le Japon dénué de l'après-guerre.

DOMINIK BAROUCHE

(1) Les principales sogo shoshas en France sont : C. Itoh et Cie, Kasenatsu-Osaka, Marubeni, Mitsubishi, Mitsui, Nishitoku, Nishio Iwai, Tokyo Marine et Sumitomo.

## UN ÉMULE DE BERNARD TAPIE DANS LES COSMÉTIQUES

## Vive la Recré... !

Paut-on rendre la vie à une affaire industrielle frappée par deux faillites rapprochées et en comble dépassé après avoir perdu le dernier de ses plus gros clients ?

C'est le sauvetage qui a réussi un expert-comptable d'une trentaine d'années, M. Gérard Cohen, en rachetant la société Guibert, aujourd'hui sortie d'affaire. Spécialisée dans la sous-traitance de produits de beauté, la firme, placée en cessation de paiement en 1980, avait été laissée pour morte l'année suivante sur une nouvelle décision judiciaire consécutive à l'échec d'un premier « repreneur ». Celui-ci avait perdu la concession du Rouge Baiser.

Comment s'y est pris M. Cohen ? En premier lieu, ce pied-noir a marchandé, et versé 700 000 francs (payables en trente mensualités sans intérêt) pour devenir propriétaire de l'usine de 7 000 m<sup>2</sup> de la société installée dans la zone industrielle de Saint-Quentin (Aisne). Puis il a embauché trente personnes, dont un ingénieur chimiste et l'ancien directeur « qui passait par là ». Les vieilles machines, et d'autres rachetées à la casse, ont été remises en route. Grâce à sont bagout, les clients lui font confiance. Les premières commandes arrivent car il n'existe, en réalité, que très peu de sociétés qui travaillent à façon pour les grands parfumeurs. Le « créneau » était libre.

Résultat : du premier exercice (1982) au quatrième (1985), le chiffre d'affaires est passé de 6 millions à plus de 40 millions de francs (estimation), la marge brute de trois fois rien à 4 millions de francs et les profits de quasiment zéro à 800 000 francs. Entre-temps, M. Cohen a embauché quatre-vingt-dix personnes en plus. Les clients de la nouvelle firme recrutée et, par jeu baptisée Laboratoires « Recréation », ont, aujourd'hui, pour noms, Parfums Yves Saint-Laurent (groupe Charles of the Ritz), Rochas (groupe allemand Hoescht), Yves Rocher (Sanofi), Clarins, Guy Laroche, Cacharel, Fernand Aubry.

## Nominations

● Au Fonds monétaire international, M. FRANÇOIS GIANVITTI, quarante-sept ans, doyen, de 1978 à 1985, de la faculté de droit et de sciences politiques de Saint-Naur (Paris-12), a été nommé directeur du service juridique, indique le FMI dans un communiqué. M. Gianviti, remplace M. George Nicolatopoulos (Grèce).

● Chez Précision-Mécanique Labinal (équipement aéronautique et automobile), M. AMAURY MALINA DU FREY, cinquante-sept ans, devient président en remplacement de M. Jean-Louis Cler. Ce dernier conserve ses fonctions d'administrateur et de PDG de la filiale Microturbo. Il est nommé président d'honneur de P.-M. Labinal. M. Du Frey avait été président de PCUK, entreprise chimique filiale de PLUK. Il avait démissionné en mai 1981, en raison du profond désaccord que l'opposait à la maison-mère sur la politique de démantèlement de cette entreprise.

● Chez Philips France, qui réorganise ses filiales Radiotechnique, Philips industrielle et commerciale, Schneider Radio-Télévision et Compagnie française Philips, M. ANDRÉ MERCIER est nommé président de Radio-Technique industrielle et commerciale ; M. CLAUDE DUVAL devient le directeur général. Radio-technique industrielle et commerciale (ex-Schneider Radio-Télévision) regroupera toutes les activités dans les appareils électroniques domestiques de Philips France.

● A l'IREC (Institut de recherches économiques et sociales), M. HENRY BORDES-PAGES, secrétaire national de la CGC, qu'il représente au sein de cet organisme, a été désigné comme président du conseil d'administration. Il remplace M. Louis Astre, représentant de la FEN.

## JOURNÉE D'ÉTUDE SUR LA LOI DE FINANCES 1986

(DISPOSITIONS FISCALES ET COMPTABLES)

par M. PINERO-VARGAS, diplômé expert-comptable

## INFORMATIONS - INSCRIPTIONS

## ASSOCIATION DES COMPTABLES

Président : M. PETITJEAN  
94, rue Saint-Lazare, PARIS-9<sup>e</sup>  
Tél. : 48-74-33-15 - 42-82-16-92

مكتبة القرآن



# MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS

### La hausse revient en force

Écrasée à la Saint-Sylvestre par des ventes bénéficiaires, la hausse a fait un retour en force pour la première séance de l'année 1986 sur le sursis de la Bourse de Paris. D'abord, première valeur cotée à la corbeille, ouverte le bal se terminant d'une dizaine de points. Mais il fut rapidement distancé par Carrefour (+ 5,5 %), SCAEG (+ 4,3 %), BIC (+ 2,1 %), Exco (+ 2,1 %), même par Renault-Lévy, Sanofi, Béghin, Mifl, BSN, Club, Schneider, L'Oréal et Presses de la Cité, dont les performances furent moins impressionnantes (entre 1 % et 2 %). Mais la vedette revient incontestablement à CSF, dont la cotation fut deux fois retardée, la seconde après que le cap des 900 F (contre 865 F) ait été atteint. Finalement, l'action a monté de 10,1 %.

A la clôture, l'indice des valeurs se situait à 1.655, la hausse s'élevait à 1,65 %, la baisse à 0,15 %.

« Les étrangers sont de retour », assurent les professionnels en ajoutant que ce n'est rien à côté de ce que l'on allait voir la semaine prochaine. L'air d'ex- se languit même dans une prévision à long terme : « Francoforte baisse aujourd'hui. C'est un signe prophétique. L'année sera meilleure pour Paris que pour la place allemande ».

Bon début d'année aussi pour le marché obligataire. L'indice s'est concentré sur les emprunts à taux fixes et sur les « floppés ». Toutefois, l'activité est restée faible. Les acheteurs sont là », affirme un spécialiste. « Rendements faibles », conclut-il.

Lourdeur de la devise-titre : 7,53 F/57 F (contre 7,57 F/57,62 F). Selon nos sources à Londres : 327,10 dollars (+ 0,10 dollar). A Paris, le livret a perdu 1030 F à 79 300 F. Vif redressement du napoleon à 538 F (+ 17 F).

## NEW-YORK

### Triste début d'année

Comme le dollar, Wall Street a mal commencé l'année. De nouvelles ventes bénéficiaires ont été produites, et durant toute la séance de jeudi, les cours se sont graduellement effondrés. A la clôture, l'indice des valeurs américaines accusait une baisse de 8,95 points à 1.537,72.

Le bilan de la journée a, toutefois, été moins décevant que ce résultat. Sur 1.985 valeurs traitées, 889 ont été gagnantes, 695 ont été perdantes et 401 ont été sans résultat. Toutefois, l'analyse de la séance révèle fondamentalement une absence de mouvement. D'après les analystes, les prévisions de croissance pour 1986 sont plutôt encourageantes. Le département du commerce estime, pour sa part, que la nouvelle année sera bonne, car tout est meilleur que la précédente, pour le plan des industries, notamment pour les services.

Autour de « Big Board », les professionnels ne se dissimulent cependant pas trop d'être inquiets par l'effacement du marché. Trois facteurs ont, selon eux, pesé sur les cours : la hausse des taux d'intérêt à court terme quand une détente était attendue sur le front monétaire, la tension des relations institutionnelles liées au début de l'année pour la présentation des bilans, le dollar, enfin, manifestant par certains investisseurs de ne pas vouloir de liquidités.

Notons cependant que le mouvement de repli a été enregistré dans des marchés certes, mais seulement 98,96 millions de titres ont été échangés, contre 112,65 millions mardi.

VALEURS	Cours de 31 déc.	Cours de 1er jan.
Alcoa	28 1/2	28 3/4
A.T.T.	28 1/2	28 3/4
Chrysler	28 1/2	28 3/4
Chrysler	28 1/2	28 3/4
Chrysler	28 1/2	28 3/4
Chrysler	28 1/2	28 3/4
Chrysler	28 1/2	28 3/4
Chrysler	28 1/2	28 3/4
Chrysler	28 1/2	28 3/4
Chrysler	28 1/2	28 3/4
Chrysler	28 1/2	28 3/4

## AUTOUR DE LA CORBEILLE

BONS DU TRÉSOR : SUCCÈS DE LA PREMIÈRE ADJUDICATION. L'OFFRE AU FISCAL - La première adjudication des nouveaux bons du Trésor, destinée aux entreprises et aux particuliers, s'est faite, jeudi 2 janvier, à des prix proches de celui du marché secondaire pour un montant total de 4,5 milliards de francs.

Le montant total des souscriptions, faites en deux tranches, de bons à intérêt payable d'avance (IPA), s'est élevé à près de 11 milliards de francs, dont plus de 1,1 milliard par le « clientèle » (souscriptions directes), le reste venant des banques. Ces souscriptions ont été réalisées, au moment même où le montant des bons à intérêt payable d'avance (IPA), s'est élevé à près de 11 milliards de francs, dont plus de 1,1 milliard par le « clientèle » (souscriptions directes), le reste venant des banques. Ces souscriptions ont été réalisées, au moment même où le montant des bons à intérêt payable d'avance (IPA), s'est élevé à près de 11 milliards de francs, dont plus de 1,1 milliard par le « clientèle » (souscriptions directes), le reste venant des banques.

Enfin, ces derniers notamment par l'intermédiaire des SICAV ou des Fonds communs de placement.

Pour la première tranche (bons IPA à 1 an), les banques ont été servies à concurrence de 2,001 milliards (sur un total de souscriptions de 4,521 milliards), à un taux de 8,55/64 %, ce qui représente un taux annuel de 9,29 %. Ce taux est proche du taux en vigueur le jour de la première tranche, qui est resté à 9,25 % jeudi, contre 9,125 % précédemment.

Pour la seconde tranche, constituée de bons IPA à trois mois, un taux de 8,48/64 % a été inscrit. Le taux annuel annuel ressortant à 9,25 %, 2,160 milliards ont été souscrits sur un montant total demandé de 5,695 milliards.

Ces nouveaux bons du Trésor, dont le montant total s'élève à 11 milliards de francs, selon les prévisions officielles, constituent un des nouveaux produits financiers créés par le département du Trésor.

Cette réforme, commente-t-elle, a un avantage à réduire le coût de l'argent pour les entreprises, à accroître le nombre et la qualité des instruments mis à la disposition des emprunteurs et des prêteurs, afin de mieux répondre à leurs besoins de financement et de placement, ainsi qu'à favoriser la régulation de la monnaie monétaire par le taux d'intérêt.

INDICES QUOTIDIENS

Indice CAC 40 : 1.655,16 (+ 10,1 %)

Indice DAX : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 120 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 250 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 350 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 450 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 550 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 650 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 750 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 850 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 950 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 1050 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 1150 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 1250 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 1350 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 1450 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 1550 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 1650 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 1750 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 1850 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 1950 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 2050 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 2150 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 2250 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 2350 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 2450 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 2550 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 2650 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 2750 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 2850 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 2950 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 3050 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 3150 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 3250 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 3350 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 3450 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 3550 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 3650 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 3750 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 3850 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 3950 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 4050 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 4150 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 4250 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 4350 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 4450 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 4550 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 4650 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 4750 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 4850 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 4950 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 5050 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 5150 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 5250 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 5350 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 5450 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 5550 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 5650 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 5750 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 5850 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 5950 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 6050 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 6150 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 6250 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 6350 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 6450 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 6550 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 6650 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 6750 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 6850 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 6950 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 7050 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 7150 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 7250 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 7350 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 7450 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 7550 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 7650 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 7750 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 7850 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 7950 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 8050 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 8150 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 8250 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 8350 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 8450 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 8550 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 8650 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 8750 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 8850 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 8950 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 9050 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 9150 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 9250 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 9350 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 9450 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 9550 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 9650 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 9750 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 9850 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 9950 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 10050 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 10150 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 10250 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 10350 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 10450 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 10550 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 10650 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 10750 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 10850 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 10950 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 11050 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 11150 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 11250 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 11350 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 11450 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 11550 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 11650 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 11750 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 11850 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 11950 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 12050 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 12150 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 12250 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 12350 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 12450 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 12550 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 12650 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 12750 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 12850 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 12950 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 13050 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 13150 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 13250 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 13350 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 13450 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 13550 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 13650 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 13750 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 13850 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 13950 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 14050 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 14150 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 14250 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 14350 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 14450 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 14550 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 14650 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 14750 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 14850 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 14950 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 15050 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 15150 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 15250 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 15350 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 15450 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 15550 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 15650 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 15750 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 15850 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 15950 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 16050 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 16150 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 16250 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 16350 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 16450 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 16550 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 16650 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 16750 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 16850 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 16950 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 17050 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 17150 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 17250 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 17350 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 17450 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 17550 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 17650 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 17750 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 17850 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 17950 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 18050 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 18150 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 18250 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 18350 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 18450 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 18550 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 18650 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 18750 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 18850 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 18950 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 19050 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 19150 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 19250 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 19350 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 19450 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 19550 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 19650 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 19750 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 19850 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 19950 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 20050 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 20150 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 20250 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 20350 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 20450 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 20550 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 20650 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 20750 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 20850 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 20950 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 21050 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 21150 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 21250 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 21350 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 21450 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 21550 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 21650 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 21750 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 21850 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 21950 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 22050 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 22150 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 22250 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 22350 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 22450 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 22550 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 22650 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 22750 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 22850 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 22950 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 23050 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 23150 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 23250 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 23350 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 23450 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 23550 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 23650 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 23750 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 23850 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 23950 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 24050 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 24150 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 24250 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 24350 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 24450 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 24550 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 24650 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 24750 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 24850 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 24950 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 25050 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 25150 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 25250 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 25350 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 25450 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 25550 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 25650 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 25750 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 25850 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 25950 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 26050 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 26150 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 26250 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 26350 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 26450 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 26550 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 26650 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 26750 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 26850 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 26950 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 27050 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 27150 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 27250 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 27350 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 27450 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 27550 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 27650 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 27750 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 27850 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 27950 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 28050 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 28150 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 28250 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 28350 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 28450 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 28550 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 28650 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 28750 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 28850 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 28950 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 29050 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 29150 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 29250 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 29350 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 29450 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 29550 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 29650 : 1.537,72 (- 8,95 %)

Indice SBF 29750 : 1



# Le Monde

## DEUX JOURNALISTES DE LA BBC SUSPENDUS

### « Dure justice »...

Deux journalistes de la BBC, MM. Peter Hill et Martin Young, viennent d'être suspendus pour trois mois sans traitement pour avoir exhorté sous la menace d'une interview dans le cadre d'une émission télévisée « Rough Justice » (Dure Justice), dont ils sont les producteurs. La direction de la BBC a également décidé de les bannir pour deux ans du journalisme d'enquête.

Il faut dire que les méthodes employées par les deux Routables britanniques s'éloignent fort du fair-play et de la rigueur que l'on peut attendre de la vénérable institution d'outre-Manche.

Il s'agissait, en effet, pour eux de démontrer qu'un homme, M. Anthony Mylock, condamné en 1983 à cinq ans de prison pour vol avec violence, était la victime d'une erreur judiciaire. Ils se sont adressés à la victime, M<sup>me</sup> Anne Fitzpatrick, une vieille dame qui vit aujourd'hui en Californie, pour la faire revenir publiquement sur son témoignage devant le tribunal. La dame se

montrant réticente, Peter Hill et Martin Young ont alors menacé de révéler au public qu'elle était homosexuelle et de transmettre des images d'elle-même devant sa maison californienne aux autorités d'immigration des États-Unis, avec lesquelles M<sup>me</sup> FitzPatrick n'est pas en règle...

Moyennant quoi, elle a déclaré devant les caméras que l'agression dont elle avait été victime était « purement et simplement sortie de son imagination ». L'émission a fait le bonheur du condamné, qui vient d'être réjugé et innocenté, mais a suscité la colère d'un membre de la Chambre des lords, Lord Lane, qui a demandé à la direction de la BBC de sanctionner les deux journalistes.

Le syndicat britannique des journalistes a jugé « brutale » la sanction infligée à MM. Hill et Young, et a condamné la BBC pour avoir « cédé à des pressions politiques ».

L. R.

## LE MARCHÉ DE LA PUBLICITÉ

### La presse écrite ne devrait pas bénéficier de nouveaux investissements

La presse écrite parent pauvre du développement du marché publicitaire en France ? C'est, grosso modo, la conclusion des études de l'Observatoire de la communication du Bureau d'Informations et de Prévisions Économiques (BIPE), présentées en décembre au cours d'un séminaire par M. Alain Le Diberder.

Pour le BIPE, 1985 a constitué un tournant. Le marché publicitaire rompu avec sa traditionnelle stabilité. Pour les années à venir, l'Observatoire propose les prévisions suivantes :

- **Marché :** il va croître en moyenne de 4,6 % par an. Entre 1985 et 1990, 3,3 milliards de francs supplémentaires seront investis.
- **Télévision :** c'est la grande bénéficiaire de cette augmentation. Sa part de marché passe de 20 % à 30 % en cinq ans. Ce sont surtout les chaînes privées qui en bénéficieront.
- **Radio :** les radios locales privées, auxquelles beaucoup n'ont pas cru jusqu'à présent, draineront jusqu'à 3 % des investissements.
- **Presse :** elle stabilise sa part de marché après une baisse (de 49,6 % à 41,6 %).

● **Affichage :** reste stable. La réglementation a contribué à revaloriser l'affichage.

● **Cinéma :** accuse une légère baisse (5 %) en cinq ans.

Quelles sont les causes de cette redistribution des cartes ? Pour ce qui est de la télévision par câble et par satellite, le BIPE n'entrevoit pas d'influence réelle sur le marché publicitaire ; il doute de l'intérêt des annonceurs pour l'audience restreinte de la télévision câblée et pour l'audience multinationale qui sera celle des chaînes par satellite. En revanche, l'arrivée de nouvelles chaînes hertziennes non seulement modifie le paysage, mais risque de bouleverser les méthodes publicitaires actuelles en livrant à la concurrence les tarifs du secret, qui, jusqu'ici, y échappait ; les agences s'entendent pour pratiquer des prix équitables. La concurrence accrue aura pour effet de faire baisser les tarifs de la « pub » télévisée, et donc de gêner la presse écrite, qui se plaint déjà de la faiblesse des prix pratiqués par la Régie française de publicité.

Autre difficulté pour les journaux : l'ouverture à la publicité télévisée de secteurs jusqu'ici interdits, à commencer par le tourisme, les

## M. Lange explique ses choix antinucléaires

Le premier ministre de Nouvelle-Zélande, dans un article publié par l'*International Herald Tribune* daté du jeudi 2 janvier, s'explique longuement sur les raisons qui ont amené son gouvernement à soumettre au Parlement une législation excluant la présence ou le passage d'engins nucléaires sur le territoire néo-zélandais, au risque d'envenimer encore ses relations avec les États-Unis et de porter un coup fatal à l'alliance régionale tripartite de défense qu'est l'ANZUS (Australie, Nouvelle-Zélande, États-Unis).

« Cette mesure », écrit M. Lange, « nous paraît être la plus pratique qui soit, si l'on veut réduire les risques de conflit nucléaire dans notre région (...). En proposant une législation qui tend à faire de la Nouvelle-Zélande une zone dénucléarisée, nous dissocions consciemment la défense de la Nouvelle-Zélande de toute stratégie nucléaire. » Après avoir estimé que l'ANZUS « a placé la Nouvelle-Zélande dans une position de dépendance vis-à-vis des États-Unis », contrairement à ce que prévoyait initialement la lettre de l'ANZUS, le leader travailliste sou-

ligne : « Le traité n'oblige pas la Nouvelle-Zélande à accueillir des navires ou des avions dotés d'armes nucléaires. »

« La Nouvelle-Zélande », poursuit M. Lange, « n'est pas menacée par des armements nucléaires. Nous sommes une île éloignée de tout. Aucune armée n'est massée à nos frontières. Nous ne nous trouvons pas sur des voies maritimes vitales. L'éloignement n'est pas une garantie de sécurité, pourtant les Néo-Zélandais vivent sans avoir le sentiment oppressant d'un danger imminent. (...) C'est la perversité de la France, qui continue à tester ses armes atomiques dans le Pacifique sud (...), qui a sans doute joué le plus pour nous faire prendre conscience de la course aux armements. Le caractère illogique d'une option de défense nucléaire pour la Nouvelle-Zélande est alors devenu évident. Un pays qui n'est pas menacé par les armes nucléaires s'expose au danger s'il sollicite la protection des armes nucléaires d'un allié. »

La Nouvelle-Zélande, estime plus loin M. Lange, « aurait tort de solliciter l'assistance des États-Unis pour régler des problèmes régionaux de bas niveau. Les stratégies nucléaires globales sont déplacées dans le Pacifique sud. Cela nous a fait froid dans le dos lorsque le précédent ambassadeur des États-Unis dans notre pays a prétendu que les difficultés dues à la décolonisation des territoires français et aux querelles sur les droits de pêche ne

## LES TARIFS DES SERVICES INFORMATIQUES SONT LIBÉRÉS

Les sociétés de services et d'ingénierie en informatique peuvent établir librement leurs prix depuis le 1<sup>er</sup> janvier. Le syndicat professionnel Syntec-Informatique, dont les adhérents représentent les deux tiers du chiffre d'affaires de la profession, a signé, le 30 décembre dernier, avec la direction générale de la concurrence et de la consommation, un accord de libération des prix assorti d'un engagement de lutte contre l'inflation.

Les quelques mille sociétés d'ingénierie informatique existant en France ont réalisé un chiffre d'affaires de 19,3 milliards de francs en 1984.

## Dans le golfe de Gascogne

### INQUIÉTUDES POUR L'ÉQUIPAGE DE « JET-SERVICES »

Le sort de l'équipage de *Jet-Services* suscitait, ce vendredi matin 3 janvier, une vive inquiétude. Tout contact avait été perdu la veille avec le maxi-catamaran de Patrick Movian, retourné par la tempête, jeudi, dans le golfe de Gascogne, après avoir été immobilisé par l'avarie de l'un de ses deux flotteurs.

Dans la journée, quatre hommes avaient été aperçus sur l'épave alors que l'équipage est de six personnes. Les deux autres marins pouvaient toutefois se trouver dans l'une des coques formant caisson étanche. Mais l'état de la mer (vent de force 9 et creux de vagues de 6 mètres) risquait à tout moment de provoquer la dislocation du catamaran.

## M<sup>me</sup> Marie-France Geraud invitée du « Grand Jury RTL - le Monde »

M<sup>me</sup> Marie-France Geraud, ancienne collaboratrice de Georges Pompidou et de M. Jacques Chirac, sera l'invitée de l'émission hebdomadaire « Le grand Jury RTL - le Monde », dimanche 5 janvier, de 18 h 15 à 19 h 30.

M<sup>me</sup> Geraud, qui conduira à Paris une liste pour les élections législatives du 16 mars, répondra aux questions d'André Passeron et de Jacques Amahric du « Monde », et de Jacques Truffaut et de Christian Mammès de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mascarolle.

**ANTHONY**  
créations masculines  
et chaussures  
**soldes**  
Louis Féraud  
UNGARO  
142 bd St-Germain

Le numéro du « Monde » daté 3 janvier 1986 a été tiré à 431 478 exemplaires

## Les vœux de l'Elysée

### M. MITTERRAND SOUHAITE « BON PIED, BON ŒIL » AU GOUVERNEMENT

Lors de la première journée des traditionnels vœux de Nouvel An au palais de l'Elysée, vendredi 3 janvier, M. François Mitterrand a souhaité au gouvernement d'aborder 1986, et notamment les élections législatives, avec « bon pied, bon œil », selon ce qu'a indiqué M. Michel Vauzelle.

Le porte-parole de la présidence de la République a également rapporté que M. Mitterrand avait remercié le gouvernement pour « la lourde tâche accomplie, les progrès significatifs observés et la progression constante obtenue dans les résultats ». « 1985 », a poursuivi le président, « a été une année démontstrative : la preuve est faite que l'on peut mener à la fois à bien les réformes sociales et structurelles nécessaires et obtenir en même temps les résultats d'une bonne gestion économique. »

M. Laurent Fabius, premier ministre, a souhaité, pour sa part, que le gouvernement « prenne une part très active dans la campagne électorale ». M. Fabius s'est déclaré « frappé par les bons résultats économiques et sociaux acquis » et il a souhaité que l'on « mène à bien les grandes réformes, tout en se tenant à une bonne gestion ». Pour lui, le 16 mars 1986, les électeurs « auront à répondre à une question simple : êtes-vous pour ou contre une équipe qui est en train de faire gagner la France ? ».

## CHEZ RENAULT

### M. Dedeurwaerder nommé directeur commercial

M. José Dedeurwaerder a été nommé, le jeudi 2 janvier, directeur commercial de la régie Renault, en remplacement de M. Jean Phelet qui part à la retraite. Il aura ainsi autorité sur la commercialisation dans le monde des véhicules Renault, ainsi que sur les implantations industrielles (hors la France et la Belgique). M. Dedeurwaerder conservera en même temps la direction générale d'American Motors.

La nomination, comme directeur commercial de Renault, de ce Belge de cinquante-quatre ans, homme de caractère, comme son patron, M. Georges Besse, avec lequel le courant est immédiatement passé, n'est pas une surprise. Elle était largement attendue dans les milieux industriels. Mais elle n'est pas moins un symbole, celui de l'engagement de Renault sur cette d'American Motors. Car José Dedeurwaerder, un Européen qui a réussi à

devenir aussi Américain que les constructeurs de Detroit, conservera sa fonction de directeur général de la filiale américaine de Renault. Une société pratiquement en faillite qu'il a réussi à relever — grâce aux adaptations américaines des modèles R9 et R11 — en 1984, avant qu'elle ne se voie de nouveau frappée en 1985 par la déflation du public américain pour les petites voitures.

Ces difficultés (118 millions de dollars de pertes sur les neuf premiers mois), le patron d'AMC les prévoyait. « Nous aurons une période difficile », disait-il en 1984, en même temps qu'il réclamait vigoureusement à sa maison mère un nouveau modèle plus haut dans la gamme. Les actionnaires d'American Motors — autres que Renault qui détient 46,6 % des parts — ont reconnu cette activité en faveur de leur société puisqu'ils ont demandé et obtenu le maintien de M. Dedeurwaerder à la tête de l'entreprise. Un honneur rendu aussi à sa capacité d'industriel, éprouvée à la tête de l'usine de Douai en France, comme en Argentine et au Mexique. Voilà donc un client rêvé pour le Concorde, même si M. Dedeurwaerder aura en M. Joe Casy, directeur général adjoint depuis décembre et homme de marketing, un véritable délégué permanent aux États-Unis. Enfin, le nouveau directeur commercial de Renault saura mieux que quiconque négocier — c'est déjà en cours — avec les constructeurs japonais ou sud-coréens les accords de coopération qui rendront la présence de Renault, outre-Atlantique, un peu moins pesante pour le constructeur national.

## LA SITUATION A « L'UNION » DE REIMS

### Le tribunal de commerce accorde la location-gérance à M. Philippe Hersant

Le tribunal de commerce de Reims a autorisé, ce vendredi 3 janvier, l'administrateur provisoire et le syndic du quotidien champenois, l'*Union*, à conclure une convention de location-gérance de six mois avec M. Philippe Hersant, gérant de la société France-Antilles. En accordant à la requête, déposée le 30 décembre par M. Hubert Lafont, administrateur provisoire du journal mis en règlement judiciaire en mai dernier (le *Monde* du 1<sup>er</sup> janvier), le tribunal a aussi déclaré qu'il « n'y a aucune autre solution dans l'immédiat pour éviter la liquidation de biens et le licenciement du personnel ».

En outre, le tribunal de commerce a rejeté la demande du ministère pu-

blic de saisir le tribunal afin de permettre l'examen de la requête de M. Alain Thirion. Celui-ci, imprimeur à Epinal (Vosges) et candidat à la reprise de l'*Union* de Reims avait informé, le 2 janvier, le tribunal de commerce qu'il était prêt à assumer une location-gérance.

La proposition de location-gérance faite à M. Philippe Hersant avait déclenché l'hostilité des journalistes SNJ de l'*Union*, tandis que le Livre CGT a imposé à la « une » du journal du 3 janvier un communiqué intitulé : « Assez de magouilles, une solution définitive doit être trouvée ! ». Les syndicats CGT de l'*Union* estiment, en effet, que la formule de location-gérance, remaniée en cause le plan Hersant tel qu'il a été accepté par le tribunal de commerce, ne s'oppose à « résolution » à la location-gérance qui n'offre « aucune garantie et n'est utilisée que comme moyen de change auprès des travailleurs », qui la combattront « par tous les moyens ». Cette prise de position a été critiquée par la CFDT du quotidien, pour qui le discours cégétiste ressemble à « de la poudre aux yeux ».

Enfin selon la Commission pour la transparence et le pluralisme de la presse, il reste à la cour d'appel de Reims à statuer, le 21 janvier, sur les oppositions et les tierces oppositions faites par MM. Bruno Bertez et Alain Thirion, ainsi que par deux des mouvements propriétaires de l'*Union*.

« Il n'est pas invraisemblable que la cour d'appel se satisfasse de l'avis négatif sur le pluralisme que nous avons émis le 19 novembre », indique M. Henri Caillavet, président de la Commission, et de ses motifs circonstanciés. La Commission Caillavet doit se réunir en urgence le 9 janvier.

**Sur CFM**  
de 19 heures à 19 h 30  
à Paris (89 MHz)  
à Lyon (100,3 MHz)  
à Bordeaux (101,2 MHz)  
à Saint-Nazaire-La Baule (94,8)  
à Limoges (102,1 MHz)  
à Toulouse (88,6 MHz)

**VENDEDI 3 JANVIER**

**Guy Bedos**

est

**Face au « Monde »**

avec

**CHRISTINE FAUVET-MYCIA**

et **CHRISTIAN VILLAIN**

**LUNDI 6 JANVIER**

**Allô « le Monde »**

**La flexibilité :**

un enjeu pour l'avenir

des entreprises ?

avec **ALAIN LEBEAUBE**

A B C D E F

## Le Monde DES PHILATÉLISTES

Tous les mois, toutes les nouvelles émissions, les expositions, les ventes et les cours. Tout ce qu'il faut savoir pour mieux gérer votre patrimoine philatélique.

SOMMAIRE DE JANVIER

**GOYA • LA « POSTE » DE SOLIDARNOSC • LE NOUVEL AN**

En vente chez votre marchand de journaux

كتاب النحل